

COSMO

holis

L 1109 13 / COSMOPOLIS
AVRIL 83 / N°13 / 12 F

DEDANS :

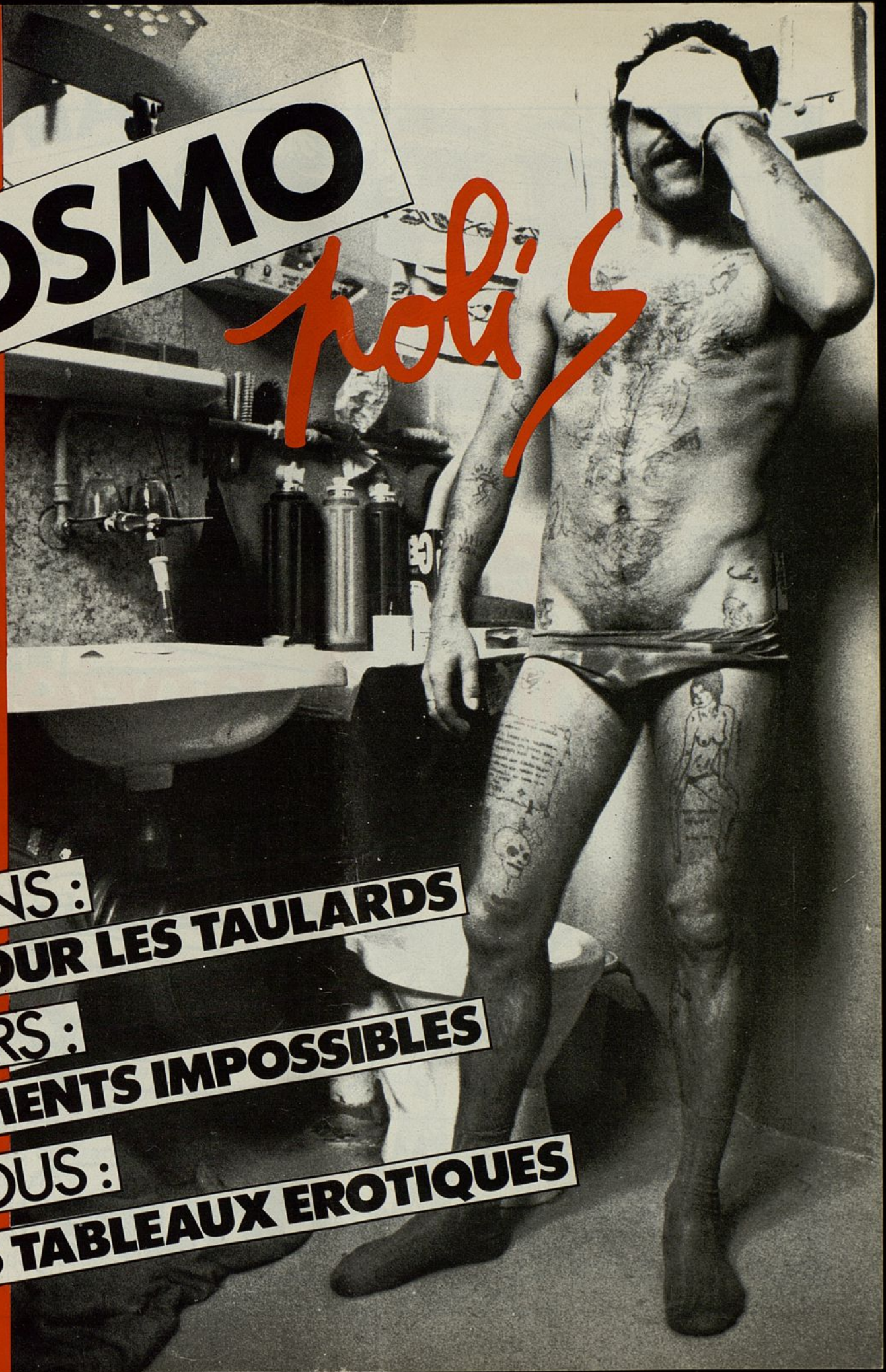
BONJOUR LES TAULARDS

DEHORS :

LOGEMENTS IMPOSSIBLES

DESSOUS :

PETITS TABLEAUX EROTIQUES





Le magasin du bien-à-porter.

Chez nous, vous
trouverez des vêtements.
Des vêtements à
la mode, à votre mode,
pour être vous. Parce que
porter des vêtements faits
pour aimer chaque jour de la vie,
c'est aussi cela le bien-consommer.

MAGASIN
La Redoute

LYON - 67, RUE DE LA RÉPUBLIQUE

SOMMAIRE

- 5 — Sélection du mois
- 6 — Agenda
- 11 — A suivre
- 13 — Brèves

Actuelles

- 16 — **Logement** : les « vacances » organisées
- 18 — **Femmes** : rendez-vous côté cour
- 19 — **Clé du logis** : les avatars du 1% patronal
- 21 — **Do it yourself** : le nucléaire vendu en kit
- 22 — **La chronique d'un peu partout** d'Olivier Brachet

Société

- 23 — **Prisons** : vues intérieures
- 28 — **Mémoire** : les Arméniens de l'an 2000
- 29 — **Cap Vert** : chassés par la soif
- 32 — **Trotteurs** : un dimanche bien dans l'ordre
- 34 — **Les petits récits tardifs** de Vincent Bady

Culturelles

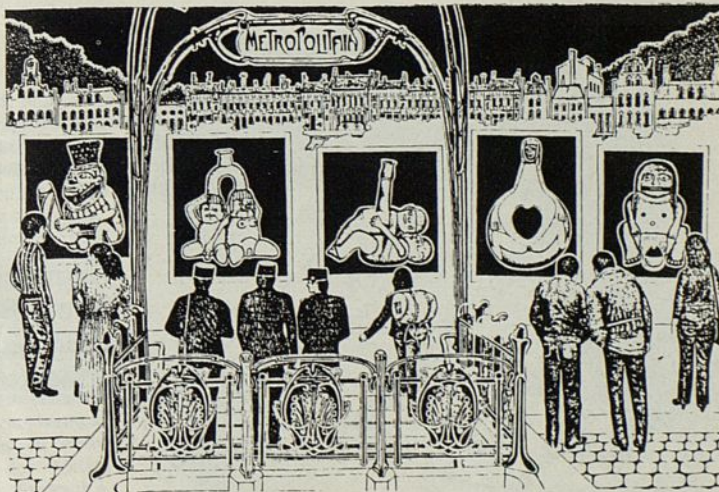
- 35 — **Weber** : un/zéro, balle au centre
- 36 — **Performance** : blues en Bresse
- 38 — **Erotisme** : des regards impossibles
- 40 — **Talon-pointe** : qui mène la danse ?
- 41 — **Portrait** : une vieille dame indigne
- 42 — **Bédé**
- 43 — **Poésie** : Nazim Hikmet
- 44 — **Les musiques du Transcontinental**
- 45 — **Vous avez dit BD ?**
 - Allo Fanzines !
 - Rock'orico !!
- 47 — **Papivores** : des revues et des livres
- 49 — **Le point sur** : le vote parallèle (fin)
- 50 — **Courrier**



Près de 4000 logements non attribués, sur l'ensemble du parc social locatif dans le Rhône (page 16), des femmes maghrébines qui s'unissent pour lutter contre les taudis (page 18), des entreprises qui participent au financement d'appartements HLM qui ne profitent pas aux travailleurs (page 19): *Cosmopolis* ouvre ce mois, le dossier du logement.



D'un côté la rue, de l'autre la prison, entre les deux, le mirador. A Lyon, une journaliste et un photographe traversent la double enceinte et rendent visite aux détenus (page 23). Une enquête sur le quotidien carcéral.



Le premier festival de l'érotisme s'est déroulé à Paris II y a trois mois. Sergio Bello, artiste brésilien y participait (page 38). Mais la démarche pour lui était encore trop timorée. Il le dit et le répète : l'érotisme doit sortir des galeries et descendre dans la rue.

AGENDA

UNE JOURNEE POUR LA POESIE

Le 23 avril, la France sera en poésie, à l'initiative du ministère de la Culture et avec la collaboration de nombreuses associations, revues, gens de spectacle. Sur la région Rhône-Alpes, c'est l'association *Poésie-Rencontres* qui a été chargée de la coordination des différentes manifestations et de l'établissement d'un programme, dont nous vous donnons ici un aperçu. Pour plus de renseignements, vous pourrez consulter dans de nombreux points (librairies, bibliothèques, etc.).

AIN

Bourg-en-Bresse, le 23 avril à la bibliothèque centrale de prêt, spectacle poétique.

ISERE

Echirrolles : spectacle sur Aragon *Paroles perdues* en soirée le 22 avril

Grenoble : J.L. Blaire sur la Grand'place le 22 avril. A la médiathèque Villeneuve, « *chanson et poésie* » avec S. Kessler sur la Grand'place le 23 avril et au même endroit le 29, J. Lapiere, P. Trystram et J. Bertin. Soirée de poésie sacrée au Théâtre action le 23.

Pont de Claix : Spectacle « *Poésie et musique* » avec J. Lapiere sur les textes de Prévert, Vian et Aragon, le 23.

Vienne : Exposition et soirées poétiques au service culturel municipal du 23 au 30 avril et spectacle Aragon le 30.

Villefontaine : Débats entre poètes et auditeurs de la région sur Radio Jacasse le 24 de 11h à 13h et de 19h30 à 1h.

SAVOIE

Chambéry : Remise des prix du concours littéraire 83 par la société des prix et artistes de France Bugey-Savoie.

HAUTE-SAVOIE

Annemasse : Spectacle poétique de J.P. Otte à la MJC Centre le 23. Causerie-récital-débat avec J. Laugier le 27. Soirée avec E. Busidan le 26.

Cluses : Première rencontre de Saint Sigismond le 24.

Saint-Julien en Genevois : Rencontre avec le poète P. Vincensini et le peintre Walter à l'école le 23.

RHÔNE

Feyzin : Débat forum avec les poètes de *Poésie-Rencontres* au Centre Culturel le 23 à 17h30.

Lyon : Fédérop les éditions de B. Lesfargues publie une série d'affiches consacrées à la poésie, et fait paraître le recueil de P. Gravillon « *Ouvrir les yeux comme on s'ouvre le veines* » (voir Cosmo n°12)

Exposition Guy Levis Mano à la librairie *La Proue* du 23 avril au 10 mai.

Carrefour présidé par Georges Jean à l'Ecole Normale d'Instituteurs le mercredi 20 avril.

Sur Radio Léon (96,4) rencontres avec des poètes de *Poésie-Rencontres* le 18 avril de 22h30 à Oh et information régulière sur les manifestations durant la semaine du 18 au 23.

Spectacle poétique dans une micheline au départ de la gare Saint-Paul pour un déplacement de 20mn environ au Théâtre de la Platte.

Lancement de la revue *Buvards* n° 0 au café-théâtre de la Graine et soirée écriture poésie avec des auteurs et comédiens lyonnais, des formations de musique classique et J. Weber à 21h.

Lecture de textes poétiques de Charles Juliet par l'auteur et Béatrice Audry à partir de 17h au TOL le 23.

Vagues de M.C. Frezal à la bibliothèque municipale de la Part-Dieu le 22 à 17h30 et le 23 à 16h, et une exposition de photos et de poésies du 16 au 23.

Saint-Genis Laval : Poésie et rythmes maghrébins à la salle de réunion le 23.

Saint-Symphorien d'Ozon : Forum débat avec *Poésie-Rencontres* et projection vidéo de « *Puisque les mots* » à la maison du mot, de l'image, et du son le 23 à partir de 15h.

Lancement à la bibliothèque ALSSO d'une bibliothèque de manuscrits (avis aux écrivains et aux lecteurs !)

Villefranche : Rencontres poétiques, bannières, performances à l'Office Culturel municipal le 23.

ain

Correspondante
Dominique Renoud
5 rue des bons enfants
01000 Bourg-en-Bresse
Tél. (74) 22.45.97

CONCERTS

Rock à Bourg

La MJC de Bourg-en-Bresse propose deux concerts rock : Ketchup Richard avec en première partie *Spirale*

le 1^{er} avril
Tom Novembre
Le 28 avril (sous réserve)

Musique en blouse

Expérience tentée avec la collaboration des lycéens du *Lycée Carriat*, des machines-outils deviennent des instruments de musique grâce à Nicolas Frize, donnant lieu à 3 concerts dans les ateliers de mécanique du lycée.

Les 21, 22 et 23 avril

SPECTACLE

Ar-ti-cu-le !

« *Articule* », marathon théféro-vocal avec théâtre, mimes, claquettes, musique pour illustrer l'histoire de 2 choristes aphones à la veille d'un spectacle.

le jeudi 28 avril à 20h30
au Théâtre municipal de Bourg

STAGES

GRETA

Le GRETA de l'Ain organise deux stages :

- Relations humaines à partir de début avril
- Photo du 21 avril au 26 mai
GRETA Lycée JM Carrait
rue de Crouy 01011 Bourg-en-Bresse Cédex
Tél. (74) 21.84.68

MUSIQUE

Fête à Pelussin

« Musiques en fête » dans 8 communes du canton de Pelussin

à partir du 30 avril
Rens. : Parc Naturel Régional Tél. (74) 59.65.24

drôme

Correspondant :
Gérard Méjean
Tél. 75/42.63.30

EXPOSITIONS

Photo à Grignan

L'association culturelle de Haute Provence expose les travaux de Jean-Louis Elzéard et Annie Borézée, ainsi qu'un ensemble de photographies des membres de l'association.

En avril-mai

Au Musée ancien de Grignan, ouvert les mardi, jeudi et samedi de 15h à 18h et le dimanche de 10h30 à 12h30.

Ass. Culturelle de Haute Provence
Musée ancien 26230
Grignan Tél. (75) 46.56.75

SPECTACLES

La Norma

Création par le théâtre municipal de Valence de l'opéra de Vincenzo Bellini : *La Norma*. Mise en scène de Christian Chorier. La générale aura lieu le **Dimanche 24 avril, à 20h30, théâtre de Valence**. Autres représentations **mercredi 27 et samedi 30 à 20h30**.

Le **lundi 25**, le théâtre de Valence rendra hommage à Maria Callas, interprète historique du personnage de Norma.

Une exposition *Maria Callas* sera installée au foyer du théâtre de Valence du **11 au 30 avril**.

Renseignements : Théâtre
(75) 42.62.82

Alain Borne

Quinze jours d'animation autour de l'œuvre du poète de Montélimar Alain Borne, avec le concours du Centre Culturel, et du Centre Alain Borne de Chomérac. A Montélimar, à partir du **15 avril**.

Renseignements : C.C.C.
Tél. (75) 01.74.79

Exercice de style

La pièce de Raymond Queneau mise en scène par la Compagnie Théâtre aujourd'hui.

d'hui. A Montélimar, Théâtre municipal, le **29 avril, à 20h45**.

Tél. (75) 01.74.79

Cinéma et histoire

Dans le cadre de cinéma et histoire IX, le centre de recherche et d'action culturelle de Valence présente deux expositions ainsi qu'un programme audio-visuel :

« *Berlin Années 20* » réalisé par le CRAC, les archives départementales de la Drôme et Jean Michel Palmier.

du **14 au 29 avril au CRAC**
Un programme audio-visuel pendant toute l'exposition présentera notamment « *M. le Maudit* » de Fritz Lang (1931)

du **18 au 21 avril**
« *Lili Marleen* » de Fassbinder (1980)

du **25 au 29 avril**
Une autre exposition « *Architectures en Allemagne 1900-1933* » aura lieu

du **1^{er} au 17 avril**
au Théâtre municipal de Valence

Pour tous renseignements :
CRAC 10 rue Farnerie 26000 Valence
Tél. (75) 43.42.33

ardèche

Gérard Méjean
(75) 42.63.30

CINEMA

Pays et régions

Le cinquième festival cinématographique des *Pays et régions* se déroulera comme les précédents à Lussas (village de l'Ardèche, à 20 kms d'Aubenas). Du **1^{er} au 4 avril**. Invité d'honneur de ce festival de Lussas : le Pays Basque à qui une journée sera consacrée. Mais une trentaine de courts et moyens métrages donneront aussi la parole à la Catalogne, la Bretagne, le Nord, l'Alsace, Rhône-Alpes... Sept longs métrages sont également inscrits au programme dont un film en Occitan : *L'ours Alie, Xueiv et Le retour de Christophe Colomb*. Une journée sera également consacrée aux circuits de cinéma itinérant dont le festival de Lussas est devenu le « rendez-vous » national annuel.

Renseignements :
Tél. (75) 36.24.68

isère

Correspondant :
Rachid Ait Shidoum
Tél (76) 96.39.32

ASSOCIATIONS

A.P.A.M.

Depuis décembre 1981, il existe dans l'agglomération grenobloise une Association de psychologues animateurs maghrébins (loi 1901). Sa création répond à des demandes provenant des travailleurs sociaux, enseignants en contact avec la communauté maghrébine. La reconnaissance d'une identité maghrébine nécessite une intervention spécifique, et l'A.P.A.M. se définit 3 axes de travail : avec les professionnels, avec la population maghrébine et des réflexions, recherches et publications.

Pour tout renseignement :
A.P.A.M. 9 rue des clercs
38000 Grenoble
Tél. (7) 44.07.53 ou 98.51.67
ou 47.33.89

BIBLIOTHEQUE

Lire, écouter, regarder

L'office dauphinois des travailleurs immigrés informe que sa bibliothèque-médiathèque est ouverte à tous, l'adhésion étant gratuite. Elle est spécialisée dans les ouvrages en langue d'origine du pays d'émigration mais fonctionne aussi comme bibliothèque de quartier avec des ouvrages d'intérêts généraux en français.

Un prêt de musique de différents pays est proposé dans les genres : folklore, variétés, chansons engagées, livres pour enfants, etc. La médiathèque expose des planches de Slim, caricaturiste et graphiste algérien sur la vie quotidienne en Algérie.

O.D.T.I. Foyer rue Sainte Ursule 38000 Grenoble.

THEATRE

Amoureux et Avare

Le Théâtre Municipal de Grenoble présente : *Diabole d'homme* de et avec R. Lamoureux.

les 19 et 20 avril à 21h

« L'avare » de Molière par la compagnie Sganarelle
le jeudi 28 avril à 14h30 et le vendredi 29 à 9h30 et 14h30.

De Prévert à Denise

L'Hexagone de Meylan présente :

Un spectacle café-concert *Prévert et moi* par le Roy Hart Théâtre
le jeudi 28 avril à 18h30

Denise ou le portrait d'une petite vieille à l'hospice... un spectacle du festival d'Avignon par le Théâtre de la Petite Ortie.

le vendredi 29 à 15h et le samedi 30 à 20h30

Hexagone, rue des Aiguillards 38240 Meylan
Tél. (76) 90.00.45

STAGES

Culture et liberté

Cet organisme propose trois stages sur Grenoble :

- bricolage-dépannage
- l'économie à travers sa région
- animation et conduite de réunion

Culture et Liberté 8 rue Servan 38000 Grenoble
Tél. (76) 42.24.24

Economie

Le CIFBA organise un stage intitulé « Informatique et comptes de l'entreprise »
du 25 au 29 avril à Grenoble

CIFBA 15 rue Bayard Grenoble
Tél. (76) 42.61.00

EXPOSITIONS

Peintures et photos

Deux expositions dans Le Hall du Théâtre Municipal de Grenoble :

Catherine Verougstraete et ses peintures
du 22 mars au 30 avril

H. Gallay et ses photographies
du 19 au 30 avril

Presse et liberté

A l'Hexagone de Meylan
du 19 avril au 28 mai

Photo Y. Guelaud

CINEMA

Images de femmes

le mercredi 20 avril à 20h30
à l'Hexagone de Meylan

Festival des femmes

Le 3ème festival du cinéma des femmes se tiendra

du 19 au 29 avril

au Théâtre Municipal de Grenoble

(Une plaquette spéciale annonçant le programme des films sera diffusé).

Nature et écologie

En clôture du festival du film de nature et d'écologie, la FRAPNA projette *La chouette effraie* de L. Charbonnier et *Le bœuf musqué*, film canadien.

le 6 avril à 18h

à la Maison du Tourisme de Grenoble

MUSIQUE

Classique

Le centre musical et lyrique présente deux concerts :

- Marie Claire Alain

le 22 avril à 20h30

à la salle Olivier Messiaen

- « *Messa di Gloria* » de Puccini

le 29 avril à 21h

à l'église Saint-Jean

Centre Musical et lyrique 1 rue du Vieux Temple 38000 Grenoble

Piano

Récital du pianiste Dezso Ranki

le vendredi 1^{er} avril

à la Maison de la Culture de Grenoble

Chœurs et visages

L'Hexagone de Meylan présente plusieurs concerts :

- Concert chœurs et orchestre avec la chorale et l'orchestre de chambre du conservatoire.
le mardi 19 avril à 20h30

- L'ensemble vocal de la Châtenne présente *Visages*, musique vocale de la Renaissance à nos jours.

le jeudi 21 avril à 20h30

- des chansons avec Michel Dibilio

le vendredi 22 avril à 20h30

- Paggiacci d'après l'opéra de R. Leoncavallo

les 26 et 27 avril à 20h30

L'Hexagone rue des Aiguillards Meylan

Tél. (76) 90.00.45



AGENDA

loire

THEATRE

Tomato Ketchup

Cette création pour l'enfance de M. Véricel sera jouée à la Maison Le Corbusier de Firminy.

le 19 avril

Maison Le Corbusier
Tél. (77) 56.07.07

EXPOSITION

Art en 1960

Le Musée d'Art et d'Industrie de Saint-Etienne présente une exposition artistique « 1960 : photos, peinture, design, etc. »

jusqu'à fin avril

Musée d'Art et d'Industrie
Tél. (77) 33.04.85

savoie

Correspondant :
Denis Laurens
Tél (79) 62.14.52

EXPRESSION

Ateliers

Le Centre socio-culturel de Chambéry-le-Haut possède de nombreux ateliers d'expression : poterie le mardi de 14h30 à 16h30, tissage le vendredi de 20h à 22h, dessin, peinture le lundi de 20h à 22h, danse moderne le jeudi de 18h15 à 19h45 et enfin un labo photo en libre service.

L'adresse : 507 rue du Pré de l'âne Chambéry-le-Haut

Dans la nature

Cycle thématique « des étudiants dans la nature »

jusqu'au 15 avril
Rens. C.A.U.E.
Tél. (79) 70.02.36

CONFERENCE

Des serres

L'ASDER propose une conférence-débat ayant pour thème les serres d'agrément, les serres de chauffage, animée par B. Georges et D. Cena.

le mardi 19 avril

ASDER 132 avenue des Bernardins 73000 Chambéry

EXPOSITION

Danse

Photos de danse par G. Delahaye

jusqu'au 21 avril

Théâtre Charles Dullin de Chambéry

SPECTACLE

Danse

Crownest Trio avec Félix Blaska

le mercredi 20 à 20h45

au Théâtre Charles Dullin

CINEMA

Toto le Moko

de L. Bragaglia

le mardi 19 à 18h30 et 21h

à la MJC de Chambéry

Cinémathèque

Le Milliardaire de Cukor avec Marilyn Monroe et Yves Montand

le mardi 26 à 18 h30

à la MJC de Chambéry

THEATRE

Pirandello

Le T...S. présente *Epithelioma ou la fleur à la bouche* de Luigi Pirandello, réalisation C. Sahn.

Les 1^{er} et 2 avril à 22h15

Salle des Pilos à Chambéry

Feydeau

Création de la cellule de création théâtrale de l'Association pour la Maison de la Culture de Chambéry et de la Savoie et mise en scène de B. Mongourdin, *Feu la mère de*

Madame et Ne te promènes donc pas toute nue de G. Feydeau.

le vendredi 22 avril à 20h45 et le samedi 23 à 19h30

A.M.C.C.S. Théâtre Charles Dullin 7300 Chambéry
Tél. (79) 33.25.19

ANIMATION

Printemps International

A l'initiative de la municipalité et avec la participation de nombreuses associations, le Printemps international donnera lieu à de nombreuses animations : de la danse avec un groupe turc, un groupe de femmes maghrébines, films, diaporama, vidéo, débats et tutti quanti...

les 16 et 17 avril

à la Salle des Conventions de Chambéry

STAGES

Vie associative

L'AEFTIS et CSTIS organisent un stage d'initiation à la vie associative qui s'adresse plus particulièrement aux étrangers et éventuellement aux Français. Ce stage a pour but de donner un minimum de formation aux personnes désirant prendre des responsabilités dans une association, ou même en créer une. Participation gratuite.

Etalé sur 2 week-ends :

les samedi 23 et dimanche 24 avril

2ème week-end à déterminer selon les demandes.

Rens. et inscriptions : AEF-TIS 176 rue Ste Rose 73000 Chambéry Tél. (79) 70.59.18
CSTIS 95 rue Juiverie Chambéry Tél. (79) 62.14.52

CONCERTS

Musique d'Iran

Musique permanente en collaboration avec l'orchestre de Chambéry et de la Savoie avec *Ali Shaigan*, groupe de musique traditionnelle d'Iran.

le samedi 9 avril à 17h45

à l'Aditorium Charles Dullin
Tél. (79) 33.25.19

De chambre

Musique de chambre avec le trio Gariglio (violon, piano, violoncelle) : œuvres de Haydn, Dvorak, Martinu, Schubert etc.

les 1^{er} et 2 avril à 20h30

Salle des Pilos à Chambéry

Chansons

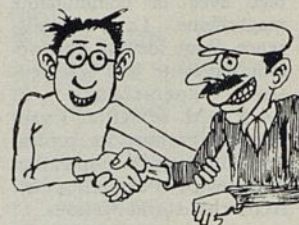
Brenda Wootton, chanteuse de Cornouailles

le mardi 26 avril à 20h45

et Wolf Biermann, chanteur allemand

le mercredi 27 à 19 h 30

au Théâtre Charles Dullin de Chambéry



ASSOCIATIONS

Mourir digne

L'association *Le droit de mourir dans la dignité* vient de s'implanter à Chambéry. Elle affirme ne pas s'opposer à ce que soient utilisées toutes les techniques scientifiques mises à la disposition du corps médical pour prolonger la vie, mais elle souhaite obtenir la possibilité pour ceux qui le désirent, de s'opposer, dans des cas très précis à un certain acharnement thérapeutique. Pour mourir tranquille dans ses baskets à la Koesler.

« Le droit de mourir dans la dignité » c/o Christian Galice
1 rue Denfert Rochereau
73000 Chambéry

Homosexuels

L'association Groupe Action Information Contact Homosexuel tient désormais une permanence

les trois premiers vendredi du mois de 20h à 22h

GAICHA 13 rue de la République 73000 Chambéry

Femmes battues

S.O.S. Femmes battues assure des permanences deux fois par semaine

les mardi et jeudi de 14h à 17h

SOS Femmes battues 88 rue St Réal Chambéry
Tél. (79) 70.29.36

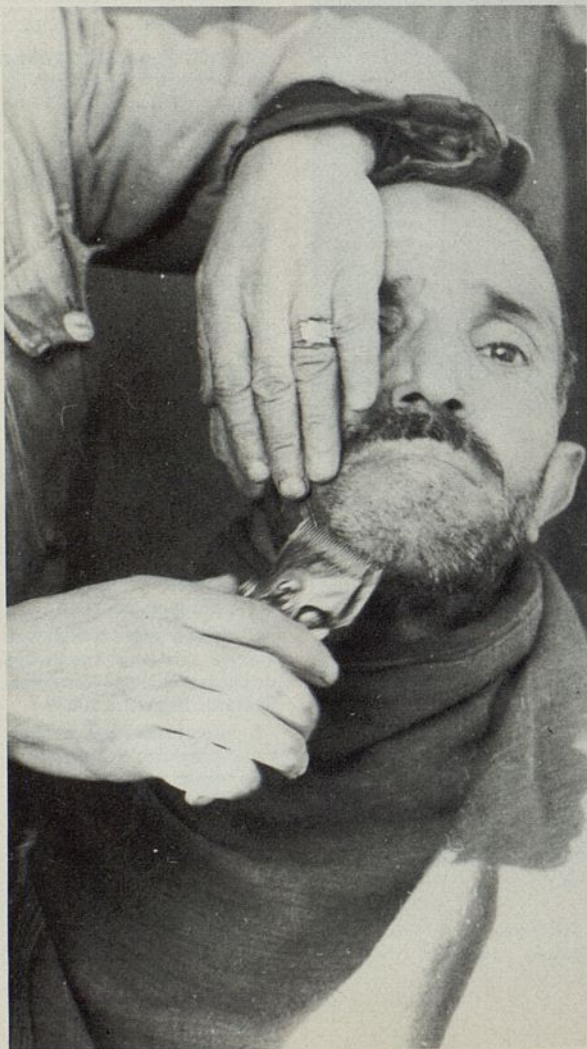


Photo Y. Guelaud

haute-savoie

EXPOSITIONS

Oiseaux et tapisseries

Le CAC de Bonlieu présente deux expositions : *Les oiseaux* jusqu'au 17 avril et *Les tapisseries de Sylviane Zurly* du 19 avril au 29 mai
CAC Bonlieu

CINEMA

Espace 300

Le CAC de Bonlieu présente plusieurs films à l'Espace 300 :

Toute du nuit de C. Ackermann
les 1,2 et 5 avril
Le petit garçon aux cheveux verts de J. Losey
le mercredi 6 à 14h30
La dame de Shangai de O. Welles et *Philadelphia Story* de Cukor
les 9,10 et 12 avril
La petite fille et le cheval de K. Kachyna
le mercredi 13 avril à 14h30
La guerre d'un seul homme de Lozarinsky
les 23,24 et 26 avril
La rivière de boue de K. Oguri
le mercredi 27 avril à 14h30
un cycle *Van Der Keuken*
les 28,29 et 30 avril
Le tournant de la vie de Herbert Ross
le mardi 3 mai
CAC, Bonlieu 1 rue Jean Jaurès 74000 Annecy

CONFERENCE

Mythe et littérature

Cette conférence de Claude Mettral aura lieu
le vendredi 29 avril à 20h30
à l'Espace 60 de Bonlieu, Annecy

SPECTACLES

Annemasse

la MJC d'Annemasse propose plusieurs spectacles :
- de la danse avec la compagnie Crownest avec Félix Blaska
le 19 avril à 20h45

au Château Rouge

- Brenda Wooton ou la voix de la Cornouaille
le 28 avril à 20h45 à la MJC
- de la danse avec Marie-Christine Gheorgiu sur des musiques new-wave et rock
le 5 mai à 20h45 à la MJC

Bonlieu

Le Centre d'Action Culturelle de la région annécienne présente au programme de son centre :

- Michel Jonasz
le 20 avril à 20h30 au Théâtre
- du théâtre avec Mlle Vingt-watt : mercredis de l'enfance
le 20 avril à 14h30 à l'Espace 300
- et *Nanas de Espinas* de la Cuadra de Séville
les 26,27 et 28 avril à Mal Thonon
- du théâtre avec *Le Rouge et le Noir* du Théâtre Action
le 3 mai à 20h30 au Théâtre
Annecy Action Culturelle, Bonlieu, 1 rue Jean Jaurès 74000 Annecy

STAGES

Peuple et Culture

Peuple et Culture de Haute-Savoie propose deux stages :
- un stage sur les méthodes Augusto Boal du Théâtre de l'Opprimé, méthode qui permet de créer des interventions de théâtre populaires dans les groupes sociaux les plus divers et s'appuie essentiellement sur un travail corporel et d'improvisation.

du 5 au 9 avril

Prix : 800F (possibilité de bourses). S'inscrire le plus rapidement possible.

- 3 journées d'initiation à la micro-informatique pour adultes

du 2 au 4 avril

Nombre de places limité : prix de 480 à 1500F

Rens. et inscriptions : *Peuple et Culture de Haute-Savoie* 13 rue de la Paix 74000 Annecy
Tél. (50) 45.15.53

Photo Y. Guelaud



rhône

FORMATION

CLAP

Le CLAP propose aux formateurs assurant des actions de « pré-formation », sous diverses formes, plusieurs semaines de formation de formateurs. L'un des stages « audio-visuel » se déroulera à Lyon du 13 au 17 juin et du 12 au 16 décembre 1983.

Ces stages sont gratuits pour les participants, les frais de transport et d'hébergement éventuels sont à la charge des organismes employeurs.

CLAP Délégation Régionale Rhône-Alpes 2 Place Jean Jaurès 42000 St Etienne.

SPECTACLES

Frimer à la M.J.C.

La MJC des Etats-Unis propose deux représentations du nouveau spectacle du Théâtre du Beffroy *Plus la peine de frimer*. Tasse d'Or au festival de Cannes et meilleure interprétation à Avignon.

du 19 au 30 avril

Prix : 40 F - 30 F adhérents, etc.

MJC des Etats-Unis 101 Bd des Etats-Unis Lyon 8ème
Tél. (7) 874.10.93

THEATRE

Brecht

Le théâtre les Ateliers présente la première de *Dans la jungle des villes* de B. Brecht.

Le 19 avril

Les Ateliers 3 rue Petit David Lyon 2ème
Tél. (7) 837.46.30

L'homme d'Eva

Le théâtre de l'Oseraie présente *L'homme d'Eva* d'après Gayl Jones : « *Même à présent, des gens viennent encore me demander comment c'est arrivé. Au début, je ne parlais à personne. Pendant tout le procès, je n'ai parlé à personne. Après je me suis mise à parler. Le leur dit des choses qui n'ont rien à voir. Des fois, pourtant, ils croient que je leur mens. C'est pas moi qui mens, je leur dis, c'est ma mémoire.* »

Du 14 avril au 7 mai
au théâtre des 30, 12 rue Pizay

Rens. : Théâtre de l'Oseraie
Tél. (7) 827.23.22

T.O.L

Le Théâtre de l'Ouest Lyonnais présente une création de *Ecarte la nuit* de Ch. Juliet.

le 19 avril

T.O.L. rue des Acqueducs Lyon 5ème
Tél. (7) 825.70.21

Ah ! L'Eldorado...

Le Novothéâtre Eldorado présente sa création *Les frères Karamazov* d'après Dostoïevski, adaptation et mise en scène de Bruno Boëglin.

du 19 avril au 14 mai à 20 h 30 (les mercredis à 19 h 30)

Théâtre de l'Eldorado 33 cours Gambetta Lyon 3ème
Renseignements et abonnements : Tél. (7) 860.37.70

RENCONTRES

Communication A.V.

L'Institut de Sciences Sociales appliquées de l'Institut Catholique de Lyon organise un colloque sur « la communication audio-visuelle à Lyon » avec la participation de praticiens, chercheurs, hommes politiques. Les débats seront animés par G. Dahan, sociologue et professeur à l'ISSA et Alain Desmaris, journaliste à FR3 Rhône-Alpes.

mardi 19 avril : Radio et TV = privé ou public ?

mercredi 20 : la vidéo à Lyon

jeudi 21 avril : publicité natio-régionale ?

Entrée libre, salle Burret de 19h45 à 23h.
Faculté Catholique de Lyon 25 rue du Plat Lyon 2ème
Tél (7) 842.10.30

Art à Lyon

Le 5ème symposium international d'art performance se tiendra à Lyon

du 25 au 30 avril

Rens. C.E.P.
Tél. (7) 837.50.42

ASSOCIATIONS

Acte III

Le rideau s'est levé, le bébé est là et s'agit déjà vers les médias, théâtres, mairies, centres culturels... : Acte III

de partout

RENCONTRES

Poètes et conteurs

Un collectif d'associations organise dans le département de l'Hérault *Les rencontres méditerranéennes du Languedoc* sur le thème *Poètes et conteurs*

du 11 au 26 juin 1983

Les groupes (musique, conteur, théâtre...) intéressés peuvent envoyer leur documentation aux :

Rencontres Méditerranéennes du Languedoc, Centre Culturel du Languedoc rue Lakanal 34000 Montpellier.

Cultures et migrations

Parrallèlement à la Mostra du film d'Epernay, festival international du film d'intervention (*La vie dans tous ses états*) qui aura lieu pour la première fois.

du 5 au 10 avril à Epernay

Un colloque *Changements culturels et migrations* réunira spécialistes, chercheurs et praticiens, pour débattre sur les changements culturels chez les migrants adultes, chez les nouvelles générations, dans la société et les communautés d'accueil et dans les pays d'origine.

les 6 et 7 avril à Epernay

Rens. : *Centre d'Informations et d'Etudes sur les Migrations 46 rue de Montreuil 75011 Paris*
Tél. (1) 372.49.34

FORMATION

Faire son journal

Le Centre de Formation et de Documentation pour la presse associative, syndicale et différente a été créé pour répondre à la demande d'animateurs de journaux locaux, associatifs ou syndicaux : il est animé par des professionnels de la presse et de l'imprimerie. Le CFD propose une formation courte, adaptée aux besoins de la presse associative, avec une session générale (environ 60h) « *Faire son journal de A à Z* » et des sessions spécialisées « *pratiques journalistiques* », « *le reportage photo* », « *secrétariat de rédaction et maquette* », « *montage et photogravure* », « *radio* ». Ces sessions sont organisées soit en cours du jour ou du soir éche-

lonnés sur un trimestre, soit en cours groupés sur 6 jours, soit sur des week-ends de 3 jours. D'autres sessions sont à l'étude selon les besoins exprimés.

CFD 17 Villa Curial 75019 Paris

VACANCES

Jeunes sportifs

La Fédération Léo Lagrange organise durant les vacances de Pâques des séjours ski ou équitation pour les enfants et les jeunes. Son programme de séjours d'été enfants et adolescents est disponible gratuitement et sur simple demande.

Fédération Léo Lagrange 1 rue Bellevue 69190 St-Fons
Tél. (7) 870.44.50

Un enfant pour l'été

La Fédération du Rhône du Secours Populaire Français lance un appel aux familles qui seraient prêtes à inviter un enfant (6-12 ans) cet été : près de 2 millions d'enfants ne peuvent pas partir en vacances, alors un de plus... un de moins.

Les séjours durent environ 3 semaines et les frais de transport de d'assurance sont pris en charge par l'association : un médecin du SPF peut être contacté à tout moment en cas de problème.

Secours Populaire Français 6 rue Gaspard André Lyon 2ème
Tél. (7) 837.01.61

AUDIO-VISUEL

Formation immigrées

Le CRDP vient de publier en collaboration avec la DAFCO de Reims le premier dossier de la série de diapositives *Donner à voir, donner à dire*. Le but de cette série est de fournir aux formatrices un matériel audio-visuel adapté aux femmes de travailleurs migrants ou réfugiés de Sud-Est asiatique, débutantes en français oral. Le premier thème choisi a été les loisirs :

Un dimanche à la campagne 1982, 16 diapos couleures + un guide d'utilisation = 66 F franco
Rens. : *M. le Recteur Services Documentaires 1 rue Navier 51084 Reims cedex.*

vient de naître, association d'administration et de promotion du théâtre. Elle est déjà parrainée par Bernard Chaume, Dominique Le Van Truoc et Jacques Galliot ; mais aussi par la Cie Alain Peillon, la Beki's Company, la Cie TH Métro Ateliers et Zibaldone !

Bébé a faim de théâtre et d'animation et vous attend pour en discuter : oui, bébé parle déjà... et attention, il va bientôt prendre son téléphone !

Acte III 5 rue Robert Cluzan 69007 Lyon
Tél. (7) 858.41.31/895.06.63

Accueil et écoute

Une permanence d'« Accueil-écoute » vous attend au Foyer Notre-Dame des Sans-Abri où vous trouverez disponibilité et respect pour vous écouter, vous comprendre et vous aider...

les lundi et mardi de 14h à 17h
les jeudi et vendredi de 9h à 11h30

Foyer Notre-Dame des Sans-Abri 3 rue Père Chevrier Lyon 7ème

STAGES

Fast english

Le service de la formation continue de l'université Lyon II organise un stage d'anglais accéléré à raison de trois demi-journées par semaine pour tous niveaux.

du 25 avril au 27 juin

Renseignements au
(7) 858.57.23 ou 869.24.45
poste 358

Ecoles et migrants

Le Centre d'information et de scolarisation des enfants migrants propose un stage destiné notamment aux instituteurs « *Pour une meilleure adaptation des moyens des écoles ou classes à fort pourcentage d'enfants de travailleurs migrants* » et organisé par l'Education Nationale.

du 18 avril au 14 mai

Renseignements : *CEFISEM 80 bd de la Croix-Rouge 69283 Lyon Cedex 1*
Tél. (7) 828.30.69

Etre parents

L'école des parents et des éducateurs de Lyon et du Rhône organise plusieurs stages :

Etre parent aujourd'hui (28h) les 23 avril, 7 et 28 mai, 4 juin

Etre parents de jeunes enfants (30h)

25 au 29 avril et 6 au 10 juin

Etre parents d'adolescents (30h)

25 au 29 avril et 6 au 10 juin

Préformation à l'animation à partir du 25 avril

Pour tous renseignements : *Ecole des parents et des éducateurs 7 grande rue des Charpenes Villeurbanne*
Tél (7) 889.26.76

EXPOSITIONS

Soyeux

L'ELAC présente une exposition *Textile III*, quinze soyeux lyonnais.

en avril

ELAC Tél. (7) 842.27.39

COURS

Pena, si !

La Pena propose deux nouveaux cours d'espagnol depuis début mars auxquels vous pouvez encore vous joindre :

Débutants : le lundi de 18h30 à 20h30 et le mercredi de 18h à 20h

Plus avancés : le lundi de 18h à 20h et le mercredi de 18h30 à 20h30.

La Pena des Quatre Quartiers 12 rue Dr Lacroix Lyon 3ème
Tél. (7) 860.68.37 entre 15h et 20h.

C.C.O.K.

Le CCO propose des cours d'alphabétisation, de danse latino-américaine et un atelier de « *relaxation et de maîtrise du corps* »... pour vous remettre de vos K.O. (je m'essouffle !)

CCO 39 rue G. Courteline Villeurbanne
Tél (7) 893.41.44 de 15h à 19h

RADIO

Les lundis de Léon

Radio Léon (96,4 MHz) propose dans le cadre de son forum magazine qui a lieu chaque lundi à 19h30 :

Le 4 avril : les comiques français et la politique (avec interviews, disques)

Le 11 avril : la route des vacances (avec journalistes, spécialistes, associations)

Le 18 avril : la place des femmes dans le syndicalisme à

Lyon (avec femmes syndiquées, journalistes)

Le 25 avril : le labyrinthe des administrations à Lyon (avec fonctionnaires, journalistes, associations)

Le 2 mai : 15 ans après... mai 68 : historique, témoignages, bilan (avec historiens, journalistes, interviews)

Radio Léon

Tél. (7) 839.12.20



CINEMA

Fantastique Athanor

Un nouveau cinéma a été inauguré le 5 janvier, dans le quartier Saxe-Paul Bert. Il désire définir un nouvel axe de programmation orienté sur des films fantastiques sortant de l'ordinaire : films noirs, épouvante, science-fiction, ésotérique, poétique, social... Des séances peuvent être organisées à la demande, dates et films au choix.

Tarifs « compétitifs »

Cinéma Athanor 262 rue Duguesclin Lyon 3ème
Tél. (7) 895.38.74

Inédits

Le Cinématographe propose plusieurs films inédits à Lyon :

« *Atomic café* » sur les problèmes de la bombe atomique

du 20 avril au 3 mai

« *Gamins d'Istanbul* » film turc

du 6 au 17 avril

« *La rivière debout* » film japonais

du 6 au 12 avril

Le Cinématographe 44 cours Suchet Lyon 2ème
Tél. (7) 837.24.84

Festival du péplum

Dans le cadre d'un séminaire d'action culturelle, l'Institut d'Etudes Politiques organise un festival de péplum, dont le but est de faire revivre un genre cinématographique à vif succès des années 60-66.

I.E.P. 1 rue Raulin 69365

Lyon Cedex 2

Tél. (7) 872.85.63

LE MYTHE DUBEDOUT

Certes, Alain Carignon, directeur des relations publiques à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Grenoble, dira que c'est lui... mais, est-ce si simple ? Certes, Carignon avait pour lui l'infrastructure et les moyens rendus accessibles par les « entrées » que la présence de R. Michal (Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie) et R. Mosnier (Chambre des Métiers) laisse imaginer. Ajoutons également l'appui logistique de la famille Genty-Cathiard. Tout cela — on le sait — n'aurait suffi à expliquer sa victoire.

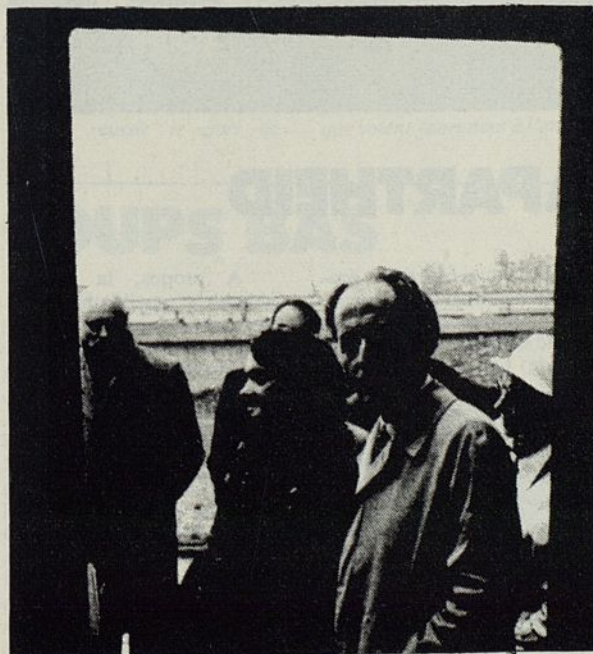
Il a mené une campagne longue, en crescendo. Il a monté son équipe neuf mois avant les élections (opérationnelle dès juillet 1982). Il a monté des opérations coûteuses (et douteuses) : messages téléphoniques aux électeurs avec annotation de leurs réactions. Il a gardé quelques coups pour l'estocade des derniers jours de la campagne, comme celui de la reproduction d'un tract diffusé par le socialiste G. Frèche à Montpellier qui reprenait la liste des villes les plus imposées de France, avec Grenoble en tête, liste provenant du bulletin de l'association des Maires des Grands Villes de France (alors que Dubedout essayait de faire passer d'autres classifications qui mettaient Grenoble en 7ème position !).

Des fantomatiques « Verts de Grenoble », connus uniquement par leur adresse, sortent deux tracts, l'un après l'autre, dans les derniers jours de la campagne, pour dénoncer les pseudo-écologistes qui ont rejoint la liste de Dubedout, et en appelant les « vrais » écologistes à l'abstention.

A son atout, Dubedout avait sa position de maire sortant, la prestige de bon gestionnaire (reconnu par *l'Express* dans un numéro sorti pendant la campagne électorale). Il a fait une campagne discrète, relativement soutenue (mais partie plus tard que celle de Carignon), apparemment confiant dans la victoire. Une campagne presque soucieuse de ne pas violer les masses, alors que la grande majorité des électeurs, la « nouveauté » majeure côté Dubedout se limitait à la présence d'écologistes dans la liste (et encore...).

Dubedout briguaît son 4ème mandat, les cantonales de mars 1982 avaient pourtant déjà donné un signal d'alarme. Tout se passait comme si la présence d'écologistes, promesse d'élargissement de son électorat, avait apaisé les craintes. On attendait le 6 mars...

A.C.



ALERTEZ LES BEBES!

Issue, du moins dans son esprit, des « crèches sauvages » de mai 68, la halte-garderie de l'université de Lyon II est aujourd'hui menacée dans son existence. Créée en 1970, la halte-garderie de Lyon II est l'un des rares équipements pour la petite enfance existant dans le cadre universitaire. La seule dans tout Rhône-Alpes notamment. Gérée depuis avril 1976 par une association loi 1901, qui est liée par convention à l'université, elle accueille les enfants du personnel et des étudiants de Lyon II, soit en 1982 plus de 60 enfants.

Mais l'originalité de la halte repose davantage sur ses modalités de fonctionnement : 7 personnes (occupant 4,3 postes) assurant l'accueil, l'administration, l'animation et l'entretien de l'équipement sans division des tâches ni hiérarchie de salaire. Ce personnel est obligatoirement mixte. Pour ces raisons et quelques autres qui tiennent à la pratique pédagogique des permanents de l'association, la halte-garderie a suscité un intérêt qui a dépassé, ces dernières années assez largement, le seul cadre de l'université. Elle est d'ailleurs régulièrement choisie par des éducateurs de jeunes enfants, infirmières, sages-femmes, comme lieu de stage pratique.

Aujourd'hui la halte fonctionne à pleine capacité, ce qui n'est guère le cas des équipements municipaux. Cela s'explique en partie par un fonctionnement qui répond mieux aux besoins des parents : ouverture de 7 H 30 le matin à 19 h le soir, repas pris sur place, dépannages possibles... « Cette stabilité de fonctionnement, de fréquentation, exige une stabilité des ressources de l'association » estiment les responsables de l'association.

Or, depuis plusieurs années, l'avenir de la halte-garderie est sérieusement menacé. En 1982 en particulier, à la suite de la réduction des budgets universitaires et en l'absence de subvention spécifique aux œuvres sociales en provenance du Ministère, la subvention accordée par l'université Lyon II, principal bailleur de fonds n'a

plus couvert que 63,2 % des dépenses de l'association contre 75 % en 76. Après de multiples démarches tous azimuts, deux autres subventions étaient dégagées au Conseil Général du Rhône et à la municipalité lyonnaise. L'ensemble ne représente que 10 % du budget !

« Ces subventions nous ont permis d'équilibrer l'année malgré le désengagement financier de l'université » explique l'association, mais pour 83 les perspectives ne sont pas aussi optimistes. L'université a décidé une augmentation réelle maximum de 2 % de sa subvention par rapport à celle versée en 82. En clair, le budget étant prati-

quement incompressible, car constitué à 98 % de salaires et de charges sociales, il manque 100 000 francs pour assurer le fonctionnement de la halte-garderie en 83.

« Malgré nos démarches, poursuivent parents et permanents, nous n'avons aucune assurance quant à la reconduction des subventions du Conseil général et de la ville de Lyon, et elles seront de toutes façons insuffisantes pour maintenir l'existence de la halte-garderie. » Cette certitude suffira-t-elle à convaincre Philippe Lucas, président de l'université Lyon II et, par ailleurs proche du pouvoir actuel, de faire machine arrière ?

P.G.

(1) Halte-garderie Lyon 2, 18 quai Claude Bernard 69007 Lyon. Tél. (7) 869.24.45 (poste 483).

ANONYMES

Le 6 décembre 1982, la cour d'appel de Lyon a rendu un arrêt d'un tel respect des droits de la défense qu'il mérite d'être salué. Il faisait suite à la condamnation par le tribunal d'un jeune gitan poursuivi pour le vol d'une BMW avec rodéo et incendie du véhicule. En voici un extrait : « Attendu que les premiers juges ont motivé leur décision de condamnation du chef de vol et de dégradation volontaire du véhicule sur la connaissance du mineur par des témoins qui ont préféré en apparence garder leur anonymat en raison de la crainte que leur inspire le groupe social auquel appartient le prévenu ; attendu que la cour sans être dupe des mensonges éhontés du mineur et de ses parents ne peut admettre que la preuve d'une infraction ne soit rapportée par des renseignements

émanant de témoins anonymes, un tel mode de preuve reposant uniquement sur la confiance que les gendarmes accordent à leurs informateurs et ne permettant pas la discussion contradictoire qu'exige le respect des droits de la défense (...), il y a lieu de relaxer... »

La cour n'a pas craint d'heurter ainsi une opinion publique particulièrement exaspérée par les faits qu'elle avait à juger. Sans cacher son intime conviction sur la culpabilité du prévenu, la cour se refuse pourtant à condamner. Elle ne veut pas tolérer que quiconque puisse être condamné avec des témoignages anonymes. Les magistrats sont en général trop sensibles à l'opinion pour ne pas avoir eu à mesurer le risque de la relaxe. Leur geste n'en a que plus de prix.

VANDALES

Pour la cinquième fois depuis sa création, l'association de soutien aux travailleurs immigrés de Valence a été l'objet d'un acte de vandalisme : bris de la vitrine de son local dans la nuit du 12 au 13 février 1983. Cette manifestation de racisme « anonyme » apparaît d'autant plus scandaleuse que l'association a toujours cherché à susciter le dialogue. On

ne peut que déplorer une fois de plus la quasi impunité, voire la bienveillance tacite dont semble jouir de tels actes de vandalisme.

L'ASTIV lance un appel à la solidarité (compte ASTI Crédit Agricole 00034 00 7290) et rappelle ses permanences 31 rue Pompéry à Bourg-les-Valence le dimanche de 10h à 12h.

A SUIVRE...

IV° REPUBLIQUE

Le 18 décembre 1981, dans la petite salle du S.E.C. (5 rue Bodin), Brigitte Marion, Francis Boutté, Gérard Poinard, Jacques Boisset et Bernard Moninot donnent la première représentation du groupe *IV° République*. *IV° République* ? Tiens ? Quelle idée ? Une idée simple et qui a fait son chemin, à en croire le public rassemblé salle Gérard Philippe lors de leur dernier récital le 18 février 1983.

Deux guitares, un accordéon, une basse, et voici des chansons d'hier et pas d'aujourd'hui sur des arrangements tout à fait particuliers au groupe. « *Julie la rousse* », « *La porte du garage* », « *Prosper youp la*

boum », et d'autres que nous découvrons avec plaisir et étonnement grâce à l'interprétation de chacun. La voix de Brigitte Marion est d'une authenticité troublante.

Le spectacle a déjà voyagé et s'est affiné, chaque chanson est mise en scène avec trouvaille et humour, deux choses fondamentales dont le groupe ne manque pas. Bref, une histoire chaleureuse et de qualité sur laquelle presse et critiques lyonnaises feraient bien de se pencher avant d'être dépassés par l'approbation du public !

Contact : *IV° République*, « *Le Gros Caillou* », 22 rue Imbert-Colomès, tél. 828.34.80

ONZE DE GALERE

Les deux principaux clubs de football de la région vivent en ce moment une drôle d'engeance. Après avoir essuyé bien des scandales ces derniers temps, ils se retrouvent tous deux au bord de la relégation. St Etienne arrivera sûrement à s'en sortir. Le péril est moins grand et le calendrier plus favorable que pour l'O.L. A vrai dire ce serait une bonne chose de voir ce club sans éclat se trouver à sa juste place sportive, c'est-à-dire en deuxième division. Et ce n'est pas le spectacle offert par la majorité de ses joueurs sur le terrain qui pourra faire changer d'avis les supporters éventuels.

L'O.L. est de surcroît grand consommateur de

cadres techniques (3 entraîneurs en deux ans) et d'équipes dirigeantes (idem). A cela, s'ajoute, mais cela ne date pas d'aujourd'hui, un tenace aveuglement en matière de recrutement : on laisse s'en aller Domenech, Lacombe, Marais, Xuereb, Ben Mabrouck et j'en oublie. Sans oublier les jeunes cadres des Brosses de Villeurbanne qui ont l'air d'attirer tous les recruteurs de l'Hexagone hormis ceux de l'O.L.

Les plus peïnés sans doute de ce triste état de fait, sont, en plus des spectateurs, la nouvelle équipe dirigeante, beaucoup plus au fait des problèmes de gestion et d'animation d'un club professionnel

que ses devancières ; mais aussi les rédactions sportives des quotidiens locaux. Il n'est pas évident que cela fera vendre plus de papiers que les obscures et dures batailles de la deuxième division.

Les joueurs, quant à eux, retrouveront un niveau plus digne de leurs prestations. Il serait douteux que ceux qui méritent leur place dans un onze de l'élite restent de toutes façons dans une telle galère. Bonne chance quand même.

Gerland Plage

HÜRRIYET

Le quotidien turc *Hürriyet*, édité en Allemagne, a publié dans son numéro du 7 mars dernier le résultat d'un vote parallèle qu'il a réalisé dans la population turque à l'occasion de la consultation électorale. En voici le résultat :

Parti	Voix	Pourcentage
S.P.D.	9197	63,2 %
C.D.U./C.S.U.	4026	27,7 %
Verts	571	3,9 %
F.D.P.	483	3,3 %
Divers	274	1,9 %

Le choix des partis s'est établi ainsi : pour le S.P.D. (sociaux-démocrates) pour sa politique d'immigration qui lui semble favorable et ouverte ; pour le C.D.U. (chrétiens-démocrates) pour sa politique extérieure, sa politique de défense et ses liens avec la Turquie ; pour le F.D.P. (libéraux) et les Verts pour des raisons semblables au S.P.D.

SKETCH

15 mars. Les artistes-interprètes lyonnais (syndiqués et non-syndiqués) occupent les locaux du G.I.L. (C.N.P.F. local) le matin et ceux de la D.R.A.C. (Direction Régionale de l'Action Culturelle) l'après-midi. On se souvient de leur journée de grève nationale le 20 janvier dernier : les artistes-interprètes ne veulent pas crever ! C'est pourtant ce que laisse pour avenir le décret sur

l'organisation générale du chômage pour une population composée essentiellement de travailleurs intermittents.

Ils demandent que soient prises en compte la nature et la situation actuelle de leur profession. Compte tenu de la parcellisation des subventions et de l'absence de « tissu culturel » ouvrant des emplois à Lyon, les mesures sur les A.S.S.E.D.I.C. sont dramatiques pour les trois quarts des praticiens artistiques (comédiens, musiciens, chanteurs, danseurs) et donc pour les

trois quarts du spectacle vivant...

La situation prête à réflexion surtout quand on sait que trois mois de travail effectif (répétitions) se soldent souvent par un seul mois rémunéré et que deux contrats par an restent un maximum dans la plupart des cas. La création peut-elle survivre et rester fraîche dans de telles conditions ? La majorité de la profession pourrait-elle couler au profit d'une belle bulle argentée qui brille à la surface ? Bulle alimentée d'une petite production pour une grande diffusion, bulle où s'active un petit nombre d'artistes pour une majorité suffocante, bulle de stéréotypes par manque de diversité et de confrontation créative. Le spectacle vivant doit-il mourir ? Est-ce le prix de la solidarité ?

G. Cholet



INSOUMIS

Permanent bénévole du Collectif Tiers-Monde du pays de Gex, Alain Betems a été arrêté le 18 février 1983. Motif : insoumission. Cependant, c'est bien d'un statut d'objecteur de conscience qu'il voulait. Le hasard du calendrier a voulu qu'il en fasse la demande avec douze jours de retard (absence de publicité sur ce statut oblige). Mis aux arrêts de rigueur au

casernement de Vienne dans l'Isère pour insoumission et refus d'obéissance, les portes se sont ouvertes deux dimanches consécutifs pour qu'il aille... voter. Cruel dilemme ! Aujourd'hui encore aux arrêts, il attend. On peut l'aider à patienter ou à sortir en contactant ses amis : *Collectif Tiers-Monde du pays de Gex*, 276 rue du Commerce, 01170 Gex.



Photo Ph. Schuller

APARTHEID

Lu dans *L'activité économique*, mensuel officiel de la non moins officielle Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon, du mois de février, cet alléchant avis : « *Industriels, exportateurs, investisseurs, prospectez un marché d'avenir : l'Afrique du Sud ! South African Airways organise pour vous, en coopération avec le service du commerce extérieur de la Société Générale, un voyage-prospection... Une occasion unique de rencontrer de nouveaux partenaires, etc.* »

A propos, la Société Générale n'est-elle pas nationalisée ? Et ne fait-elle pas partie de ces entreprises qui doivent aller de « l'avant » A la place du ministre de l'Economie et des Finances, je me demanderais, en apart(heid)é, si mes banquiers ont bien compris dans quel sens il faut aller de l'avant. Enfin, comme dirait Chevènement, le commerce, c'est le commerce !

P.G

BOUTIQUE DE DROIT

La boutique de droit ? Ce n'est pas une permanence spécialisée dans le renseignement juridique, ce n'est pas une permanence d'avocats. Mais alors ? C'est avant tout la possibilité d'un nouveau rapport à la justice et aux techniciens du droit.

C'est pouvoir évaluer son problème et les possibilités de solution, à la lumière d'une discussion collective. C'est décider de sa propre solution en connaissance de cause, et entamer un procédure uniquement s'il y a lieu.

C'est aussi ne pas rester désarmé devant l'hermétisme du jargon professionnel et s'assurer d'un déroulement et d'honoraires corrects.

Bref, c'est remettre les choses à leur place et ne pas déléguer systématiquement sa responsabilité au système judiciaire sur des affaires qui ne sont pas uniquement juridiques : divorce, querelle de voisinage, garde d'enfants, conflit professionnel, droit des mineurs, etc.

C'est démystifier le rôle du spécialiste pour ne s'en

servir qu'à bon escient. C'est constituer et développer un « réseau de défense » capable de répondre à des problèmes souvent idéologiques et sociaux avant d'être juridiques.

Depuis trois ans, la boutique de droit fonctionne le lundi soir à 18 heures, tous les quinze jours avec une équipe de permanents, juristes et non-juristes. Tous renseignements à « *Bec et Plume* », 52 rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon, tél. : 858.94.84

Geneviève Cholet

Bonne aventure.

D'après le calendrier chinois, nous sommes entrés dans l'année des cochons. C'est tout dire.

Pratique. A Lille, l'Eglise propose désormais aux paroissiens de verser le denier du culte par prélèvement automatique. Le système intéresserait vivement les banques de l'E.T.A et les corses du F.N.L.C. qui ont bien du mal, eux aussi, à lever leurs impôts.

Rengaine. Après avoir essuyé un premier refus, Charles Trenet reposera en juin sa candidature à l'Académie Française. Sans l'attendre, la bande de défroqués continue à courir après les mots pour les caser dans le dictionnaire. Ce n'est même pas la peine de se demander qui est le plus ridicule dans cette affaire.

Révélation. On est toujours sans nouvelle de Shergar, le pur sang qui vaut de l'or. Le bruit court que ses ravisseurs le traduiraient devant un tribunal populaire et que ses aveux seraient bientôt rendus publics. Les milieux concernés sont consternés.

Diètes. Edmund Baluka est un syndicaliste polonais en grève de la faim pour protester contre l'isolement pénitentiaire auquel il est soumis. Aux personnes qui s'inquiétaient de son état de santé, le porte-parole du gouvernement a affirmé qu'il allait bien et qu'il avait même fortement grossi. Une preuve de l'efficacité du régime polonais.

Municipales. La galaxie d'Andromède se rapproche de la terre à la vitesse de 93 kilomètres par seconde. Dans quatre milliards d'années la collision sera inévitable. Y'a du souci à se faire.

Rites. Le premier est resté 24 heures au sommet d'un pylône à haute tension, refusant obstinément les bras tendus des pompiers. Le second s'est déshabillé devant la gare Saint-Lazare et a bravé courageusement le froid de la capitale. L'un et l'autre ont accompli leur geste dans le plus parfait des silences. Qui oserait prétendre, après cela, qu'il y aurait une crise des valeurs ?

Plantons. Les policiers ne veulent plus servir de domestiques. Selon eux, 20 % des gardiens de la paix arrosent les plantes vertes. Qu'est-ce que ça peut bien donner, une bavure sur un géranium ?



Palmarès. François Besse a signé sa sixième évaison. Seulement, pour la remise de l'oscar, faudra pas compter sur lui.

Dissidents. L'U.R.S.S. quitte l'association internationale de la Psychiatrie. Comme ils allaient certainement s'en faire exclure, ils ont juste pris les devants. Pas fous.

Décennie. Par décision gouvernementale, l'état d'urgence est maintenu au Chili. En septembre, ça fera dix ans. Il aurait été dommage que Pinochet prive l'Histoire d'un chiffre rond.

Perdu. M. Sharon a perdu son portefeuille. Outre des papiers officiels, celui-ci contenait des photos de familles prises lors d'un récent voyage à Sabrah et Chatila.

Poisson. Cette année le 1^{er} avril tombe un vendredi saint. Ça tombe bien.

B.C.

L'IRREPARABLE

On aurait souhaité que les redresseurs de torts n'attendent pas les lendemains qui chantent, ou qui déchantent, pour crier halte au feu ! Il y a longtemps que ce dernier couvait, mieux encore se propageait au gré d'orateurs trop bien inspirés, et d'auditeurs de circonstance, laudateurs ou complaisants, ne serait-ce que par leur passivité. Il a fallu la mort brutale, inexcusable, innacceptable d'un enfant, au soir d'un dimanche sans joie, dans

un quartier sans droits, pour que des voix s'élèvent enfin !

Que nous soyons d'un côté ou de l'autre de la barrière qui sépare les loups des brebis, que nous nous sentions ou non plus frères que d'autres, des « bougnoules » ou des « gitans », nous sommes tous coupables de l'irréparable. Car il n'est aucun enjeu politique, si vital soit-il, qui puisse justifier le « meurtre accidentel » d'un innocent.

Si certains nostalgiques des solutions finales, ceux là même qui concèdent aux immigrés le droit « d'exister » dans la production nationale, mais revendiquent leur devoir de « disparaître » au sortir de l'usine, pensaient qu'il en soit désormais autrement, le 3ème tour des municipales risquerait fort de devenir pour notre pays, celui de la honte.

Robert Vial

DEVINETTE

Voici un extrait d'un courrier adressé peu avant les municipales par Francisque Collomb, maire de Lyon, aux responsables d'entreprises : « Pour réussir le pari de

l'expansion, vitale pour notre pays, il est nécessaire qu'on vous laisse exercer votre métier en toute liberté. (...) Il est tout aussi indispensable que soient épargnées à l'entre-

prise des agitations souvent provoquées de l'extérieur, quand ce n'est pas parfois de l'étranger, comme on le devine dans le secteur de l'automobile ». Au jeu de la devinette, racistes de tous les pays, donnez vous la langue.

COUPS BAS

En campagne électorale tous les coups semblent permis, même les plus bas. Du matraquage à l'oreille arrachée, l'ambiance est chaude. A Chambéry deux candidats briguent l'écharpe tricolore. D'un côté Francis Ampe, maire sortant socialiste, de l'autre Pierre Dumas RPR. Quelques jours avant le premier tour, des photocopies de l'interview que Francis Ampe avait accordé à *Cosmopolis* en décembre 82 circulent de ci de là. Simplement quelques

passages soulignés, par exemple ceux où Francis Ampe affirme qu'il est favorable au vote des immigrés. Comme

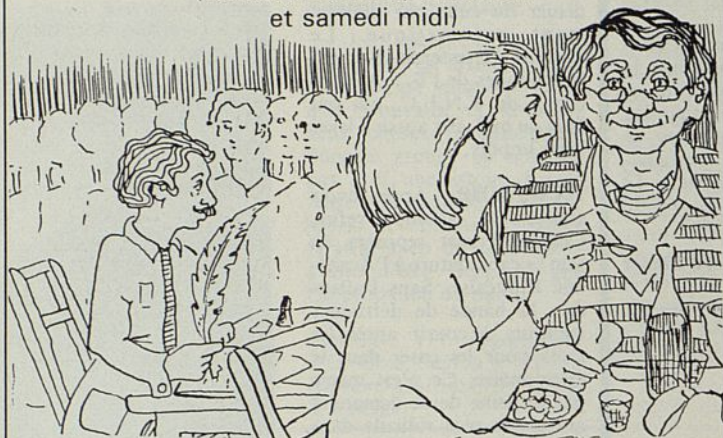
on le voit la croisade de la droite ressemble fort à celle de son extrême. Fanatiques occultes, apprentis sorciers s'en donnent à pleine joie dans cette alchimie. Gageons qu'ils ne seront pas les derniers à s'en brûler les doigts.



BEC ET PLUME

RESTAURANT DE QUARTIER
ASSOCIATIF

(fermé dimanche, lundi soir
et samedi midi)



ECRIVAIN PUBLIC BOUTIQUE DE DROIT
jeudi de 10h à 14h lundi, toutes les trois semaines

52 rue Sébastien Gryphe (Guillotière)
69007 Lyon
tél. 858.94.84

Faculté de Médecine
C.E.C.O.S.-LYON / C.E.C.O.S.-GRENOBLE
(Centre d'Etude et de CONservation du Sperme)

RECHERCHE

PÈRES DE FAMILLE

POUR DON DE SPERME

L'Insémination Artificielle avec Donneur permet aux hommes stériles d'être pères.

Les couples demandeurs d'insémination artificielle sont originaires d'Europe, d'Afrique et d'Asie.

Pour réaliser ces inséminations, nous souhaitons que les donneurs correspondant aux caractéristiques des demandeurs se présentent au C.E.C.O.S.

Les dons sont anonymes et gratuits

Téléphoner pour renseignements :
C.E.C.O.S.-LYON C.E.C.O.S.-GRENOBLE
(7) 874.21.92 (76) 44.48.11

ARVEL VACANCES :

arvel
vacances

L'Été grec : Vols directs au départ de Lyon pour Athènes et Héraklion (Crète). Circuits et séjours : Péloponèse, Cyclades, Crète...

L'Adriatique yougoslave : Vols directs au départ de Lyon. Nombreuses formules.

Randonnées pédestres : Cévennes, Queyras, Corse, Slovénie, Crète.

Et aussi : Italie, Autriche, Portugal, Irlande, Tunisie, Algérie, Egypte, Inde et Népal, Tanzanie, Canada, Pérou, Mexique, Brésil, Nicaragua.

Nom et Prénom :

Adresse :

Je désire des renseignements sur les conditions d'adhésion et le programme d'été.

Bulletin à retourner à : **ARVEL Vacances, 54 rue Paul Verlaine, 69100 Villeurbanne, tél. : (7) 885.93.99**

(Association agréée par le Commissariat Général au Tourisme — n° 74058)

BAR-RESTAURANT

Les Capucins

*un menu à 33 F à midi
pub le soir jusqu'à 1 H*



***une grande carte de bières
et de la bonne musique***

5 place des Capucins 69001 Lyon
Tél. (7) 828.13.70

EDITO

Les réformes du Code Pénal et du Code de Procédure Pénale, discrètement mises en œuvre par le Gouvernement, sous la houlette de M. Badinter, tentent de remettre en cause quelques fondements de notre justice, de notre société. Nous sommes loin du clinquant racoleur des échéances électorales.

Les précédentes tentatives n'allèrent en effet guère au-delà des intérêts électoraux du moment. La loi Sécurité et Liberté fut l'œuvre d'Alain Peyrefitte alors que le rapport sur la violence qu'il avait commandé, soulignait l'inaadaptation souvent criminogène du système judiciaire et de l'esprit qu'il véhiculait.

Aujourd'hui, il ne s'agit pas d'une mise à jour mais bien d'une re-création : essayer de mettre fin à la vengeance sociale qu'est la punition prononcée au nom du peuple français et qui se veut réparatrice du préjudice subi par la société.

Refonte des codes pour regrouper logiquement les délits qui répondent aux préoccupations vitales de la société (énergie, pollution, droit du travail,...), « *lutte contre l'inflation du pénal au profit de réponses autres que la sanction étatique (sanction administrative, conciliation, médiation,...)* » qui susciteraient des propositions à la charge des collectivités locales (peines de substitution, travail d'intérêt général,... rapport Bonnemaïson).

Re-création par conversion de la mentalité, par responsabilisation du délinquant comme du simple citoyen.

Toute réforme de la politique pénale doit s'affronter aux glacis de la Pénitencière, Etat dans l'Etat, le surpeuplement et la vétusté des prisons alimentent partiellement l'inertie dés-humanisante des personnels pénitentiaires. De tout temps, ils ont façonné, soutenus par les syndicats FO-CGT et l'accord implicite des majorités silencieuses, l'enfermement réducteur de l'homme au nom de la sécurité avant tout.

Une conversion de mentalité, c'est aussi des murs que l'on abat individuellement et collectivement.

COSMOPOLIS

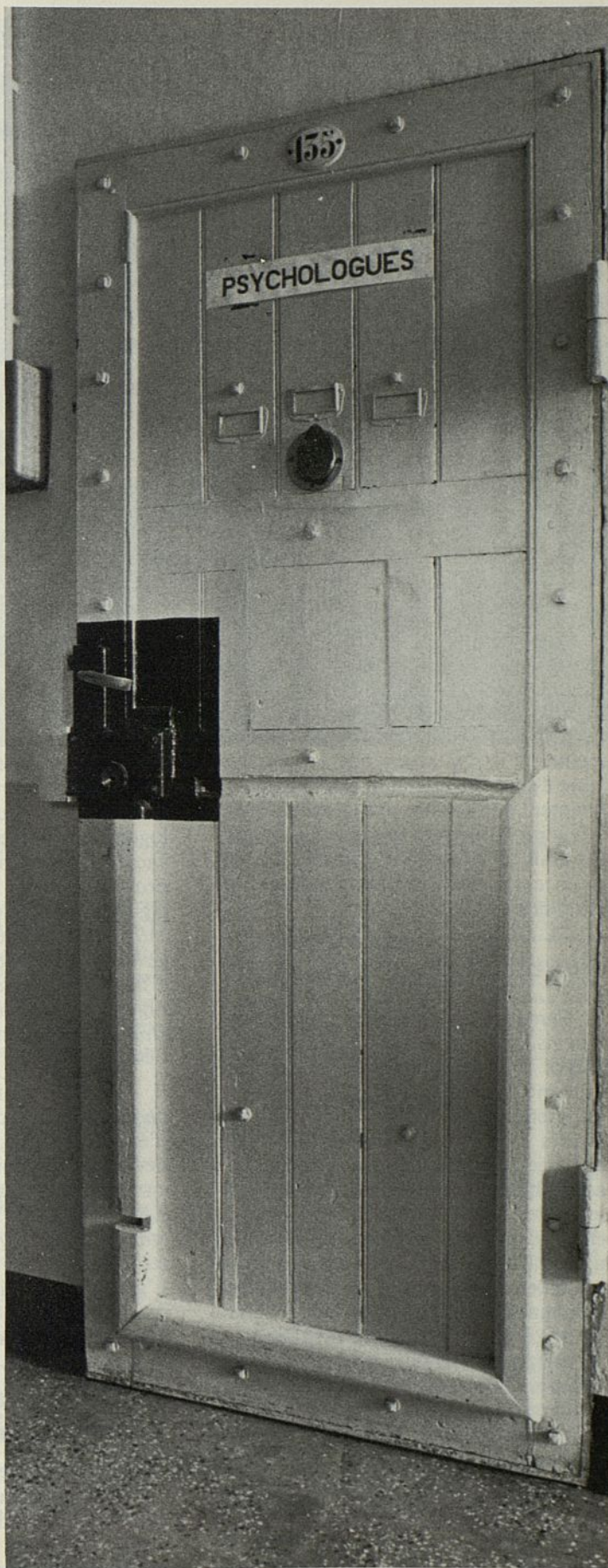


Photo R. Pratta

LOGEMENT

DES «VACANCES» ORGANISEES

Amplifié par quelques situations exemplaires (salut les Minuettes), le phénomène des logements vacants a atteint de telles proportions que gestionnaires et élus semblent décidés à s'en préoccuper. Mais le diagnostic n'est pas facile à établir. Impossible de condamner les ZUP et les ZAC en bloc. Certaines vont bien. Il y en a même qui ont le soleil.

Le syndrome du logement vacant touche, en bien des points, le parc social locatif. Dans le Rhône, sur un ensemble de 104 059 logements recensés en janvier 82 plus de 4000 n'étaient pas attribués. Près des 2/3 des vacants étant abusivement répertoriés « *vacants pour absence de candidats* » /VAC), alors qu'il faudrait écrire de candidats « *conformes* » (1).

Une enquête d'« *Economie et Humanisme* » menée pour le compte de l'Équipement, sur plusieurs pôles sensibles, dans des villes moyennes et en pourtour d'agglomération (2), démontre clairement qu'il n'y a pas une raison uniforme à cette désaffectation mais un enchevêtrement de facteurs. De la même façon il n'y a probablement pas de solution globale mais un faisceau d'éléments à prendre en considération pour améliorer les points critiques.

Inutile de fermer les yeux

Erreurs de conception, malfaçons, mauvais rapport qualité/prix dû à des charges trop lourdes, apparaissent couramment dans les justificatifs du départ des premiers habitants. Ces éléments négatifs sont renforcés parfois par l'absence de confort (cuisine trop petite, pas de balcon), l'inadéquation des parkings, des caves, le retard dans les équipements promis, la mauvaise insertion ou la quasi-inexistence des commerces est bien entendu couronné par des attributions mal contrôlées ou « trop contrôlées ». Le décor est planté. Il suffit alors d'un peu plus d'immigrés, d'un peu trop d'ethnies différentes pour faire surgir des problèmes scolaires et des accrocs de voisinage. Qui resterait, par choix, dans cet environnement ?

Chaque cas a son contexte, son histoire, ses données propres, mais inutile de fermer les yeux : on bute toujours en fin de parcours sur une forte présence de

population immigrée. Ce seul élément, isolé, n'a pourtant pas d'effet « repoussoir » puisque à taux égal, d'autres programmes n'ont aucun problème majeur. En fait il apparaît que, plus captifs, plus faciles à « piéger », les immigrés sont moins mobiles et demeurent en « résidu » lorsque les conditions d'habitat, plus que médiocres entraînent une rotation générale.

De plus, si à partir d'un certain seuil de vacance, sous prétexte de quota ou de toutes autres règles non écrites appliquées par les sociétés gestionnaires, de nouveaux immigrés ne sont plus acceptés, dans le même temps, les familles installées sur place voient leurs demandes de candidatures pour d'autres groupes de logements, rejetées. Peur d'accentuer la vacance, peur aussi, d'essaimer ailleurs le problème. Ainsi, dans son aspect le plus aigu, la vacance conduit à la « *ghettorisation* », alors qu'elle est choisie par les gestionnaires « *comme présentant moins d'inconvénients que d'autres solutions, jugées peu désirables* » note *Economie et Humanisme* dans la présentation de l'étude.

A travers la lente et insidieuse déqualification d'un programme, rien d'étonnant donc, à ce que les immigrés deviennent les boucs émissaires. A Bourg en Bresse par exemple, on baptise la ZAC de la Croix Blanche « *ghetto des 14 ethnies, souk, far-west* ». La population étrangère est-elle si redoutée que cela ? L'impression d'insécurité est ressentie par 22 % des habitants lorsqu'il y a de nombreux logements d'innocupés...

Manœuvre des poubelles et animateur social

A une image de marque décadente correspondent des espaces communs dégradés. On ne respecte jamais que ce qui est respectable ! Sur ce point, il appa-

raît que le principe d'imputer aux locataires la réparation des dégâts, non attribués, n'arrange guère les choses. De toutes façons, il semble surtout « *que le niveau d'entretien soit rarement en rapport avec l'usage intensif des grands ensembles* » relève l'enquête, qui souligne l'importance de la qualité du gardien. Mais la perle rare « *manœuvre des poubelles et animateur social* » est difficile à dénicher.

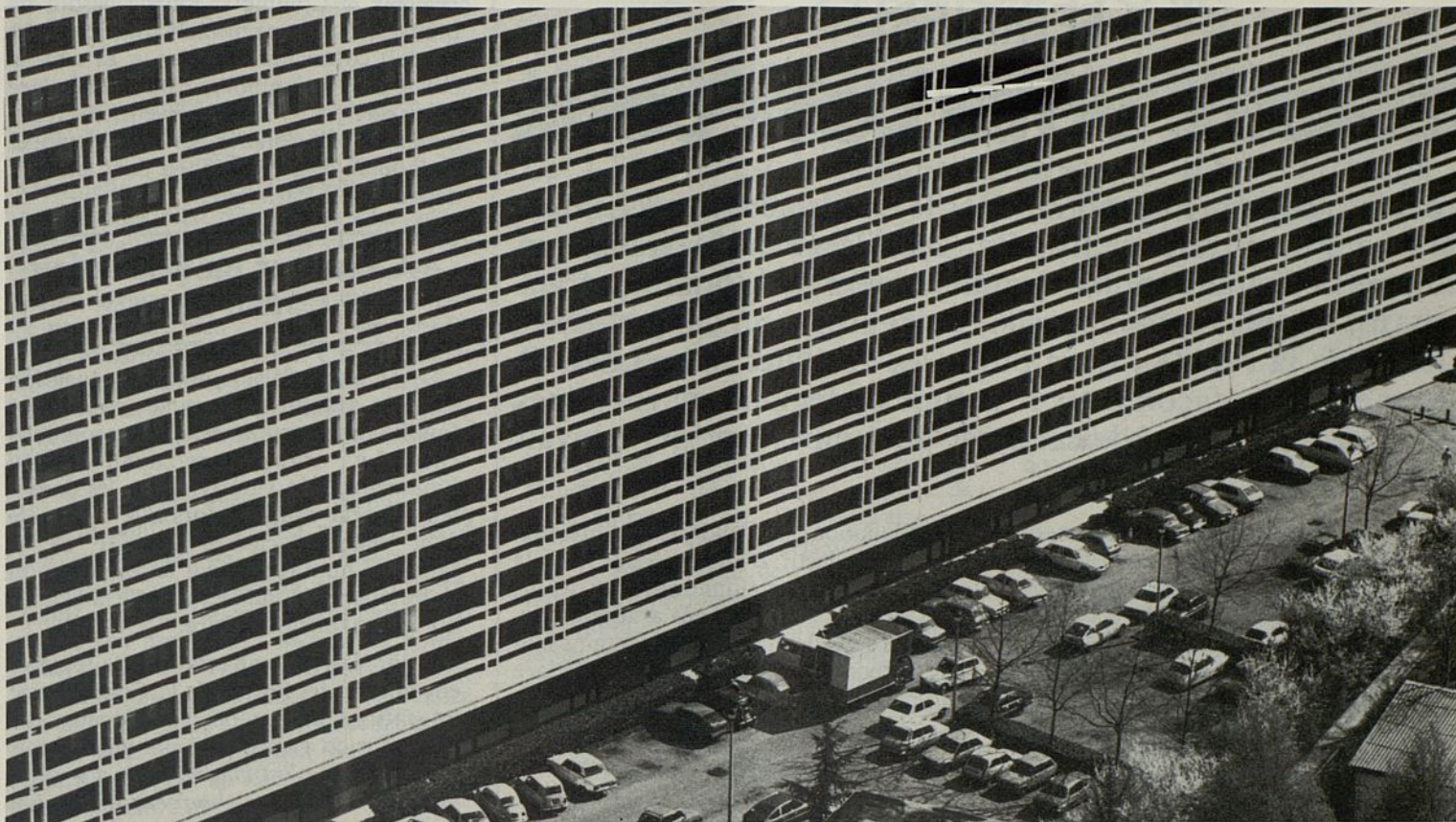
Or, un mauvais entretien fait naître l'idée qu'on laisse vieillir pour raser le tout et le sentiment de précarité lié à la mauvaise qualité des constructions est du coup renforcé. Panne d'ascenseur, disparition des boîtes aux lettres, éclairages cassés, prennent d'autant plus d'importance quand on habite une barre de 12 étages. La ZUP dévaluée devient un logement de transit « *en attente d'autre chose* », il n'y a plus aucune appropriation de l'espace et comme l'organisation urbanistique laisse peu de place à l'inattendu, à l'improvisation, comment s'étonner que les relations sociales soient pratiquement inexistantes.

Les personnes âgées susceptibles d'imposer des traditions de respectabilité sont absentes, les éléments moteurs des mouvements associatifs n'habitent plus là, les jeunes ménages ne restent pas. La prédominance d'enfants étrangers influe négativement sur l'école mais aussi sur l'utilisation de l'espace. Le fait qu'il s'agit « *d'une masse d'enfants sensiblement du même âge* » sans aînés et probablement sans successeurs, n'arrange pas les choses.

Démarginaliser la ZUP

Devant cette analyse démontrant la superposition des problèmes et leur importance, la recherche de ménages classés « *normaux* » devient illusoire. Pour contourner les veto ou pallier une vacance, en tous points dommageable, même si elle est « *organisée* », certains gestionnaires se sont tournés vers des familles monolithiques (femmes seules, divorcés), ont accueillis des handicapés, des sortis d'hospitaux psychiatriques ou des locataires originaires des DOM-TOM. La recette n'est pas convaincante.

Photo Ph. Schuller



Une barre de HLM

Sur 100 000 logements recensés en 1982, près de 4000 n'étaient pas attribués.

On a tout simplement déplacé le problème. En théorie, la Commission d'attribution statue sur dossier, completé, ou non, par une enquête ; mais le service gestion prend souvent la décision pour les quartiers difficiles, notent les enquêteurs.

En résumé, s'il s'agit de réparer correctement les erreurs, les solutions au coup par coup ont peu de chances de faire l'affaire. Les mesures de réhabilitation sont surtout efficaces en prévention mais insuffisantes lorsque la situation est extrême. Il semblerait équitable que le logement social, réduit à des enjeux de construction, victime d'un mode de l'étude sociologique à des sauces variées, puisse prétendre désormais à un régime d'exception.

L'éclatement de la carte scolaire peut avoir un rôle bénéfique et il serait souhaitable suggèrent les rapporteurs de l'enquête « de redéfinir une politique d'intégration culturelle, d'accepter des regroupements communautaires et de faciliter par exemple l'installation des étudiants ». Remélanger les genres en quelque sorte. « Les gens louent autant une adresse qu'un logement » expliquent des responsables, alors il est plus que

temps de démarginaliser les ZUP et autres ZAC.

Après tout, elles ont des atouts qui restent des valeurs sûres : du soleil, de la clarté, de grands espaces, des facilités d'accès, souvent des équipements sociaux et sportifs, il leur faut encore obtenir que l'on pense à elles différemment dans un contexte élargi du logement social.

Cécile Elie

(1) A défaut d'inventaire, on estime le volume des demandes à environ 5000 logements.

(2) Exemples retenus pour l'enquête :

Bourg en Bresse (Ain) : ZAC de la Croix-Blanche - secteur Daudet

- 392 logements - 70 familles immigrées (22 %)

- 46 logements vacants (15 %) en moyenne avec des pointes à 24 %

Vaulx en Velin (Rhône) : Mas du Taureau

- 1645 logements - 26 % de ménages étrangers (45 % de la population)

- Taux de vacance : 15 %

- Dans la même ZUP la Grappinière compte 295 logements vacants sur 664 (44,3 %). Moyenne de la ZUP : 11,5 %

Bourgoin Jallieu (Isère) : ZUP de Champfleury

- Le Chopin : 102 logements (1 bâtiment de 11 étages) - 35 familles étrangères.

- 23 logements vacants

- Tours de Champfleury : 160 logements (5 tours de 7 étages) - 35 familles étrangères

- 26 logements vacants

Comparaison avec Vénissieux : ZUP des Minuettes

- 7749 logements - 1917 vacants soit 25 %

Une semaine sur le logement

A l'initiative de plusieurs regroupements de familles sur les quartiers et d'associations coordonnées par l'A.L.P.I.L., une semaine de rencontre, information et animation sur le logement en quartier ancien se tiendra dans divers arrondissements de Lyon et de la périphérie du 25 avril au 1^{er} mai (1^{er}, 2^e, 5^e, 6^e, 7^e, St-Clair à Caluire). Au programme : exposition, montage audio-visuel, et un forum « La cohabitation, un faux problème ? », le jeudi 31 mars à la MACLY, 23 rue Tramassac, 69005. Liste des parties prenantes : Association de Défense des Droits des Familles Immigrées de Caluire St-Clair, Accueil et Rencontre, Cimade, Immigrations, Comité de Coordination des Associations du 6^e, M.J.C. St-Jean, Vivre à St-Georges, Renaissance du Vieux-Lyon, des travailleurs sociaux.

Coordination : A.L.P.I.L., 53 montée de la Grande Côte, 69001 Lyon, tél. 839.26.38

FEMMES

RENDEZ-VOUS CÔTE COUR

Le seize novembre au matin, dans le troisième arrondissement de Lyon, un escalier s'effondre. Dans l'immeuble, il reste un homme célibataire et une famille immigrée. L'homme, français, est relogé. La famille, elle, y vit encore. En danger. Cette affaire de la rue de l'Épée ouvre les hostilités en matière de logement. Une façon pour le groupe de femmes maghrébines qui en a pris la tête, de catalyser un mouvement qui couvait depuis longtemps déjà.

Début mars, la première chaleur, un semblant de printemps. A deux pas de la place du Pont, au soleil, des hommes en petits groupes. La saison ouverte s'annonce pour les gens du Sud. Je passe, direction rue Villeroy. Il y a moins de soleil par ici, les rues sont étroites. J'ai rendez-vous côté cour, dans un immeuble dont l'aspect laisse deviner l'intérieur des murs.

Chez Zohra, où je dois rencontrer un groupe de femmes, nous sommes bientôt trop nombreuses et il faut changer d'appartement. Ça tombe bien, on est là pour parler du logement. Avant de passer chez une voisine, je visite les lieux. Une cuisine et une pièce minuscule avec quatre lits et un petit vasistas pour toute ouverture. Je jette un regard par la fenêtre de la cuisine avant de sortir. Le regard ne risque pas de se perdre. A quelques mètres, il y a un autre mur. Avec une autre fenêtre.

Nous sommes une dizaine chez Zohra, dans un appartement à peine plus grand, mais donnant sur la rue. Là aussi, la propreté, la netteté contrastent avec l'état des lieux. Les femmes présentes font partie du collectif des femmes immigrées, leur premier objectif de lutte, c'est le logement. Sa composition : une majorité de femmes, algériennes, tunisiennes, marocaines, fortes d'une culture commune auxquelles se joignent lentement des femmes turques confrontées aux mêmes problèmes. « On est dans le même pétrin ». Mais elles viennent plus difficilement, du fait de la langue et d'une communication moins évidente. C'est une culture différente...

« Les femmes turques qui viennent s'installer, elles restent encore beaucoup chez elles, elles ne sont pas informées ». Le mot est lâché. Toujours en filigrane,

la circulation, la solidarité, l'information. Ce collectif, c'est un réseau... Voilà deux ans qu'il fonctionne avec, au début, plus de cent vingt femmes arabes et turques et actuellement une soixantaine stable et représentant deux quartiers (Place du Pont, place Voltaire).

« C'est une révolte, une révolte ! »

Certaines vivent en France depuis leur naissance, d'autres sont arrivées il y a quelques mois. Des femmes françaises leur apportent leur appui, qui n'ont pas à affronter ces problèmes là, mais dont la solidarité est très importante pour le groupe. Une structure informelle, mais il est question de se former en association pour une plus grande capacité d'action.

De fait, « l'affaire de la rue de l'Épée » n'a fait qu'embrayer un mouvement qui couvait. Depuis plusieurs mois les femmes du quartier parlaient de ces problèmes ; « la rue de l'Épée » leur a permis d'être plus nombreuses et aussi d'avoir un évènement sur quoi s'appuyer face aux autorités. Le voisinage, le bouche à oreilles, le vase déborde, et c'est un collectif qui passe à l'action.

« C'est une révolte, une révolte ! » Tout à coup, les paroles s'entrecroisent, chacun témoignant des conditions de vie indignes dont on ne veut plus. Le logement, c'est six personnes dans trois pièces minuscules, ici cinq personnes dans une pièce-cuisine, là cinq lits dans une même chambre, ailleurs deux pièces-cuisine pour cinq personnes encore.

Les rats et les cafards sont, eux aussi, locataires. « Il y en a dans les lits des enfants la nuit, on en trouve dans ses

cheveux. » Comme si j'avais besoin de preuves, Zohra me brandit sous le nez un produit contre ces bestioles. « Et c'est le même prix qu'un poulet, mais à la place on achète ça... » Bien souvent, ces logements ont été obtenus par connaissance, de la main à la main, et ça peut aller du dépannage à l'arnaque...

« Comme si on demandait la Côte d'Azur »

Quelquefois, la notion de location est très complexe, comme pour cette famille turque qui a vécu cinq mois sans eau. Le propriétaire avait vendu l'immeuble à la Courly. Tous les compteurs furent coupés, alors que la famille était encore locataire. Plainte de la famille à quoi répondent les menaces du propriétaire et l'indifférence de la Courly qui se renvoie l'affaire.

Fin février, une centaine de femmes envahissent les locaux de la Courly, avec les enfants et occupent les locaux. Le compteur est remis, elles ont gagné mais disent-elles « c'est inadmissible d'avoir à manifester pour un compteur d'eau. On est réglo, on paie comme tout le monde. »

L'objectif est très clair : tout simplement pouvoir vivre dans des logements salubres, des immeubles corrects et, payant les mêmes loyers et les mêmes charges, avoir les mêmes droits que les familles françaises. « On s'est dit qu'en groupe, les choses iraient beaucoup mieux ». C'est la condition pour pouvoir faire pression sur toutes les instances qui entretiennent la discrimination raciale : préfecture, mairie, service d'hygiène, régies.

Parce que le nœud du problème, c'est l'impossibilité de changer de logement. « Maintenant quand on demande un H.L.M., c'est comme si on demandait la Côte d'Azur... » Le même circuit se répète chaque fois : seules, elles sont renvoyées d'un étage à un autre. « La mairie ne peut rien faire, alors on nous envoie au service d'hygiène ; le service d'hygiène a été convoqué plusieurs fois, il n'a jamais donné aucune suite : il nous conseille de nous adresser à la mairie... »

« Les régies nous clouent le bec avec des sommes faramineuses et quand on ne nous refuse pas les logements en nous objectant clairement que nous sommes étrangers, que nous sommes des arabes, ce sont les autres locataires qui menacent de s'en aller ». Et puis comme le quartier

est appelé à être rénové, les pouvoirs publics laissent aller.

Le maire leur a refusé une audience ? Elle a été obtenue par occupation des locaux. Même chose pour la Courly. La conscience du groupe est essentielle. Chaque action est du terrain gagné, elles sont décidées et elles avancent. D'ailleurs le champ de lutte s'est élargi, le problème du logement est le point de mire parce qu'il est crucial mais il entraîne bien d'autres : les problèmes de santé, l'éducation des enfants et le rapport à l'école, l'argent dépensé pour essayer de vivre quand même le mieux possible, l'obtention de cartes de séjour...

Oui, c'est bien une révolte, une révolte politique. *« C'est qu'on ne veut pas qu'on soit en règle ! Nous on se débrouille, on s'aide, on vit en s'arrangeant... et puis heureusement entre nous on se fait des fêtes... Mais on a honte, vous savez, de recevoir des gens du pays, on n'ose plus... »* L'image de la France en prend un coup... Lyon a la réputation d'une ville très dure, bien plus dure que d'autres : *« On se demande même s'ils s'aiment entre eux... »*

« Nos mères n'auraient pas pu faire ça »

Leur force à elles, elle vient de là aussi... Seules, entre femmes ? *« Les hommes, ils travaillent, nous on est plus disponibles. »* On en est au café, je me risque : *« Vous avez l'impression que le collectif fonctionnerait de la même façon s'il était mixte ? »*

Elles se mettent toutes à rire : *« Mais non, c'est sûr, on parlerait pas comme ça ! Et puis, il ne faut pas oublier qu'il y a ici des femmes qui étaient voilées il n'y a pas longtemps, alors la parole est plus facile quand on est ensemble. Les idées qu'on a sur nous sont souvent fausses, on n'est pas enfermées : depuis quelques années, les choses ont changées, nos mères, elles n'auraient pas pu faire ce qu'on fait »*.

Autrement dit, comment passer de la disponibilité à la conscience politique. Le café est bu, on se donne rendez-vous côté jardin pour une pièce de théâtre qu'elles écrivent et qu'elles joueront fin avril à la M.J.C. du quartier, leur lieu de réunion. Une force impressionnante.

Danièle Jarlier

CLES DES LOGIS LES AVATARS DU 1% PATRONAL

Le 1 % ? C'est la somme affectée par toute entreprise à l'effort du logement, via les HLM. D'où une « priorité » des travailleurs dans l'attribution des logements. Pourtant, entre les mairies, les comités d'entreprise et les préfetures, la fameux 1 % s'y entend pour échapper à ceux qui en auraient le plus besoin !

La contribution des employeurs à l'effort de construction représente en principe 1 % de la masse salariale de toute entreprise. Ce 1 %* est versé par l'entreprise, et donc par les travailleurs, à un certain nombre de collecteurs, certains étant importants, (Caisse Interprofessionnelle du logement), d'autres moins (Office Lyonnais du Logement). Ces collecteurs participent au financement du logement HLM. En contrepartie, les entreprises peuvent proposer des candidats pour les logements. Libre aux Offices et Sociétés d'HLM qui reçoivent les candidatures de les accepter ou les refuser.

Les Offices et Sociétés d'HLM, la Préfecture, mais aussi le Comité d'Entreprise (quand il existe), détiennent aussi un certain pouvoir dans l'attribution des logements disponibles. Les mairies également ont un rôle à jouer, dans la mesure où elles pratiquent souvent une politique des quotas. Le problème réside en fait dans le critère d'attribution, de tel ou tel logement, à telle ou telle personne. Curieusement, on observe que le salaire ne constitue pas un critère, la stabilité de l'emploi non plus. Reste la nationalité...

Ahmed, délégué CGT du personnel aux Câbles de Lyon, explique : *« Nous avons fait de nombreuses démarches auprès des Offices HLM qui refusaient des logements aux travailleurs immigrés des Câbles. Si on regarde les chiffres, sur 120 demandes de logement, 90 viennent d'immigrés. Certains ont fait leur demande il y a 6 ou 7 ans »*. Conclusion d'Ahmed : *« Le 1 % ne sert pas aux immigrés, pourtant principaux demandeurs »*. Les démarches auprès des Offices HLM ne débouchent en général que sur cette réponse : *« Allez voir les mairies »*. Et du côté des municipalités, il est très difficile d'obtenir quoi que ce soit.

Michèle, déléguée CFDT à Paris-Rhône, explique que *« trois fois plus*

d'argent du 1 % va à des prêts pour accession à la propriété qu'à la réservation au logement ». Dans ces conditions,

Réhabilitation d'un immeuble ancien
Un secteur délaissé par le 1 % patronal.



Photo Ph. Schuller

on se demande comment les besoins des plus déshérités en matière de logement pourraient être satisfaits.

De moins en moins d'appartements en effet sont attribués aux immigrés, à cause des quotas, du racisme, des seuils de tolérance. Georges remarque qu'à la CIAPEM, « en novembre 1982, 118 demandes de logement ont été faites : 37 viennent de travailleurs français et 81 de travailleurs étrangers, c'est à dire que 68,4 % des demandes sont le fait de travailleurs immigrés. La réponse de la Commission Logement, qui dépend du Comité d'Entreprise de la CIAPEM est surprenante : 36 personnes ont été logées. Sur ces 36 personnes, 24 étaient françaises et 12, étrangères ».

Quand on sait qu'il y a 7540 logements vides dans le parc HLM de la région lyonnaise et que environ 5000 demandes prioritaires attendent à la Préfecture, il y a de quoi se poser des questions, il y a de quoi lutter, comme le dit Ahmed, pour cette revendication : « le Comité d'Entreprise doit pouvoir disposer entièrement de l'attribution des logements du 1 %, fruit du travail des ouvriers, français et immigrés ».

Or la discrimination risque de devenir une règle générale, porte ouverte à tous les racismes, à tous les abus. Car si on entre dans la logique des quotas, on aboutit obligatoirement à une atteinte aux libertés, à une division de la classe ouvrière aussi. Le 0,1 %, qui devrait

être affecté aux logements des immigrés, sert aujourd'hui en grande partie à des travaux de rénovation.

Autre problème grave : l'introduction des familles des travailleurs immigrés. Georges remarque : « à la CIAPEM, en 1982, sur l'ensemble des demandes totales de logement, 24,57 % d'entre elles ont été faites pour introduire les familles de travailleurs ». Michèle observe qu'« à Paris Rhône, sur l'ensemble des demandes de logement des travailleurs immigrés, 24 % sont faites pour faire venir leurs familles et 10 % pour régulariser une situation familiale délicate ; au total, 34 % des demandes concernent des problèmes de regroupement familial ». Ces demandes sont vécues comme un espoir de solution contre l'isolement, la détresse, la misère.

Georges, Michèle et Ahmed ont mené des actions, conduit des délégations, rencontré des élus, des responsables de la Préfecture, des Offices HLM. Ahmed précise : « il n'y a pas véritablement de lutte officielle de la CGT sur ces thèmes ; c'est plutôt la lutte de quelques délégués isolés qui a commencé aux Cables ». Georges observe que parmi les Maghrébins, « les Algériens sont de plus en plus la cible privilégiée, peut-être pas des entreprises, mais des HLM et des municipalités », qui détiennent en grande partie les clés des logements. Ces clés sont confisquées par le biais de prétextes qui entretiennent tous l'idée, que « famille lourde » égale famille à problèmes et que délinquance, insécurité et troubles s'en suivent logiquement...

Ce fameux 1 % patronal, s'il n'est pas capable bien sûr, en lui-même de résoudre tous les problèmes, pourrait au moins répondre à des demandes prioritaires de travailleurs français ou immigrés, dont le droit au logement est bafoué, dont le regroupement familial est loin d'être favorisé par des politiques ouvertement discriminatoires.

Mais il ne s'agit là sans doute que d'une très banale atteinte aux droits de l'homme...

Yves Guélaud

*Ce 1 % s'est ensuite divisé en deux parties. En effet, 0,2 % ont été affectés au logement des travailleurs immigrés. Ces 0,2 % sont gérés par l'AFICIL. Dans chaque département, des commissions pour le logement des immigrés, sous la présidence du Préfet, font des propositions à la Commission Nationale du même nom. Ce 0,2 % a été ensuite coupé en deux pour devenir 0,1 %, le reste, ayant été affecté au financement de la formation professionnelle.



Photo Ph. Schuller

DO IT YOURSELF

LE NUCLÉAIRE VENDU EN KIT

Il faut se rendre à l'évidence ; une dizaine de pays du Tiers Monde ont aujourd'hui tout ce qui est nécessaire pour fabriquer la bombe atomique. Et le moyen leur est donné par la vente de matériel « civil » venant de pays développés, au premier rang desquels, la France.

29 novembre 1982. François Mitterrand parle devant le Parlement indien : « *L'Inde et la France ont le même souci de ne pas perpétuer les blocs militaires, générateurs d'affrontements.* » Si vis pacem, para bellum, c'est bien connu. Ainsi Mitterrand, au cours de cette visite officielle, a-t-il obtenu d'Indira Gandhi que l'Inde achète 110 Mirage 2000 à la France, et des missiles Exocet, en échange de quoi la France fournira de l'uranium enrichi pour la centrale nucléaire de Tarapur près de Bombay. Le contrat nucléaire ne prévoit aucune espèce de contrôle sur le non-usage militaire qui sera fait de cet uranium, ni avant ni après son passage dans la centrale. Les Français ont bien confiance...

Faisons un petit saut en arrière, de quelques années. A la fin des années 50, le gouvernement indien construit avec l'aide canadienne un petit réacteur de recherche à des fins scientifiques, pacifiques et désintéressées, on vous le jure. Le 18 mai 1974, l'Inde fait exploser dans le désert du Rajasthan sa première bombe atomique, contenant quelques kilos de plutonium. Ce plutonium avait été obtenu en irradiant des barres d'uranium 238 placées dans le réacteur scientifique « désintéressé ». Le Canada proteste vivement et interrompt sa coopération nucléaire avec l'Inde. Nul doute que François Mitterrand ignore ce précédent...

Quoique brillant, le cas de l'Inde

n'est pas isolé. Le nucléaire sous toutes ses formes a efficacement été vendu dans le Tiers-Monde. En 78, 30 réacteurs de recherche (voir encadré) étaient situés dans des pays « en voie de développement ». 34 centrales électronucléaires y fonctionnaient, 39 étaient en construction, 23 de plus étaient commandées. L'Inde est même en train de construire un petit surrégénérateur, à Kalpakkam (voir encadré).

La France n'a pas signé

Quant à la technologie ultraprofiterante du retraitement, on la trouve en Israël, en Inde, au Pakistan, en Corée du Sud, à Taïwan, au Brésil, en Irak. Il n'y a guère que les usines d'enrichissement qui restent le monopole des pays développés, en raison de leur coût prohibitif de construction et de fonctionnement : qu'on songe simplement qu'il faut 4 centrales nucléaires pour faire marcher Eurodif, à Tricastin, qui consomme autant d'électricité que la France

Osirak : la recherche et la bombe

Deux corps peuvent fournir l'explosif d'une bombe atomique : l'uranium 235 et le plutonium. Pour qu'il y ait explosion, il faut au moins soit 17 kg d'uranium 235, soit 4 kg de plutonium. Dans un réacteur de recherche tel qu'Osirak, que l'Irak a acheté à la France en 75, il y a 14 kg d'uranium 235, ce qui avec le renouvellement de combustible usé, représente 14 kg d'uranium 235 qui rentrent en Irak chaque année. Une façon de s'assurer une quantité suffisante d'explosif nucléaire serait de saisir purement et simplement cet uranium et de le mettre dans une bombe. Mais ce ne serait pas très discret, et il y a plus astucieux.

Le cœur d'Osirak possède 18 emplacements vides, destinés à recevoir des matériaux dont on peut étudier le comportement sous le flux important de neutrons qui règne dans le réacteur. Or l'uranium 238, quand on le bombarde avec des neutrons, se transforme en plutonium. Mettez donc dans les 18 emplacements vides de l'uranium 238, cachez le manège aux inspecteurs de AEIA, ce qui n'est pas très compliqué, et vous obtiendrez bon an mal an une dizaine de kg de plutonium qui fourniront deux bombes toutes neuves, prêtes à tomber par exemple sur l'Iran.

Ah ! Quel dommage qu'Israël ait détruit Osirak le 7 juin 1981. Heureusement, le gouvernement français pourrait bien reconstruire...

Couverture : de la prolifération artisanale au surrégénérateur

Avec l'uranium faiblement enrichi des centrales PWR, qui constituent la plus grande part des centrales électronucléaires actuellement vendues, on ne peut pas faire de bombes. Par contre, comme dans tout dispositif où de l'uranium 238 est bombardé par des neutrons, une PWR, peut produire du plutonium qui, lui, mène à la bombe. Cependant pour obtenir du plutonium de bonne qualité en grande quantité, il faut arrêter et recharger souvent la centrale. Pour un pays qui s'approvisionne lui-même en uranium enrichi, c'est réalisable. Pour un pays du Tiers-Monde qui dépend des grandes puissances nucléaires, c'est un peu trop voyant.

C'est ce qui fait qu'aujourd'hui, il est plus pratique de produire du plutonium militaire dans les réacteurs de recherche que dans les centrales PWR. On récupère donc une faible quantité d'explosif nucléaire : c'est de la

prolifération artisanale. Avec les surrégénérateurs on va pouvoir faire les choses en grand. Dans le cœur d'un surrégénérateur il y a deux parties : le centre, où du plutonium entretient la réaction nucléaire, et la « couverture » périphérique, qui contient de l'uranium 238. Cet uranium 238 va se transformer en plutonium sous le flux de neutrons. On va extraire ce plutonium et en faire de nouveaux « centres » de réacteurs. Et ainsi de suite jusqu'à la fin des temps.

Pour un pays qui veut du plutonium militaire, pas question de détourner le centre du réacteur, sans doute surveillé par le pays vendeur et l'AEIA. Par contre on peut très bien détourner une partie de la « couverture » et le plutonium qui s'y est formé, en la remplaçant par de l'uranium 238 qu'on trouve partout dans la nature. Il suffit de faire ça habilement, d'empêcher des inspections trop fréquentes et de maquiller le cahier de bord du réacteur, et le pays vendeur n'y verra que du feu... à supposer qu'il veuille exercer un contrôle quelconque.

Avec de tels appareils on pourra récolter des quantités considérables de plutonium : chaque année c'est 157 kg de plutonium qui seront fabriqués dans la couverture de Superphénix, seul surrégénérateur de taille industrielle actuellement en construction. Si on en détourne seulement le quart, on obtient 10 bombes par an...
C.B.

toute entière en 1950. Quant à la matière première de toutes ces installations, l'uranium, aucune difficulté pour s'en procurer : on trouve à peu près sur tout le globe terrestre.

Mais un contrôle est-il possible ? Les pays développés ont-ils les moyens de se prémunir contre le mauvais tour que les indiens ont joué au Canada ? En théorie, un contrôle existe, il est basé sur le traité de non prolifération, signé le 1^{er} juillet 1968, et sur l'AEIA (Agence Internationale d'Energie Atomique) chargée de le faire respecter. Mais dans la réalité, ce contrôle reste parfaitement illusoire.

Le traité de non prolifération a été signé jusqu'à présent par 110 pays. Pour les pays qui ne possèdent pas encore l'arme nucléaire, c'est un engagement de ne pas la fabriquer. Pour ceux qui l'ont, c'est l'engagement de ne pas donner aux autres les moyens de s'en doter. Le hic, c'est que parmi ces derniers, la France et la Chine ont refusé de signer. La France a déclaré que le traité de non prolifération consistait à geler le statu quo, à maintenir la domination des grandes puissances et non à désarmer.

Au nom de cette réflexion profondément juste et généreuse, elle gardait ainsi les mains libres pour armer toute la planète... Dans l'ensemble des pays qui étaient censés ne pas avoir la bombe en 68, quelques uns n'ont pas signé le traité : Brésil, Pakistan, Argentine, Inde, Israël, Afrique du Sud... bref, toujours les mêmes, le groupe de pays du Tiers-Monde assez développés pour maîtriser à petite échelle les techniques nucléaires civiles et militaires.

60 inspecteurs pour la planète

Ne croyez pas que les pays qui ont signé le traité se conduisent mieux que les autres. Les U.S.A., principaux instigateurs de ce traité, ont un temps fait pression sur le Brésil pour qu'il le signe, en menaçant de ne pas fournir le combustible de la centrale Angra I, construite sous licence américaine. Devant le refus de Brasilia, les U.S.A. ont fini par autoriser début 1982, l'achat d'uranium enrichi à la société européenne URENCO à participation de la Grande Bretagne, des Pays Bas et de la R.F.A., tous signataires du traité.

La bonne application du traité est contrôlée par l'AIEA, organisme international basé à Vienne en Autriche. En fait, l'AIEA dispose de moyens réduits :

la chronique d'un peu partout

d'Olivier Brachet

De quoi faut-il se souvenir ? Notre mémoire est-elle encombrée ou parfaitement défaillante ? Je ne sais pas. L'Etat et les institutions ont pris en charge la gestion de nos souvenirs collectifs, les agencent, sélectionnent certains, refoulent d'autres. Les anniversaires ne sont plus qu'un ordre calendaire, succession de dates entre lesquelles il faut choisir, dans lesquelles les responsables d'un protocole qui nous échappe doivent éviter les impairs, monter en épingle quelques chiffres bien ronds (pédagogie oblige).

C'est sans fatigue que l'on fêtera les deux bougies de l'arrivée de la gauche au pouvoir, peut-être même sans éclat. Passons, c'est facile. Il y a quelques temps, c'était l'anniversaire de l'école laïque qui a coïncidé curieusement avec les plus grandes manifestations de l'enseignement libre dans la rue. On ne se prononce pas sur qui était véritablement à la fête !

Mars nous achemine tranquillement sur le 100^e anniversaire de la mort de Marx, alors qu'il y a peu, nous célébrions la mémoire de Stendhal. 1983 est un bon vin, il est vrai : voilà 50 ans, Hitler arrivait au pouvoir (« 50 ans seulement » soupire ma voisine). « 40 ans, c'est déjà bien long », chuchote un avocat à propos de la valeur des témoignages contre Klaus Barbie. L'histoire, c'est l'histoire, peu importe la durée ! Au contraire, la R.F.A. et la R.D.A. ne se disputent-elles pas les manifestations pour les 500 ans de la naissance de Luther ?

60 inspecteurs pour toute la planète. La plupart des contrôles sur le combustible nucléaire sont donc effectués par les organismes nationaux des pays contrôlés, et visés ensuite par des inspecteurs de l'AIEA. De plus, tout pays a le droit de récuser un inspecteur si sa nationalité ne lui convient pas. C'est ainsi que de janvier 76 à juin 81, toutes les inspections en Irak ont été faites par des Soviétiques ou des Hongrois.

Il ne s'agit donc plus d'empêcher la prolifération : elle a déjà eu lieu. Les classes dirigeantes de nombreux pays du Tiers-Monde qui sont souvent des dicta-

Allons-y gaiement. A ce stade, les fêtes ne manquent pas ! L'Eglise catholique nous proposera comme une halte, le 3 avril pour la résurrection du Christ que les Orthodoxes fêteront, eux, le 8 mai (calendrier julien), le disputant ainsi aux anciens combattants. Les Juifs ne seront pas très loin du Chavouath le 18 mai (Pentecôte juive, il est vrai, de l'année 5743...), les Cambodgiens auront alors déjà largement dépassé la fête du Têt (13 avril) et les Musulmans s'apprêteront pour le Ramadan (8 et 9 juin).

Tous en chœur, nous aurons passé le 1^{er} Mai en fêtant, comme toujours, le travail, en s'arrêtant de travailler.. et le 8 Mai reviendra, décidément bien encombré, avec une fête des mères qui n'aura pas sérieusement bousculé la journée mondiale des femmes, le 8 mars. Passons sur la St-Jean, que ne manquera pas de nous rappeler M. Chaboud (vous fêtez la St-Jean, vous ?), la dernière ligne droite avant les vacances nous conduira tout droit à la Bastille, qui, soit dit en passant, s'affrécie bien à l'avance pour son bi-centenaire de 1989, avec les préparatifs en cours d'une exposition universelle qui sera aussi la fin d'un septennat... 11 septembre 83 — STOP — Pinochet — STOP — 10 ans — STOP.

Tout cela fait beaucoup. N'oubliez pas comme moi de fêter l'anniversaire de votre copine, et procurez-vous d'urgence ces merveilleuses petites bougies gadgets qui se rallument toutes seules quand on souffle dessus.

tures militaires, ont déjà investi des sommes énormes dans la mise au point de quelques bombes atomiques. Reste maintenant à éviter le passage à l'étape supérieure, la dissémination généralisée de plutonium par l'exportation de surrégénérateurs (voir encadré 2). La France aurait un rôle très important à jouer, dans la mesure où elle prétend être à la pointe de la technique des surrégénérateurs. A nous de faire en sorte qu'au delà des tergiversations des gouvernants, notre pays choisisse la paix plutôt que ses impératifs commerciaux.

Christian Buty

PRISONS

VUES INTERIEURES

Dix ans déjà, le printemps 73, et les premiers taulards lyonnais qui montaient sur les toits. De loin en loin, quelques actions d'éclat, pour nous rappeler leur présence. Mais derrière les doubles murs de Saint-Paul, Saint-Joseph et Montluc, les trois prisons lyonnaises, il y a aussi la vie au quotidien. Une autre façon de connaître la prison.

9 heures du matin et patte blanche. Les rares personnes qui se présentent devant l'énorme portail du quai Perrache se dévisagent sans parler. A l'intérieur, on se connaît. Mais sur le trottoir, on ne sait pas à qui on a affaire. Avant d'entrer mieux vaut laisser à la porte ses idées toutes faites, en même temps que son identité : on n'est pas là pour juger, c'est le rôle de la justice.

Grilles commandées électriquement d'un poste central. C'est bien la seule concession faite au progrès. Saint-Joseph et Saint-Paul, construites respectivement en 1830 et 1848, sur les ruines d'un ancien couvent, s'écroulent littéralement, en dépit d'incessants rafistolages. La première impression, quand on arrive, est celle décrite dans les films d'avant-guerre : murs écorchés, cellules exigües, tintement des trousseaux de clés... Rien ne manque dans ce mélo en noir et blanc.

Demi-tour à droite, on descend au sous-sol pour traverser, par un unique tunnel, large de deux mètres et long de cinquante, la rue Delandine qui sépare les deux bâtiments. « *Comme, malgré les innombrables projets de transfert, il semble bien que nous soyons là encore pour longtemps, nous avons demandé à la Courly de nous céder ce tronçon de voirie sur lequel nous aurions pu faire un terrain de sport. Elle vient de nous le refuser* », commente Pierre Escorbiac, directeur de l'établissement.

Ripolinée de neuf

10 h : audience des arrivants. Ils sont cinq, tous arrêtés par la police la veille, tous des primaires. « *C'est exceptionnel* », dit Jean Marc Charon, le directeur-adjoint qui les « reçoit » en compagnie du surveillant-chef Roland Lagneau. Le premier, très relax, est accusé de proxénétisme : il ne travaille

La prison St Paul

Capacité théorique : un détenu par cellule, 367 places. Capacité record, enregistrée en 1981, avant l'amnistie présidentielle : 1040 détenus.



Photo R. Pratta

pas et vit avec une prostituée. L'enquête déterminera la source de ses revenus.

Le second présente en vrac un tas de papiers destinés à prouver son innocence : banqueroute, fisc, affaires, clients... Il ressort de toute cette confusion qu'il n'a pas pu prévenir sa femme, laissée à la maison avec 200 F en poche. On le dirige vers l'assistante sociale qui seule a compétence pour appeler l'extérieur. Mais sa démonstration n'a pas convaincu Jean-Marc Charon : « *Il a le profil du parfait escroc* ».

Le troisième a les yeux rouges, les traits tirés. Il a volé, dans son entreprise, de la marchandise qu'il revendait à moitié prix. « *Cela peut aller loin* », remarque le surveillant-chef, « *si les clients sont poursuivis pour complicité* ». Les deux derniers sont accusés de viol. L'aîné, qui semble connaître la musique, prend un air résigné. Mais le plus jeune sursaute quand on lui parle d'Assises : apparemment, il ne savait pas que le viol est jugé aujourd'hui en France comme un crime, et non plus comme un délit. Et surmontant sa panique : « *Est-ce que je peux être avec mon copain ?* » « *Non* », répond le directeur-adjoint, « *vous êtes trop jeune pour lui* ». A Perrache, outre le bâtiment des mineurs, il existe un quartier réservé aux jeunes adultes de 18-20 ans. Mais de toutes façons, on ne met jamais de complices ensemble. Par mesure de sécurité.

Ces entretiens, de dix minutes chacun, se déroulent dans une petite pièce, ripolinée de neuf et située au rez-de-chaussée du bâtiment H, celui qui ressemble à un décor de cinéma, avec ses trois niveaux entourant un hall central. Il contient à lui tout seul 220 détenus. Chaque roulement de chariot, chaque claquement de porte en sortent amplifiés. Les surveillants ont l'habitude, eux. Mais les nouveaux arrivants ne comprennent rien, et font répéter chaque phrase. A la fin de l'audience, les prévenus sont répartis dans quelques unes des 367 cellules de St-Paul et St-Jo. En principe, la direction connaît ainsi chaque cas.

Trop poli

11 h 45 : c'est l'heure du déjeuner servi en cellule. La cuisine est faite par les prisonniers, dans des locaux modernisés à Saint-Joseph : surfaces nickelées, chambres froides, musique d'ambiance, rien ne diffère ici d'une cantine classique. Les gamelles sont étudiées pour conser-

ver la chaleur tout au long des couloirs interminables. Mais aujourd'hui, le repas frise l'incident. Les tranches de foie de tout un étage sont carbonisées, et cela peut suffire pour mettre le feu aux poudres.

Arrive un type déguingandé. On lui reproche de s'être mis en short dans sa cellule : « *Vous êtes assez intelligent pour comprendre...* » Il hoche la tête. En prison surtout, ne pas se faire remarquer. Tout peut être mal interprété. En prévision d'une éventuelle réduction de peine pour bonne conduite, les détenus optent pour un ton trop poli, presque obséquieux, envers les fonctionnaires : « *Oui chef, vous avez raison, monsieur le directeur* ». Cela fait partie des règles du jeu.

Interroger les détenus : nous nous attendions à beaucoup de réticence, malgré notre promesse de ne dévoiler ni les noms, ni les délits commis. C'était bien mal connaître la prison. Parler, c'est une façon de sortir de l'ennui, de se distinguer des autres, de proclamer sa vérité. C'est crier un peu....

Tatoué comme un vieux bagnard

Tatoué comme un vieux bagnard, il avoue sans complexe avoir passé une bonne partie de sa vie en prison, après avoir débuté à quinze ans chez les mineurs. A l'entendre, la nostalgie n'est plus ce qu'elle était : « *La prison a bien changé. Autrefois, il n'y avait pas de racket, ni de sévices. C'était plus dur et on était bien plus heureux. Quand les jeux de cartes étaient interdits, on en faisait avec des bouts de carton, on les cachait, et si les surveillants les déchiraient, on était content de recommencer. Au moins, ça nous faisait un but. Maintenant, c'est la colonie de vacances ! Tout le monde cantine; il n'y a que le fric qui compte. Les jeunes se montent la tête. Ils se coupent les veines pour un rien. Comme ça, ils passent les trois-quarts de leur peine au centre médical. Cela dit, je ne souhaite pas la prison à la pire des crapules !* »

J'ai gaché ma vie

52 ans. C'est l'auteur de la plus retentissante « affaire lyonnaise » de ces dernières années. C'est la première fois qu'il parle à des journalistes : « *J'ai connu la prison quand j'avais 24 ans. Quand on entre en prison, on est fini. Ça creuse le mal. N'importe quel gars a son carnet de « bonnes » adresses en sortant. Quand je suis arrivé ici, on a dit, pour moi, pas de prison quatre étoiles. Aussi je suis resté complètement isolé pendant six ans et demi. Si je ne suis pas devenu fou, c'est grâce aux surveillants. Aujourd'hui, les quartiers de*

Mais notre fauteur de trouble a bien d'autres idées en tête. Il demande ce que pense le surveillant-chef de son projet. Ce dernier reste évasif : « *C'est intéressant, bien sûr, mais la détention ne dépend pas de nous ; il faudrait changer le règlement, vous savez bien* ». Il s'agit d'une demande, pour les détenus poursuivant leurs études, de travailler ensemble le soir et d'avoir la liberté d'échanger des livres ou des documents d'une cellule à l'autre. Celui qui l'a faite et qui se tient devant nous a 23 ans. Il prépare une licence de psycho.

Avant de partir, il lance une dernière tentative : « *Ne pourrait-on pas organiser des réunions pour parler de tout ça ? Parce que, voyez-vous, je trouve que*

haute sécurité n'existent plus, mais je préfère rester seul ; j'ai trop l'habitude. Je vais bientôt être transféré en centrale puisque j'ai encore treize ans à faire. De toutes façons, j'ai gaché ma vie... sauf si on me donnait une chance maintenant. Je suis sûr que je repartirais à zéro. L'homme qui va finir ma peine n'a rien à voir avec celui qui est entré en prison. Mais finalement ici, on n'est pas malheureux quand on sait ce qui se passe dehors. Vous avez vu le type qui s'est tué, avec sa femme et ses gosses, parce qu'il n'avait pas de boulot ? »

Le sursis, ça fait réfléchir

Jugé à perpétuité, sa demande en cassation vient d'être rejetée. 30 ans et la révolte à l'état pur : « *Je hais le milieu carcéral. J'ai deux enfants, et j'aime autant qu'ils ne mettent pas les pieds ici, même si j'ai envie de les voir. Si je les voyais, je ne suis pas sûr de pouvoir supporter. J'ai déjà essayé de me foutre en l'air. Non les visiteurs de prison ne peuvent pas m'apporter grand chose ; ils manquent de moyens... J'écris un peu, dans ma cellule... Quand on a fait une connerie, il faut payer, d'accord. Mais peut-être d'une autre manière ? On parle beaucoup d'aide au Tiers-Monde. Pourquoi ne pas nous y envoyer ? Je pourrais travailler avec la Croix Rouge. Il s'agit que la justice me fasse confiance. Dans certains pays, cela existe. Ou alors, on aurait pu me donner dix ans ferme, et dix ans avec sursis. Le sursis, c'est une menace, ça fait réfléchir. Mais si je sors dans vingt ans, je serai un fauve. Je n'aurai plus rien à perdre. La justice est pourrie. Et je réglerai mes comptes.* »



Photo R. Pratta

La prison St Paul

Le sport : deux heures de promenade par jour, en horaires alternés, dans des cours de 40 m².

l'information passe mal en prison... » Le surveillant-chef glisse en coin : « Le problème, c'est de ne pas favoriser les étudiants par rapport aux autres, qui ressentiraient ces privilèges comme autant d'injustices. »

Il existe à Perrache un centre scolaire géré par l'Education Nationale, comprenant un directeur, un professeur d'anglais et sept instituteurs à temps complet, auxquels il faut ajouter les intervenants du GENEPI (Groupement Etudiant National Enseignant aux Personnes Incarcérées), association bénévole créée en 1975 pour donner des cours de haut niveau en prison. Lorsqu'un cas sort de l'ordinaire, il arrive que des professeurs de fac se déplacent.

14 h : visite des ateliers. Ils se trouvent au rez-de-chaussée d'un bâtiment de St-Jo : murs sales, sol inégal, une étagère dans un coin, quelques tables bancales, c'est le fief de Majorette, qui a été

jusqu'à employer 120 personnes au montage de ses célèbres petites voitures. Ou plutôt c'était, car cet été, la production a baissé brusquement et le surveillant-chef se fait du souci ; il se demande si le contrat sera renouvelé : « Pourtant, c'est très avantageux pour les entreprises qui économisent, en faisant travailler la population pénale, 50 % des charges sociales ». En payant au Smic horaire, et à la pièce, ce qui fait que le salaire dépend de la rentabilité et dépasse rarement 2 500 F par mois, excepté celui des contremaîtres.

Très mal vu par les syndicats d'ailleurs, qui préfèrent qu'on réserve les emplois aux chômeurs de l'extérieur. Pour cette fois, Vénilia a proposé en dépannage le pliage de nappes en plastique. Mais le travail en prison, surtout en période de crise économique, relève toujours d'une situation aléatoire, alors qu'il est, en principe, obligatoire pour les

condamnés. A Perrache, il y a actuellement 150 demandes insatisfaites. Et comment parler de réinsertion sociale, s'il n'y a pas une préparation par le travail en détention ?

En prison, les détenus conservent leurs propres vêtements, tandis que les condamnés endossent l'uniforme carcéral : costume gris l'hiver, tee-shirt blanc et pantalon de toile bleu l'été. Depuis cette année, changement oblige, ils ont droit à un jean's et à un tee-shirt jaune. Mais en prison comme ailleurs, l'habit fait la différence. Seuls ceux qui travaillent au mess des surveillants, dans une ambiance plus décontractée, ont adopté rapidement la nouvelle tenue. Les autres traînent en charentaises, parce que les chaussures coûtent cher en cantine et, depuis qu'en 1971, le surveillant Colomb a été tué à Saint-Paul à l'aide d'un revolver caché dans un paquet, les colis autres que ceux contenant du linge per-

sonnel et des livres d'études sont interdits en France, sauf à Noël.

16 h : promenade des mineurs. Ils discutent dans la cour, autour du seul arbre que possède la prison. Ils sont une trentaine, âgés de 13 à 18 ans, maghrébins pour la plupart. Pincés pour une quelconque histoire de chapardage ou de rodéo qui leur vaut une dizaine de jours au maximum : juste de quoi se faire quelques copains qui compteront beaucoup à la sortie...

« Je suis opposé à l'incarcération des mineurs, on ne peut qu'y être opposé », déclare tout de go Romain Magnin, responsable de l'Education surveillée, qui gère le bâtiment. C'est la seule expérience de ce type en France, qui peut d'ailleurs paraître à première vue paradoxale. Les éducateurs ne veulent surtout pas que leur présence puisse apporter un caution à l'emprisonnement des mineurs. Mais comment préparer leur sortie, si ce n'est de l'intérieur ? « Les incidents sont obligatoires », poursuit Romain Magnin, « pour la simple raison que les jeunes sont bouclés à trois ou quatre dans les cellules, 22 h sur 24. Le "choc salutaire" dont on parle tant, est un leurre. On ne sait pas au bout de combien de temps il se produit, mais en attendant, la détention fortifie la délinquance des mineurs vis-à-vis de l'entourage ». En bas, dans la cour, un rire fuse. Quand on a quinze ans, même en prison, on reste un enfant.

A peine un rapport

17 h : de nouveau le bâtiment H. Dans tout ce vacarme, au milieu des allées et venues, la tête tourne. Le temps s'effiloche : trois minutes d'attente avant que le surveillant vienne ouvrir, dix minutes d'entretien, cinq minutes perdues dans les couloirs... Soudain, une sonnerie stridente domine tout le reste. Un groupe fonce en direction de l'infirmerie : c'est un détenu qui a jeté la table sur les genoux du psychiatre. On n'en fera pas un drame, à peine un rapport, mais cet incident « exceptionnel » vient à point rappeler qu'en prison, la violence est toujours latente : « elle n'est jamais dirigée contre les surveillants », confirme Pierre Escorbiac ; « ces derniers ne sont évidemment pas armés ; ce serait trop risqué ; mais vous savez, cela leur donne une certaine forme de courage ». Les rapports de force qui s'établissent entre les prisonniers et l'administrations sont devenus plus subtils, parce que la popu-



Photos R. Pratta

La prison St-Paul

Les repas sont acheminés jusque dans les cellules par des « servants », rémunérés par l'administration.

lation pénale a évolué, mais la mentalité des gardiens aussi.

On est souvent malade, en prison. Côté corps et côté tête. Et puis, il y a les T.S., tentatives de suicide, les vraies, qui aboutissent moins souvent qu'on le pense, une fois par an environ, à Lyon, et qu'on différencie des automutilations autrement plus nombreuses et qui sont autant d'appels : une par semaine en général, mais une par jour durant les semaines étouffantes de juillet.

Il passe chaque année près de 3000 détenus à Perrache, qui n'est ne fait pas une maison d'arrêt. N'y séjournent que les détenus en attente de jugement, et les condamnés auxquels il ne reste plus qu'un an ou deux à faire. Paradoxalement le régime y est plus sévère qu'en centre de détention, parce qu'on « ne sait pas à qui on a affaire », et aussi parce que c'est du provisoire. Du provisoire qui dure parfois six ou sept ans !

« Je veux mourir »

Montluc, prison militaire, abrite aussi un quartier, réservé aux femmes. Elles sont une trentaine à vivre dans des cellules exigües qui ne comportent ni toilettes, ni lavabo, juste un seau hygiénique. Cependant, elles sont bien mieux

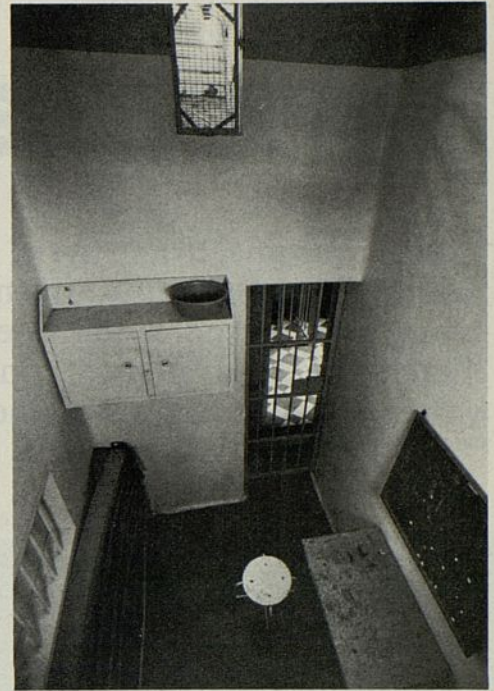
tenues que les hommes, coquettes même. Elles reçoivent la visite d'une coiffeuse et d'une esthéticienne une fois par semaine, et depuis cette année, peuvent suivre les cours d'une institutrice, ainsi qu'un stage de dactylographie. L'ambiance est fondamentalement différente de celle de Perrache, moins tendue, plus résignée aussi... Et la présence d'un enfant, aux côtés de sa toute jeune mère, est difficilement supportable, malgré le parc rempli de jouets.

Très jolie, brune, un accent étranger qui ne dénature pas son français « *appris ici, depuis un an* » : « *De Lyon, je ne connais que Satolas et Montluc ! Ma première parole, en arrivant en prison, a été : « je veux mourir », et puis on s'habitue, même si on n'oublie pas, comme dans la chanson. Le plus dur, c'est de ne pas avoir de contact avec l'extérieur. Et puis, le manque d'hygiène. Tu as vu ? Il n'y a qu'une douche, de l'autre côté de la cour. La cuisine est dégueulasse. Elle est faite par les hommes ; ils mettent trop de féculents, ça nous donne de grosses fesses... J'ai demandé un régime végétarien, mais on me l'a refusé. Le pire, c'est de rester à rien faire. Les filles les moins évoluées s'enfoncent. On sort de prison plus dure, enragée, surtout contre les juges. La justice n'existe pas. »*

Christine Cognat



A la prison Montluc
Sous le regard de James Dean, deux femmes dans une cellule de deux mètres sur trois.



A Montluc
Vestige d'un passé proche, l'ancienne cellule des condamnés à mort ; où l'échafaud était dressé.

L'arrivée d'un vieux nazi sénile brouille les cartes de l'expérience lyonnaise

Les prisons de Lyon ont longtemps été le lieu principal de la contestation des détenus. La révolte de 1973 en a été le point d'orgue. Surpeuplées et sous-équipées, les geôles lyonnaises étaient des bombes dont la mèche, toujours, tendait vers le briquet fatal. En 1981, la direction, qui déjà travaillait le sujet, décide que les rapports à l'intérieur d'un monde carcéral total peuvent être transformés.

La direction régionale des prisons de Lyon se lance donc franchement dans le jeu des réformes intérieures, prônées par le nouveau pouvoir, et annoncées par Robert Badinter. Le climat, au fil des mois, s'allège. Au bâtiment « I » de Saint-Joseph on décide que les détenus désignés comme « posant des problèmes », ou encore « à hauts risques », peuvent aussi participer à la détente. L'armistice intérieur est tacitement signé entre détenus et surveillants. La vie quotidienne, avec ses cent petits aménagements, s'améliore. Chacun y gagne.

Et puis voilà le coup « politique » qui ramène Barbie à Lyon, sur l'un des lieux de ses crimes. Barbie ? Il fallait charger le symbole. Son installation au « I » ramenait l'expérience carcère-sociale à la case départ pour les dix détenus qui jusque là tentaient, avec la direction, de trouver un terrain moyen. Arrêt brusque du processus, arrêt total des espérances d'une prison différente.

Le 19 février, un détenu expulsé du « I » pour que Barbie soit installé, écrit une lettre publique à Robert Badinter : « ... Non seulement l'histoire se renouvelle, mais elle insiste ! ». Et de dresser un réquisitoire limpide sur la contradiction : prison-raison d'Etat. « Monsieur Badinter, vous avez menti ! Votre égalité est raciste. De vous Barbie reçoit des attentions et des roses, dont moi,

qui ait applaudi à votre arrivée aux fonctions, je ne récupère que les épines. J'attends le fumier... »

Le problème que pose ce détenu, en accord avec les neuf autres « virés pour cause de vieux nazi » est clair, simple. L'apparat publicitaire d'un instant, contre l'avenir de la paix sociale dans les prisons. « Jusqu'à Barbie, poursuit le détenu, je travaillais et je peignais des oiseaux et des fleurs. Aujourd'hui je suis chômeur et chassé hors de ma cellule. J'aimerais cependant avoir davantage de "raisons" pour souhaiter croiser un jour le squat-ter nazi. »

« Je n'avais pas à me préoccuper du cas Barbie ; maintenant, quelque part, il me dérange et me renvoie aux questions que je ne pensais plus devoir me poser, si belles étaient vos promesses, si aveugle ma confiance : En 1981, vous m'avez reconnu des droits, en 1983, je n'ai plus que celui de décamper, pourquoi ? En 1981, vous m'avez assuré que la prison devenait humaine, en 1983, je la vois élitiste. Pourquoi ? En 1981, vous m'avez dit que la justice était égalitaire, en 1983 elle est devenue ségrégationniste. Pourquoi ? »

« Pourquoi cette constatation depuis dix jours (la lettre est du 19.02, rappelons-le, NDLR) qu'ici dans les prisons de Lyon nous sommes tous égaux, certes, mais égaux avec une différence. Etes-vous déjà si certain que je ne valais pas mieux qu'un Klaus Barbie-Altman, pour ordonner, vous aussi, une de ces déportations pour lesquelles vous tenez tant à le juger ? ».

On aurait tort de penser que c'est là, la réaction de détenus aigris et vindicatifs. Les surveillants aussi reconnaissent les nouvelles valeurs en voie d'établissement dans ce bâtiment « I » plus qu'expérimental. La section

CFDT des prisons de Lyon publiait le 11 mars dernier un communiqué qui allait, sous d'autres formes, aussi loin que cette lettre de détenu.

« Syndicalistes CFDT responsables, nous n'avons pas à nous prononcer sur l'intérêt historique et politique que sous-entend l'affaire Barbie. Depuis 18 mois, les prisons de Lyon apparaissent aux yeux tant des utilisateurs (personnel et détenus) que des visiteurs (presse, avocats, famille) voire du ministère, comme un établissement pilote remplissant au mieux ses missions : sécurité et réinsertion. L'ensemble le plus significatif en était la réforme du bâtiment « I », lieu d'accueil des punis et des détenus présumés dangereux... »

D'un coup de baguette magique, quelque haut responsable soudainement devenu expert en science pénitentiaire, estime — au cours d'une brève visite — que ce bâtiment est le lieu idéal pour accueillir Barbie que nous persistons, nous pratiquons de la pénitentiaire, à considérer comme un détenu ordinaire, à quelques différences près au point de vue sécurité. Nous avons les moyens d'assurer sa sécurité d'une autre façon sans pour cela effacer d'un trait de plume toute une œuvre mise en place. Nous avons prouvé à Lyon que le métier de surveillant pouvait être autre chose que ce qu'il a été jusqu'alors : un porte-clés. »

Ainsi, chacun ici la voulait, cette adaptation de la prison dont on parlait dans les programmes. Et voilà qu'un vieux nazi sénile surgit du passé pour abolir toutes les espérances. Au « I », abolir les espérances de détenus réinvestis dans l'avenir, c'est prendre délibérément le risque de faire sauter le couvercle. Et Barbie aura, grâce à la collaboration (une fois de plus) l'occasion d'entraîner par son existence même, de nouvelles victimes. **A.A**

ARMENIENS

LES ARMENIENS DE L'AN 2000

Liban, Turquie, Iran, Syrie, Grèce, USA, France : dans le Rhône, la communauté arménienne essaie de recoller les morceaux de la diaspora. Par réseau informatique. En 84, si tout marche bien, la culture arménienne sera accessible à tous grâce à la mise en place d'une banque de données.

Selon le recensement de 1979 près de 300 000 Arméniens vivaient en Arménie Soviétique, 1 500 000 seraient dispersés en URSS, le reste (1 200 000) étant disséminés aux quatre coins du monde : USA, France, Liban, Turquie, Syrie, Iran, Grèce... Depuis 1970, le souvenir du génocide de 1915 s'est réveillé et les jeunes générations posent des revendications très précises à la fois de la reconnaissance du génocide par la Turquie et la reconquête des terres arméniennes. A court terme, ces revendications semblent sans issue.

Reste qu'en Europe, aux USA, au Liban, la diaspora s'est organisée jusqu'à secréter un dynamisme culturel propre. Dans le Rhône, le CEDIA (Centre d'Etudes, de Documentation et d'Informations Arméniennes), les yeux rivés sur l'an 2000, prend une longueur d'avance dans l'utilisation de l'informatique pour constituer une mémoire vivante de la culture arménienne.

Peu d'Arméniens lisent leur langue

Par la constitution de banque de données sur l'histoire, les arts, la religion, la langue, la littérature..., un accès très ouvert à ces informations et la liaison avec les autres pays, les animateurs du centre espèrent tisser une toile d'araignée entre toutes les communautés arméniennes dispersées.

Après trois années de fonctionnement, le CEDIA se trouve confronté à deux problèmes, la coordination entre tous les lieux qui possèdent une documentation sur l'Arménie et le traitement d'une masse importante d'informations. Une seule réponse : l'informatique.

Ce regroupement n'est pas aisé, vue la dispersion géographique des documents. L'UNESCO possède en effet 5000 diapositives sur les monuments arméniens. C'est à Londres que se trouvent des documents sur les périodes qui ont précédé et suivi le génocide et Minéapolis (USA) détient la bibliographie sur l'histoire et la littérature.

Après avoir rencontré un consultant, le CEDIA s'attaque à la première phase de l'informatisation, la plus longue qui durera une année. A partir de l'analyse d'une revue de presse hebdomadaire éditée par le centre, des mots clés sont sélectionnés. Ce thésaurus servira à l'introduction des données. C'est en utilisant ces mots que l'utilisateur pourra avoir accès à l'information.

Parallèlement, les documentations photographiques, les enregistrements d'émissions de radio et de télévision, les concerts musicaux, les témoignages sont archivés. En fonction des thèmes retenus par des commissions formées généralement par des spécialistes, qui traitent de l'histoire, de la diaspora, des arts, de la littérature et de la philosophie, religion et spiritualité, enseignement, langue et culture.

La musique est un secteur privilégié et jugé prioritaire. Peu d'Arméniens lisent leur langue, et il faudra attendre 15 ans pour qu'une nouvelle génération soit formée. A ce propos, un projet de loi va être déposé au Parlement : l'Arménien pourra être présenté comme langue vivante en France, à tous les examens. Mais les Arméniens espèrent aller plus loin en constituant des écoles bilingues, comme celle qui fonctionne depuis 3 ans à Marseille.

En France, le projet sera opérationnel en 84 lorsque le thésaurus sera achevé, le CEDIA transporté à Lyon, équipé ainsi que tous les autres centres en France (Valence, Paris, Marseille, Vienne...) d'ordinateurs. Alors chacun pourra interroger le CEDIA sur tel aspect de la culture arménienne et savoir où trouver dans le monde, la documentation qu'il recherche.

Les Soviétiques ne sont pas hostiles au projet

La seconde étape sera l'interconnexion avec les USA, puis dans un avenir plus lointain, les autres pays. En Arménie soviétique, les dirigeants ne sont pas hostiles à un tel projet, mais les difficultés techniques, les lourdeurs bureaucratiques constituent des freins puissants qui renvoient aux calendes grecques son application là-bas. Le nec plus ultra sera atteint avec le développement des réseaux cablés. De chez nous, moyennant abonnement, vous pourrez consulter l'ordinateur du CEDIA.

Le Centre Culturel Arménien de Décines supporte actuellement une bonne partie du coût de l'opération, mais les animateurs du projet sont optimistes sur les résultats de demandes de subventions locales, régionales et ministérielles.

On peut se demander s'il s'agit là d'une « mémoire vivante » ou d'une vaste entreprise d'archivage à l'image des Mormons qui fichent en informatique tous leurs ascendants décédés, dans l'attente du « salut éternel ». « *Ce n'est pas de l'archivage*, répond l'une des responsables du projet. *Notre but est de constituer une structure fiable et solide, lieu de circulation de l'information, ouverte à la fois à la diaspora et aux Français. Elle doit susciter une renaissance culturelle, l'objectif ultime est politique et ne peut-être que l'Arménie* ». Non, la question arménienne n'est pas une affaire classée. L'actualité nous le rappelle parfois avec violence.

D. Dieppedalle

CEDIA, 15 rue du 24 avril 1915 - 69150 Décines

CAP VERT

CHASSES PAR LA SOIF

Pour ne pas mourir de soif ils ont quitté leurs îles trop arides, direction le lac Léman. Les premiers ont arrivés dans les années soixante. Plus tard, femmes et enfants les ont rejoint. Ils sont maintenant une centaine de Cap Verdiens à Thonon-Les-Bains.

Difficile d'imaginer ce que ressent Luiz Da Vega, sortant de la gare de Thonon les Bains, lorsque ses premiers pas le portent au bord du lac. Flash-back. Son île du Cap-Vert, San Tiago, où il n'a pas plu depuis 10 ans — la terre aride, sèche et ses derniers animaux morts de soif — la longue attente quotidienne à la fontaine pour remplir un bidon au goutte à goutte, la certitude que même à Praña, la capitale, il n'y a pas de travail pour lui.

Au cours de ce siècle, 83 000 personnes sont mortes de faim et de soif sur les îles du Cap-Vert. Luiz Da Vega comme la moitié des Cap-Verdiens est contraint à l'exil. Avant de partir, il lui faudra encore attendre l'argent d'un parent installé aux Etats-Unis. Le billet en poche, via Lisbonne, il part pour Thonon-les-Bains à cause d'une vague adresse là-bas...

En 1918, date réelle de sa naissance

1983. La cité Collonges. Au-delà des derniers HLM commence la ruisselante Savoie. Luiz Da Vega, petit homme un peu grisonnant et disert me raconte son arrivée en France. Son premier logement qui n'est qu'un garage et l'énorme problème de la langue. Il explique en riant qu'il faisait le tour des patrons, muet, mais mimant avec les bras sa force et son aptitude au travail.

Enfin, au bout de deux mois, cette place de plongeur dans une colonie de vacances. Seize ans de travail, changeant souvent de boîte ; sa femme qui l'a rejoint au bout de neuf ans et sur leurs 7 enfants, 5 qui vivent maintenant à Thonon. Et le Cap-Vert ? Bien sûr, il y pense même s'il ajoute en souriant : « *Ces îles sont le purgatoire avant le paradis !* » Sa femme surtout qui ne parle pas français voudrait bien rentrer.

Surtout que maintenant Luiz Da Vega a résolu son dernier problème. S'il

affirme 65 ans, sur les papiers il n'a que 60 ans. En 1918, date réelle de sa nais-

Préparation des terrasses pour l'irrigation
« Si on arrive à trouver de l'eau, alors tout sera possible »



sance, outre qu'il fallait payer pour enregistrer l'enfant, on attendait pour la cérémonie, le retour du parrain émigré aux U.S.A. Et ce n'est qu'en 1923 que, las d'attendre, on se décida enfin à donner un acte de naissance au petit Luiz. Qui plus tard devra travailler 5 ans de plus pour bénéficier de la retraite...

Les conditions climatiques, le désintérêt total des Portugais pour leur développement, ont fait que pour 320 000 Cap-Verdiens vivant sur leurs îles, 450 000 sont exilés à l'étranger. Le mouvement existait au siècle dernier (embarquement sur les baleiniers) mais la plus forte amplitude de cet exode commence



Mariage à S. Tiago
Catholiques façon portugaise, ils sont attachés aux rites, aux cérémonies.

au début des années 60 jusqu'à l'indépendance (qui ne l'a pas stoppée pour autant) en 1975.

Une nouvelle vie dans un pays inconnu

L'histoire de Luiz s'inscrit dans ce mouvement. Contraint alors qu'il avait 48 ans à recommencer une vie nouvelle dans un pays inconnu, il fut en quelque

sorte le pionnier. Depuis 15 ans, les Cap-Verdiens installés à Thonon viennent de la même île, sinon du même village que lui. Quelques hommes ont son âge. Leurs enfants ont suivi à plus ou moins longue échéance.

Après le départ du père, l'aîné devenait chef de famille et attendait que le cadet puisse le remplacer avant de partir à son tour. Ce fut le cas pour Domingos, 25 ans, marié avec Maria Thérèse. Ils ont un enfant de 4 ans. « Arrivé un diman-

che, le lundi je travaillais. » C'était en 1974, un an avant l'indépendance. Un embryon de communauté existait déjà, l'insertion fut plus facile.

Lorsque je lui demande si après l'indépendance, il lui aurait été plus facile de rester vivre au Cap-Vert, il ne nie pas l'importance du changement. Mais il ajoute « *Le problème, c'est l'eau, si on arrive à trouver de l'eau, alors là-bas tout sera possible.* » En attendant petit à petit, ils s'installent à Thonon.

HLM de la cité Champagne, 90 % d'émigrés, vue sur le cimetière, les buis taillés impeccables, au loin les cimes enneigées des Alpes. Sur le même pallier et à l'étage au dessous, d'autres Cap-Verdiens. Dans le sordide des escaliers et la tristesse des couloirs, la chaleur de ceux qui ont un passé commun. Domingos voudrait bien justement qu'il n'y ait pas que le passé.

On pourrait faire des fêtes

A Thonon pour 30 000 habitants, il y a 11 % d'immigrés, en majorité maghrébins. Les Espagnols, les Italiens ont su le mieux créer des endroits où ils se retrouvent. Pour les Cap-Verdiens, rien. Dispersés au travail dans les différentes industries de la ville, l'eau d'Evian, les Papiers Zig-Zag, la Thomson, ou la fonderie du Léman, ils habitent également aux quatre coins de Thonon.

« *Sans pour autant souhaiter l'existence d'un ghetto, il nous manque, disent Domingos et Maria-Thérèse, la possibilité de se voir, de se rencontrer ailleurs qu'à la maison. On pourrait y faire des fêtes ou de la musique.* » Os Tigros Negros, le groupe de musique Cap-Verdien de Domingos n'a pas de local. Quand on sait l'importance de la musique pour eux on comprend tout de suite ce qu'un tel lieu aurait de cristallisant pour la communauté.

A la fois un endroit de rencontre qui leur permettrait de conserver leur identité culturelle à travers leurs fêtes, leurs manifestations, et une façon de faire connaître et découvrir aux autochtones qui ils sont. Ils leur reste pour se retrouver les enterrements, les mariages et les naissances. L'autorité morale de Luiz, premier arrivé, est reconnue par tout le monde. Catholiques, façon portugaise, ils sont attachés aux rites, aux cérémonies. Mais loin de chez eux le vernis disparaît. Ce qu'ils regrettent d'abord ce sont les retrouvailles après la messe...

Outre une méconnaissance totale des Français pour leur pays, et partant, pour leur culture, les Caps-Verdiens connaissent les problèmes de tous les immigrés. Contraints à l'exil par la misère, leur intégration socio-économique s'est faite de toutes façons, obligés qu'ils étaient d'accepter n'importe quel travail.

Entre eux, ils parlent le créole

Le prix à payer est hélas trop souvent d'être assimilés par la culture française sans avoir la possibilité de protéger ou de vivre la leur. Il est pourtant possible d'être intégré socio-économiquement sans perdre son identité culturelle. Il y a un mot pour cela : cosmopolitisme. Hélas, il en essouffle plus d'un. Entre eux ils parlent le créole portugais, leur musique évoque la béguine antillaise. Le Tabanca ou le Batuca sont des instruments utilisés pour le carnaval, fête importante pour eux, et puis il y a ce sentiment diffus qui émane de tout îlien lorsqu'il parle de ses montagnes et de l'Océan qui les entoure. Tout cela contribue à ce qu'ils se sentent avant tout Cap-Verdiens.

Belarmino, 19 ans, depuis le refus de l'école de foot de Saint-Etienne de l'admettre parce qu'il est étranger, souhaite repartir là-bas. Mais José, retraité, ému devant les photos de son pays glisse que « *les enfants maintenant n'aiment pas toujours entendre parler créole à la maison* ». Maria-Thérèse parle de son fils né en France : « *Pour lui, de toutes façon, je le sais, le Cap Vert sera toujours un refuge !* » Il reste que ce sont eux ces enfants qu'ils ont appelé Johnny ou Jean-Marc qui détermineront l'avenir de Maria-Thérèse et Domingos.

Patrick Geay

Le Secours Populaire propose aux enseignants un montage diapositives sur les îles du Cap-Vert. Contact : 6 rue Gaspard André, Lyon 2ème - Tél. 837.01.61



Fête populaire au Cap Vert
Leur musique évoque la biguine antillaise

C'est un archipel de 10 îles principales situées à 450 km au large du Sénégal, face à la pointe du Cap-Vert d'où elles tirent leur nom. Découvertes en 1460 par des navigateurs Portugais, elles étaient alors inhabitées. Un climat sec, une nature aride les apparentent plus au pays du Sahel qu'à Madère où aux îles Canaries.

Les Portugais en feront d'abord une escale comptoir pour leurs esclaves. Importés de Guinée-Bissau, les Noirs attendent là leur départ pour le Nouveau Monde. Situées sur les routes des grands navires elles seront une

escale et un carrefour (les Anglais y installeront d'immenses réserves de charbon pour leur vapeur) jusqu'à ce que la navigation évolue.

Devenues inutiles elles seront alors abandonnées à leur sort, isolées dans l'Atlantique. Pendant 500 ans d'occupation le Portugal ne fera rien pour les développer. Il maintiendra au contraire la population, plutôt de type métis, dans une position d'assistée. Dans la 2ème partie du 20ème siècle, l'Afrique s'émancipe grâce entre autre à l'action d'hommes comme Hamilcar Cabral, Cap-Verdien, qui sera assassiné en 1973.

En 1975 enfin, les îles du Cap Vert s'affranchissent du Portugal. Le PAIGC, parti au pouvoir, hérite d'une situation peu brillante. La toute nouvelle République du Cap Vert ne tient que grâce à l'aide internationale. De tendance progressiste le gouvernement essaie courageusement de résoudre un à un les problèmes. Le premier et le plus grave étant le dramatique manque d'eau...

P.G.

TROTTEURS UN DIMANCHE BIEN DANS L'ORDRE

Que font les messieurs en casquette, lorsque c'est dimanche et qu'il faut attendre lundi ? Ils vont aux courses. Que font les chevaux, lorsqu'ils ne sont pas des cracks et courent à Villeurbanne. Ils font un bide. Personne ne s'en plaint vraiment. Tout le plaisir est ailleurs.

Dimanche, c'est relâche. Une journée ouverte, puisque tout est fermé. Une journée désœuvrée, avec promenades fléchées.

À l'hippodrome de Villeurbanne ce dimanche-là, la réunion proposait six courses de trot attelé. Un spectacle qui avait attiré la foule. Des hommes surtout, le cigare posé au coin des lèvres. Mais peu de jumelles en bandoulière, pas d'élégantes en voilettes, ni d'habits noirs. Un monde des courses à la bonne franquette. Une impression de retenue, de réserve, un soupçon d'ennui.

Certains s'appliquent, crayons à la main, à leurs pronostics. D'autres semblent être venus pour prendre l'air et, sait-on jamais, taquiner la fortune. Seuls les drivers, casaques et toques bigarrées, parquent un peu en passant à pied devant les tribunes. Des spectateurs les accostent, leur serrent la main, font quelques pas avec eux : « T'as pas un tuyau ? » — « Le 2, crois-moi, le 2 ».

Moi, je n'avais pas le moindre tuyau. Pire, c'était la première fois que j'allais aux courses. Le hasard, appelons ça comme ça, avait fait qu'à midi, le serveur du restaurant m'avait raconté comment il avait failli devenir jockey. Mais l'hippologie, la science du cheval, l'avait rebuté. Cela ne l'empêchait pas de s'y connaître et de jouer. Il avait même tenté sa chance en Californie.

Un court instant, j'ai pensé à Bukowski, un foutu dingue des paris perdus. Pour les tuyaux, me dit le serveur, il n'y a pas de secret : « Les vrais joueurs, ceux qui ne se trompent pas, suivent le cheval depuis sa naissance. » Voulait-il me servir de guide ? « Pourquoi faire, vous verrez, c'est tout simple. »

C'est vrai que c'est simple. Un carillon, tonalité aéroport, et une voix nous prévient : « Les chevaux sont sous les ordres... » Au loin, on voit les trotteurs

manœuvrer pour se placer. Derrière eux, plus loin encore, la Z.U.P. de Vaulx-en-Velin et ses immeubles hauts en couleurs. Le départ me paraît assez confus. La voix nous sert de jumelles : « Les chevaux sont entrés dans le virage, le 9 mène le train... » Très vite, ils déboulent vers les tribunes.

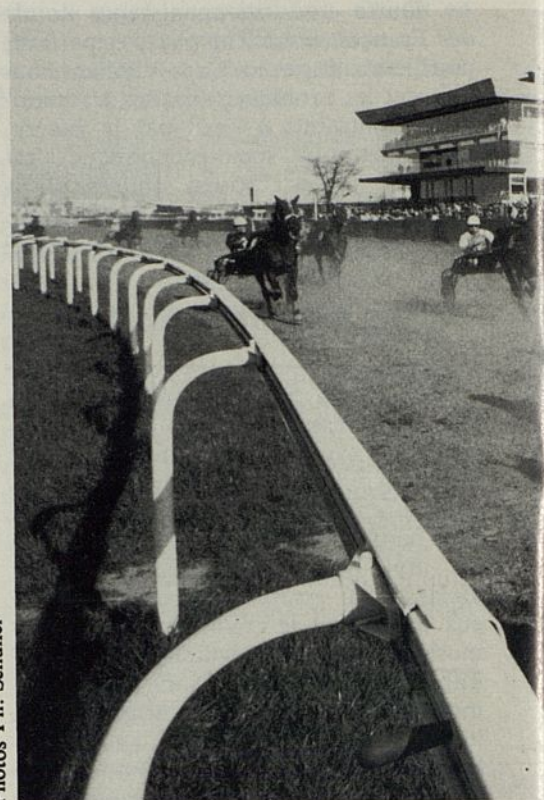
Le 9 mène le train

Le commentaire tient le rythme, mêlant numéros et patronymes hermétiques : « ...Naiade de Brion, suivi du 2, à une longueur, Nustica et Nevirina à la lutte... » Une corne, celle de la camionnette grise des commissaires : « Le 7 est distancé... » Deuxième tour de piste, la dernière ligne droite avant le poteau. Quelques cris d'encouragements, des cris isolés dans le public, sans passion, sans débordements. C'est fini.

Les sulkies reviennent lentement, les drivers traînent leurs pieds sur la cendre ocre. On va saluer le vainqueur et son heureux propriétaire. Sa fille tient le cheval par la bride. Il est couvert d'écume. Sourire. Photo. Album de famille. Dans les Monts du Lyonnais, on prend les mêmes clichés des dimanches, avec le chien ou la grand'mère.

Bellemare fait des ronds

Sans attendre, les tribunes se sont vidées. La foule s'est engouffrée au sous-sol, une grande salle ceinturée de guichets. C'est ici, sans jeu de mot, que l'après-midi se joue. Le spectacle des trotteurs sur la piste est presque accessoire. Par petits groupes, ils discutent au-dessus d'un journal froissé : « Il vient de faire 0, 0 et distancé. Et il est premier. Faut pas déconner quand même. »



L'hippodrome de Villeurbanne
« Naiade de Brion, suivi du 2, à une longueur, Nustica et Nevirina à la lutte... »



Dans le sous-sol de l'hippodrome
C'est ici que l'après-midi se joue

« T'as vu, il lui tirait sur la bouche, il l'a retenu, c'est certain. » « 60 contre 1, et il est à l'arrivée. Qu'est-ce que ça veut dire ? C'est que ça roule pas, c'est tout. »

Ils râlent doucement, sans effervescence, sans conviction, comme s'ils n'y croyaient pas vraiment. En fait, ce rituel leur est trop commun. Chaque diman-



jouera pas dans cette course parce qu'il ne la sent pas. Il ajoute : « Moi, je nourris un rêve, c'est d'avoir un cheval. » Et puis, il préfère le galop : « C'est mieux à Parilly, tout le monde vous le dira. »

Va y avoir du steack

Maintenant, c'est à la salle d'être désertée. Le temps de monter sur les tribunes et les chevaux abordent la ligne droite. Brusquement, un trotteur se couche et c'est la cabriole. Cinq équipages chutent en cascade. Il paraît que c'est très rare. Pour un baptême, je suis gâté. La course est annulée. Des lads se précipitent sur le cheval couché pour essayer de le faire relever.

Ils seront moins nombreux à s'occuper des deux drivers blessés, deux femmes, qui seront emportées sans ménagements vers les ambulances. Lisboa, une jument, ne fera plus de courses. Son cadavre sera tiré sur la pelouse, hors de la piste. « Il va y avoir du steack. » Mon voisin ne fait pas dans le détail. « C'est comme les accidents de la route, ça n'empêche pas de continuer à conduire. »

Le speaker annonce que malgré « l'incident », les opérations se poursuivent pour la 6^e. La foule abandonne de nouveau les tribunes et retourne au sous-sol. Une femme qui n'a pas suivi le mouvement m'explique que c'est la première fois qu'elle vient. « Vous comprenez, je vais habiter Lyon, alors il faut que je connaisse. J'arrive de la Martinique. Là-bas, les courses, c'est pas pareil. » Elle sort une pochette et me montre une photo. Je la reconnais, en bas, à droite, sur une tribune de bois ouverte à tous les soleils. Il fait froid. Je n'attendrai pas la dernière course.

Dans le métro du retour, il semblait content de son dimanche. Sa casquette à carreaux lui donne un petit air rigolo, un peu frondeur. Le portrait type du turfiste. Il a la gouaille aussi : « J'ai pas perdu d'argent. Faut se méfier, pas se faire prendre dans la spirale. C'est pas bon, même pour les riches. » Je lui demande si les chevaux de cette réunion n'étaient pas des tocards. « Attention, faut pas dire ça. C'est pas des cracks, c'est sûr, mais c'est pas des mauvais non plus. » Et ces départs un peu bizarres ? « Y'a des chevaux qui prennent le bon pied, d'autres pas. » Il n'y a pas de magouilles alors ? Il s'est marré : « Vous voulez rire. »

Bruno Caussé



Sous les écrans affichant les cotes
« Il vient de faire 0, 0 et distancé »

che, ils ne font qu'entretenir leur passion. Nul besoin d'excès, de démesures. Ils se connaissent, ils sont entre eux. Autour d'un transistor, ils écoutent les résultats de Vincennes. Villeurbanne ne leur suffit pas. Ils ont aussi parié sur les grandes courses parisiennes. Vers la buvette, il y a Bellemare à la télé qui fait des ronds avec ses invités. On n'entend

rien, quelques-uns regardent quand même.

Des écrans affichent les évolutions des cotes et la somme des enjeux. « Départ dans deux minutes » précise la sono. Les files devant les guichets se resserrent. On s'échange des rumeurs, on sort les grosses coupures. Déjà 70 000 F d'enjeux. Un parieur m'explique qu'il ne

les petits récits tardifs

de Vincent Bady

A trente ans, il avait déménagé dix fois dans la même ville. Il n'était pourtant ni militant clandestin, ni détenu en cavale. Tous les trois ans en moyenne il déplaçait ses meubles, ses livres, ses objets de la même manière qu'enfant, il aménageait une nouvelle cabane. Du jardin de son enfance à la ville, rien d'éphémère ne pourrait lui arriver. Une façon à lui de faire le mort.



Vus de l'intérieur ou de l'extérieur de la manifestation, les visages n'étaient plus les mêmes. Ouverts, accueillants, sympathiques quand on remontait jusqu'aux premières banderoles pour retrouver des amis. Hostiles, inquiets, agressifs, quand on regardait la manifestation au milieu des passants. Un dos anonyme devant soi pouvait cacher un vieil ami, mais n'importe qui sur le bord d'un trottoir était un flic, un indic ou un provocateur. Les circonstances avaient beau être dramatiques, les slogans « saignants », les fourgons de flics tout proches, il n'y avait aucun danger réel dans la plupart des

manifestations. Elles se font plus rares aujourd'hui. A cause d'un sentiment plus vif du danger ? Ou parce qu'on ne retrouve plus ses amis dans la rue ?



Les loubards de Chicago, de Lyon ou de Bratislava, quand ils défoncent les téléphones publics, ne font pas la différence. Ici ou ailleurs, ils n'ont aucun pôle d'intérêt : les loubards ne peignent pas, ils ne collectionnent pas les timbres, ils n'élèvent pas de poissons tropicaux. Mais ici ou ailleurs, ils ont une prédilection pour les virées en bagnoles et les sorties en boîtes. Ce qu'en disent les sociologues...



Un attroupement sur un pont. Tous les passants sont arrivés trop tard. Pour une fois le malheur courant les rues n'a pas laissé de traces. Personne ne confirmera que quelqu'un s'est jeté à l'eau.

(publicité)

SAMEDI MIDI créations
803 97 35 (7)

Vos cartes de visite sont bonnes à la base... MAIS il faut les RENOVER*

*Chaque modèle est unique, personnalisé, coloré, surprenant

WEBER

« UN-ZERO, BALLE AU CENTRE »

Jacques Weber est un personnage, c'est sûr. Sur lui, on a tout entendu. De lui, on a tous les portraits. Contesté dans sa capacité à diriger un Centre National, il choisit de répondre par la violence, violence enrobant une énorme passion. D'abord passion pour lui-même.

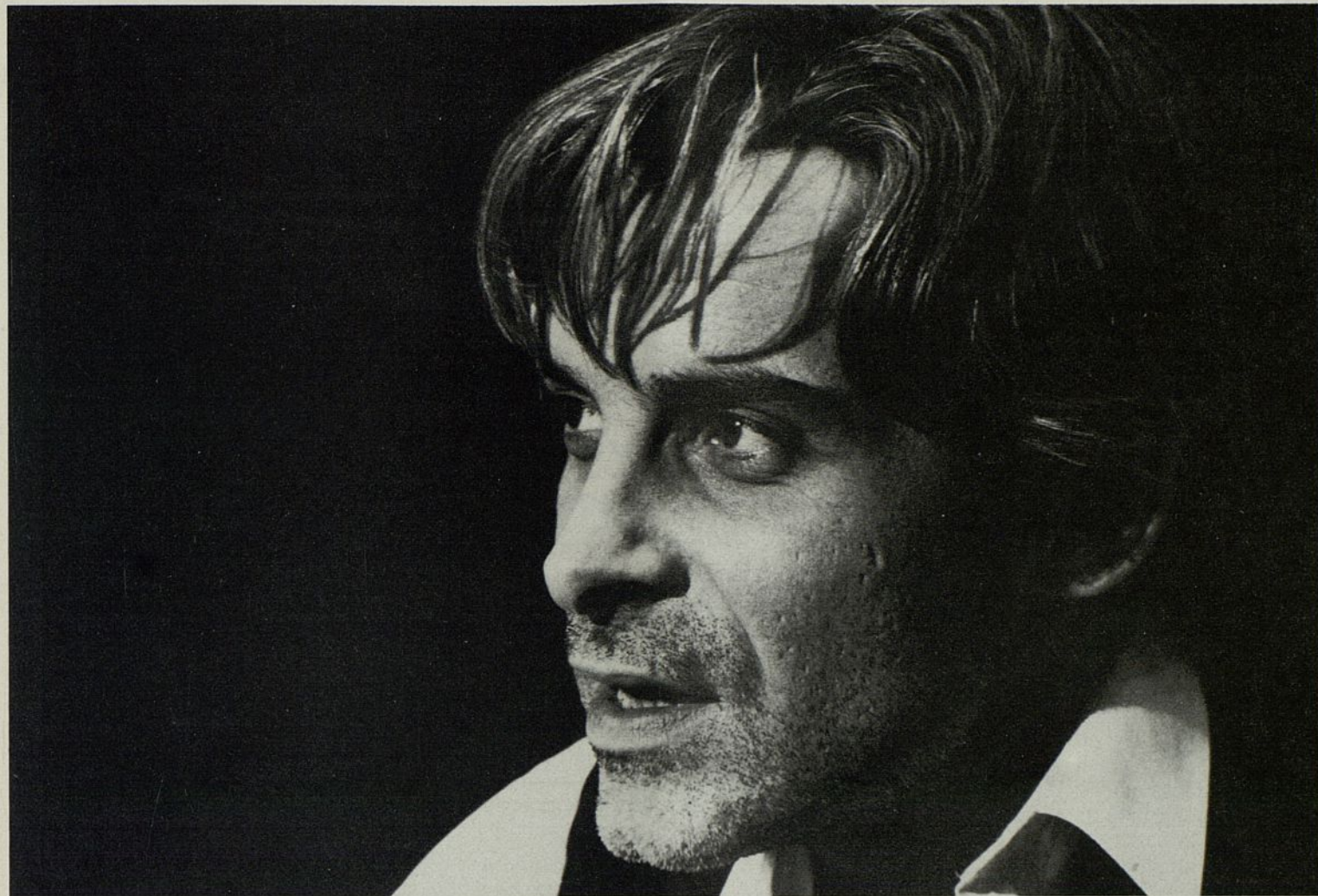
Cosmopolis : A votre arrivée à Lyon, vous annoncez votre intention de décentraliser votre activité sur les quartiers. Cela ne s'est pas produit. Pourquoi ?

J. Weber : La salle est énorme. Elle bouffe les énergies et l'argent. Tout est englouti dans des préoccupations immédiates. On a donné à Chéreau les moyens de mettre en place une telle politique. Il peut ratisser les meilleurs techniciens en France. Ce qu'il fait est très bien. Donnez-moi trois milliards comme lui et le droit de me débarrasser d'une structure administrative pesante. Alors je réaliserai mon programme vidéo et de décentralisation.

Celui qui prend les risques financiers, c'est ma pomme. Si Spartacus n'a pas une suite formidable, je me retrouve avec un déficit. Cette année notre politique est dispendieuse, l'an prochain ceinture. Les tutelles qui nous font vivre sont

(suite page 36)

Photo Ch. Ganet



Quel est ce bellâtre de feuilleton télé ?

En 1968, Louis Pradel donne l'énorme camembert de l'avenue Jean Mermoz à Marcel Maréchal. Prémonition ? Quand le bon Marcel mets les bouts d'un Lyon qu'il ne supporte plus, Robert Gironès vient planter ses recherches, ses incertitudes et son équipe dans les locaux du théâtre du VIIIème. L'aventure sera limitée. Gironès, homme formé dans la roue des gens inquiets de culture ne fera pas salle comble, ni unanimité, exit Robert...

La lutte est âpre dans le petit monde des auto-déclarés compétents qui se voient, à l'aise, dans la peau d'un directeur de Centre Dramatique National. Des haines sourdes ou égosillantes en découlent. L'addition sera lourde à l'encan des ultérieures. Les espoirs seront déçus, il faudra aux virés trouver un exutoire.

Le voilà, c'est Jacques Weber. Quel est ce pitre, ce saltimbanque, ce comédien venu de l'usine à batteurs de Robert Hossein à Reims ? Ce bellâtre de feuilleton télé à trois sous ? Quelles sont ses références dans les pages closes de la rubrique de madame Colette Godard du *Monde* ? Sentiment individuel chez les exclus : on était trop bon (le « on » royal du mépris) alors l'Etat en accord avec la municipalité réactionnaire a choisi un cabotin

de fond de tiroir. Quand on rêve d'insurrection il faut bien s'inventer des barricades.

Jacques Weber, arrivant à Lyon va tomber dans le piège des aigreurs locales. Il débarque, il s'étonne. Homme d'une pièce (et non d'un spectacle) il s'emporte devant un tel accueil. Il a raison, c'est la bonne réaction, celle qui part du ventre. Coléreux, il exagère, provoquant ses snobeurs. Il en rajoute sans mesure. Le petit monde, lui, augmente la facture. Les qualités d'homme de scène ne sont pas l'objet de ce billet. Reste l'homme, qui vit, pleure et cogne, au besoin (ndlr : quel homme !). Pourquoi le monde culturel serait-il exclu du règlement de certaines factures ? Seuls les critiques, les confrères, auraient le droit de confier, en public ou en privé, mais jamais devant Jacques Weber, les pires calomnies sans un jour casquer l'addition ?

Weber n'est pas, et de loin, mon homme de théâtre préféré. Mais il a du moins, ce qui à mes yeux est le plus important, pour lui d'être de chair et de sang. Et non pas canonisé à jamais en quadrichromie sur la couverture d'une revue confidentielle, serrée au fond de rares bibliothèques des scrupuleux gardiens de phares.

Lorsque vous parlez de Jacques Weber avec un comédien lyonnais, sachez que vous vous exposez à un feu roulant d'insanités, d'insultes et de mépris. Tant il est vrai que le « vrai créateur » est par définition, incompris, maudit et tout autre machin qui panse les cœurs certains. La politique de grand spectacle menée par Weber au théâtre du VIIIème sert de base stratégique aux Clausewitz hantant les cabinets où se dispensent les subventions. Je vous jure que je ne suis pas tombé renversé par la qualité de *Faëna* l'an dernier.

Mais comme il le dit lui-même, Weber est un comédien et ça, dans le monde du spectacle ou la plupart des gens se bombardent tout seuls « artistes », ça ne pardonne pas. Cela dit on n'est pas obligé d'aller voir les spectacles du VIIIème. Pas plus qu'on est obligé de se monter au TNP, au Théâtre des Huit-Saveurs ou à l'Opéra. On n'est pas obligé non plus d'imposer sa vision du travail des autres sur le coup des deux plombs du mat', après le sixième pot de Côte.

Résumé : Jacques Weber est colérique, timide, comédien, cabotin ; en plus, ça marche. Comme marche, de manière plus saine, un coup de poing dans la gueule plutôt que des tombereaux d'injures, déversées en toute impunité.

Albert Agostino

le fait du prince plutôt que d'une politique. Y compris dans le clan socialiste. Comment juger que l'on doit aider telle entreprise plutôt qu'une autre ? Notre existence est due à la bonne conscience, à la fascination des princes pour les fous.

Cosmopolis : Les médias ont pu vous reprocher l'ignorance dans laquelle vous tenez les jeunes créateurs lyonnais. Quelle est votre position ?

J. Weber : Je dis non à Martinelli parce que je n'ai pas confiance dans ses projets. Mais peut-être un jour m'en proposera-t-il un qui me conviendra. Serré est venu et il m'a touché. Je crois aux affinités. J'ai horreur du « *il faut* », du devoir. Quant aux médias, je trouve cela odieux de passer son temps à parler des autres. Le théâtre n'a plus son importance et la critique a perdu son pouvoir. Si la critique faisait son boulot elle devrait se battre pour revenir à la UNE des journaux. Si vous me traînez dans la boue, moi je suis un sanguin et je veux bien vous casser la gueule.

Cosmopolis : Parlez-nous de Spartacus.

J. Xeber : Avec Spartacus, ou je passe ou je trépassé. Je suis un acteur qui anime. Si je me plante avec Spartacus, ça peut être humainement très grave pour moi. Je n'en dirai pas un autre mot. J'en ai marre d'être continuellement pris pour un con. Ça me casse les couilles. Même avec ma parano.

Cosmopolis : Quelle connaissance avez-vous de votre public ?

J. Weber : Je n'en connais rien. Le public est ce qu'on en fait. Celui des Célestins est habitué à bien digérer. Moi, je remplis un théâtre. J'ai choisi de privilégier l'éclectisme. C'est ça la santé d'un théâtre. Et pour cela je suis content d'abîmer mon bastion d'abonnements. A Paris, la réaction du public est très souvent suffisante ; à Lyon, elle est plus humble, la qualité d'émotion est plus grande.

Je sors très peu, pour moi, Lyon n'existe pas. Ce que j'en connais c'est la rue Mercière et cette salle du VIIIème. Je ne vais jamais au spectacle. Je suis malade physiologiquement quand je vois les autres. Il y a un an on m'a proposé officiellement de prendre la direction des Célestins. Or je ne souhaite pas de responsabilités à long terme. Je veux poursuivre mon œuvre au VIIIème.

Propos recueillis par Bernard Bolze

MACHINES

BLUES EN BRESSE

Nicolas Frize, un jeune homme plein d'idées, à la pointe de l'évènement et qui en a bien conscience. Mais quel évènement au fait ? Musical, bien sûr ! A Bourg-en-Bresse où il s'exerce sur des machines-outils, ce Socrate de la fraiseuse initie les élèves du lycée Carriat aux « musiques du 3ème type ». Attention, subversion !

Huit heures du soir, Bourg en Bresse. Un vieux J7 est garé devant l'atelier de mécanique générale du lycée Carriat. Dans l'atelier tout est calme ou presque, et les machines prennent vite des allures de fantômes dociles et sereins. Au fond un petit groupe s'affaire autour des fraiseuses muettes et d'un Nicolas Frize prolix.

Une expérience subversive se prépare avec la bénédiction financière des ministères de la Culture, de l'Education, de l'Environnement... Nicolas Frize va tenter de tirer de ces machines « *une musique du troisième type* » musique parfois très sophistiquée (micro ordinateur, programmation et j'en passe), qui fera de Carriat (lycée phare de la région) un établissement pilote.

Les machines vont chanter, créer des sons (bruits et sons n'ayant souvent qu'une petite différence de spontanéité) sortir de leurs mélodies lancinantes et par là-même offrir aux élèves un « instrument » de musique qu'ils maîtrisent déjà... en d'autres circonstances.

Entre baby-foot et belote

Les problèmes commencent alors à surgir. Les machines sont non seulement sophistiquées mais également très bornées. Leurs bruits ne sont pas très harmonieux et difficilement exploitables : on risque de se lasser. Nicolas Frize a donc eu l'idée de se servir de leurs fonctions en ajoutant des éléments qui eux, produiront des sons. Tubes de matière plastique colorés qui tournent sur une fraiseuse et chantent en virevoltant ; verres de cristal sur lesquels on laisse glisser un doigt mouillé (souvenez-vous des fins de repas de famille) ; cordes de pianos qui se tendent et se détendent d'une machine à l'autre ; ressorts stimulés par des médiateurs ou des archets.

La vie de tous les jours devient la source d'une électro-acoustique popu-

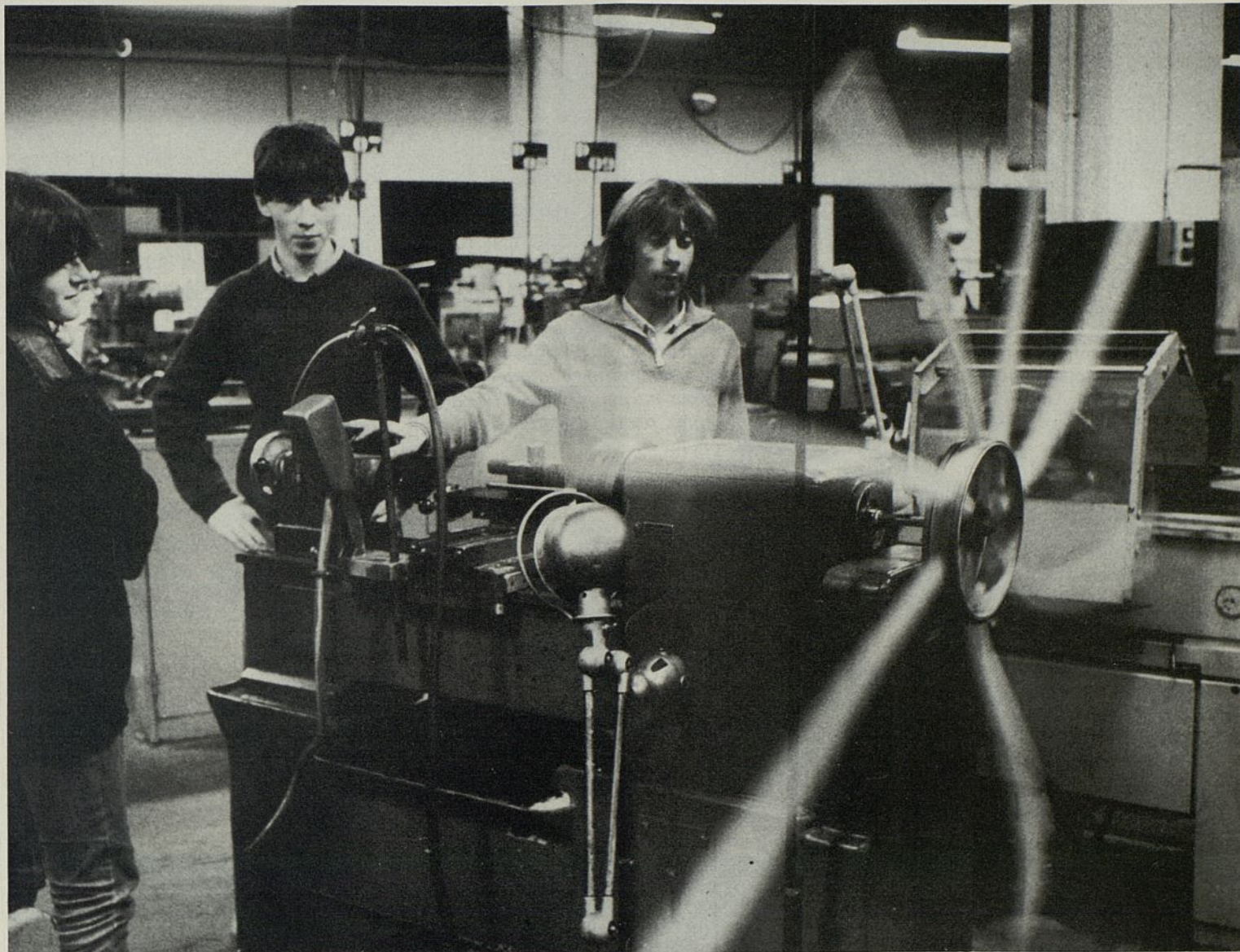
laire. Les sons à peine suggérés sont amplifiés par des micro-contacts placés sur les ressorts où sont tendues les cordes. Fabuleuse invention que le micro-contact. Il amplifie le moindre son, la moindre vibration tout en éliminant (plus ou moins) les bruits parasites. Moralité : installez un micro-contact sur votre porte, faites la grincer et inviter des amis à votre concert.

Deux réunions ont eu lieu pour sensibiliser les élèves, mais l'enthousiasme est mal canalisé, les examens approchent, il y a le baby-foot et la belote. S'il a essayé de diffuser un tract appelant soixante élèves à participer à l'expérience, Nicolas Frize a oublié de s'aventurer dans les dortoirs et n'a pour l'instant qu'une petite vingtaine d'élèves répartis sur deux soirées. Détail qui ne fait tomber en rien l'optimisme du tandem musical parisien : Nicolas Frize et son assistant Flop.

Faites klaxonner les casernes

Nicolas est un naïf. Deux années au GRM (Groupe de Recherches Musicales) avec Schaeffer, six mois avec John Cage, lui offrent pourtant une stature qu'il se plaît à déjouer sous des allures de lutin sautillant. Spécialiste de l'animation musicale, il participera à ce titre au colloque organisé par l'association clavichordes de Bourg à peu près en même temps qu'il donnera ses concerts au lycée Carriat (les 21, 22 et 23 avril).

Je ne vais pas vous refaire le coup du type qui dort trop peu, qui fait preuve de tant d'enthousiasme qu'il est partout (Paris, Montréal, Bourg...) vous y aurez presque automatiquement droit et il reconnaît lui-même que la pression l'empêche parfois d'avoir le recul nécessaire. Le mythe de l'action tous azimuts fonctionne encore à plein. Avec Nicolas et son groupe « *les Musiques de la Boulangère* » on pourra « faire » de la musique en s'embrassant, en faisant klaxon-



Dans les ateliers du lycée Carriat, Nicolas Frize aux commandes de la fraiseuse chantante
La vie de tous les jours devient la source d'une électro-acoustique populaire.

ner les casernes de pompiers, en transformant le ronflement des motos en doux rossignols.

Redécouvrir des machines qu'on ne fera chanter qu'une seule fois ? Une subversion un peu frustrante. La mise au point des instruments et des machines auxquelles on les rattache demandent un temps fou. Le tandem Frize-Flop travaille depuis deux mois avec une équipe restreinte d'élèves et de professeurs efficaces. Un groupe d'élèves fabriquent les jeux de lumières, d'autres s'essayent aux micros-contacts, aux archets qui exciteront les fameuses cordes de piano.

Le manque de temps et d'élèves oblige pourtant Frize à se resservir d'instruments et de techniques déjà mis à l'épreuve le printemps dernier au lycée de

Créteil (qui fut son premier détournement de machines-outils). Dommage pour la créativité. La « prise de conscience de l'environnement sonore » (qui intéresse au premier chef le ministère de l'environnement) sera-t-elle aussi réussie qu'à Beaubourg (« l'Oreille oubliée » du 28 octobre au 3 janvier 1983). Mystère et réponse fin avril.

L'atelier, lieu exotique

Reparlons enfin de ce lieu « exotique ». Les concerts se dérouleront dans les ateliers. Une salle de concerts originale, qui entre pour beaucoup dans la conception du spectacle. Un esthétisme qui va sensibiliser les médias ; la télévi-

sion (même allemande), *Libération*, les *France-Culture* et consorts y flairent déjà l'évènement. Aux seuls mots de « radio », « télévision », le septicisme fait place à la béatitude. Nicolas sait se servir des médias : « *Nouveau et intéressant* » diront certains.

Michel Perrot

15 au 20 avril : Salon du Livre - Grand Palais (Paris). Stand du ministère de la Culture. « Hommage aux mots » par voix enregistrées.

21,22,23 avril : Lycée Carriat (Bourg en Bresse). « Musique en blouse ».

21 juin : Concert de baisers (Paris) avec 400 à 500 baiseurs.

14 juillet : Concert pour voix et bandes (Montréal) Bâtiment français de l'Exposition Universelle.

EROTISME

DES REGARDS IMPOSSIBLES

Si un jour au détour d'un trottoir, vous vous retrouvez face à deux corps enlacés sur une même affiche, ne hurlez pas « quelle horreur ! ». C'est que Sergio Bello, artiste brésilien aura accroché ses tableaux dans la rue.

« Il dessine bien, il sera architecte ». Sur un simple coup de crayon, l'avenir de l'enfant était déjà tracé. Sergio Bello serait architecte. Ainsi l'avait voulu sa famille, conservatrice, catholique et promilitaire, comme le sont les familles aisées du Nordeste Brésilien. Le jeune Sergio s'en fut donc apprendre l'architecture.

Dans la foulée, il se mit à tailler le bois. Des rues, des fenêtres, des maisons. Et déjà, quelques expositions. Un peu plus tard, ce fut la lithographie. Encore des rues (vides), des fenêtres (aveugles), et des maisons (mortes). Un jour, il déclara : « *Les portes, les fenêtres, et les façades, ça me dégoûte* ». Et il partit pour la France.

Toutes les façades s'écroulèrent. Sur les pans de murs rescapés qui lui révélaient un Paris imaginaire, Sergio Bello se prit à dessiner des corps. Nus. Et qui font l'amour. La rue entière s'arrêta. Et tous regardèrent...

« Je suis extrêmement pudique »

Entre les colonnes Morris, les vespasiennes, et les sorties de métro « Belle Epoque », Sergio Bello, renoue sur les murs avec le passé de l'humanité. Quelques mille ans de désir, de chair et de sexe. Pas des graffitis obscènes. Non. Des scènes érotiques, souvent naïves, souvent empruntées à l'art grec, à l'art chinois, perse ou tibétain. De tableaux en tableaux, de civilisations en civilisations, une véritable caution morale et culturelle ?

De dos, parfois voûtée, anonyme et silencieuse, la foule n'exprime rien, sinon la condition sociale des passants : punks, bonne sœur ou bourgeoise. Pas d'émeute, pas de scandale. De passage, l'homme de la rue s'arrête, un temps rêveur face aux prouesses érotiques de

ses ancêtres. Situation idéale. « *Il n'y a à aucune provocation*, dit Sergio Bello, *je suis même extrêmement pudique, puisque ce n'est pas ma propre sexualité, qui est soumise aux regards. Je fais dans la récupération.* »

La création dévoilée

Et il le prouve. A la Maison de l'Amérique Latine, où il expose ses lithographies, Sergio Bello en finit avec les mystères de la création artistique. Au pied des scènes érotiques réunies en fresques, un drap blanc et quelques photographies de personnages, pris sur le vif, dans la rue ; la photocopie des photogra-

phies ; les livres d'érotisme et la photocopie des illustrations. Matière première. Première étape.

« *La photocopie*, dit Sergio Bello, *n'est pas uniquement reproduction d'un acte de mariage ou de naissance. La photocopie est un moyen d'expression au service de l'artiste. A ses débuts, la photographie, c'était aussi le portrait. Aujourd'hui, on sait s'en servir pour donner une vision déformée de la réalité. De la même façon, je veux révolutionner le concept de la photocopie ; la hisser au rang des arts.* »

Hommes de la vie réelle, photographies, photocopies. Reproduction de reproduction. Décalage. Plus haut, le collage de ses divers éléments. Plus haut encore, le tracé du dessin en transparence. Plus haut enfin, l'œuvre définitive : la lithogravure. L'artiste mis à nu. La création dévoilée. Horizontalement et verticalement. En long, en large et en travers. Sans doute parce que la création et le désir sont indissociables.

Lithographie 60 x 80 de Sergio Bello





Lithographie 60 x 80 de Sergio Bello

« Les artistes cachent toujours le processus de création, s'enflamme Sergio Bello, tout ce qui est récupéré est montré ici sans peur. J'ai voulu que ce travail soit didactique ». Il est vrai que des scènes érotiques, aux personnages de la rue, en passant par le mobilier urbain de Paris, il y a un petit côté échantillonnage dont Sergio Bello ne cherche pas à se défendre. « J'ai voulu rendre compte de stéréotypes sociaux. C'est une démarche intellectuelle et volontaire. »

Mettre tous ces mondes, placer tous ces échantillons devant les scènes érotiques, les renvoyer à eux-mêmes, et à la même question : celle de la répression sexuelle. Une situation type de communication. « Je lutte pour l'acceptation du

sexe. Le sexe de reproduction est déjà mal accepté, le sexe de plaisir l'est encore moins. La RATP n'a pas accepté les affiches d'Europe 1, c'est tout dire. »

Réveillez-vous

La répression, en matière de création et de sexualité, il sait de quoi il parle. Quand on naît au Nordeste, on « possède sa première femme » à quinze ans. Et c'est toujours une prostituée. Les femmes que l'on aime ne sont bonnes qu'à marier. C'est ça ou la carabine. Relation de cause à effet : « Si j'étais resté au Brésil, je dessinerais encore des petites fleurs. » De l'art populaire du Brésil, il a

pourtant conservé le côté un peu naïf des xilogravures du Nordeste ; ces petits tampons sur bois qui viennent illustrer la littérature de colportage, entre la satire sociale et le conte fantastique.

Car le monde de Sergio Bello, pour « récupéré » qu'il est, est irréel, visionnaire. Tout cela n'était qu'un rêve. Réveillez-vous... Au premier plan la bonne sœur regarde une paire de chaussures dans la vitrine d'un grand magasin, et l'immigré rêve devant une grosse voiture. Exit les gravures. Elles n'ont jamais existé. Au fil des rues pavées d'un Paris hypothétique, ce que Sergio Bello nous donne à voir, ce sont des regards volés, des regards impossibles.

Catherine Roubaud

TALON-POINTE

QUI MENE LA DANSE ?

Il y a cinq ans à Lyon, un groupe de chorégraphes décidait de promouvoir la création par l'ouverture d'une Maison de la Danse. Depuis 80, c'est chose faite, mais il reste qu'aujourd'hui malgré (à cause de ?) son succès « international », l'entreprise laisse à sa base quelques relents d'amertume.

Lyon, en 1977 : une ville où on danse et où on veut le montrer. Ras-le-bol des subventions qui ne viennent pas, de l'inadéquation des salles, de l'insuffisance des structures. Alors, il y a la passion : des chorégraphes décident d'agir pour vivre et faire vivre enfin la danse à Lyon. Sous l'instigation de Lucien Mars (Directeur du Centre de la Danse à Lyon), ils fondent l'A.D.R.A. (Action Danse Rhône-Alpes), association de revendications, tentative de réflexion commune.

Des horizons variés, des démarches diverses, mais peu à peu la naissance d'un projet qui recueille l'accord de tous : construire un théâtre pour la danse, un lieu où créer et présenter ses spectacles, une structure à partir de laquelle la danse pourra prendre son essor. Trois ans plus tard, le rêve se réalise. La Maison de la Danse, grâce à l'obstination de l'A.D.R.A. et à l'aide de la Mairie ouvre ses portes en 80, dans l'ex-salle des fêtes de la Croix-Rousse.

L'institution tourne bien

Et ça démarre : on définit une politique artistique très riche où l'histoire de la danse, l'ouverture à la tradition étrangère et l'accueil de la création cohabitent. On donne à la création une part royale (50 % des spectacles) et on attend les réactions. Elles viennent vite et bien : seule de son espèce, la Maison de la Danse acquiert très vite une renommée internationale. Les spectateurs affluent et leur nombre augmente très vite. L'institution se met à tourner et elle tourne bien. Trop bien ?

Pour son Directeur, la Maison de la Danse est un succès et il ne s'en cache pas. Réussir à présenter de la danse de qualité sans jamais tomber dans la routine, encourager l'innovation et la

recherche, bénéficier d'un public privilégié qui aime ou qui n'aime pas mais qui suit et se passionne, il y a en effet de quoi avoir envie de continuer. Il est pourtant conscient que « le succès très rapide a vite poussé la Maison de la Danse à placer très haut la barre de la qualité, à s'axer sur le professionnalisme, ce qui ne permet pas de favoriser d'une manière privilégiée la création lyonnaise. » Mais,

May Be : On s'est dit
« VOUS »,
le temps a fait le reste...

May Be que présente le ballet du théâtre de l'Arche, dirigé par Maguy Marin, est la vie. Embryonnaire, fœtale, animale, féroce, seule. Profondément. La vie comme elle nous glisse entre les doigts, ou, peut-être, comme nous voulons la voir glisser. On s'est dit « vous », le temps a fait le reste. La solitude hurle, râle, sanglote en chacun des êtres d'une micro société. Chacun se meurt, animal.

Cette solitude individuelle devient collective le temps de faire l'amour, la violence ou la lutte. Et quand les corps sont fatigués de soubresauts qu'un œil aseptisé voit (à priori et forcément) obscènes, quand les râles ne revendiquent plus, quand enfin il n'y a plus conflit, chacun retourne à soi, et tous dans la même direction...

Un ballet — au moins — différent. Silence. Noir. Dix formes blanches s'avancent, les pieds traînants. Blouses et caleçons gris, terreux, comme à l'asile pour vieillard, ou aliénés. La différence ?... Deux, trois minutes longues, lourdes, silencieuses. On est mal. On a peur d'avoir déjà compris. La lumière s'anime, un peu plus vive, déjà plus blanche, les formes se meuvent, existent encore à peine, grises, le visage vert d'un plâtre mou, presque liquide, la bouche rouge, aggressive, avide.

On est tendu, silencieux. La vie nous semble avoir une sale gueule. Elle nous ressemble trop. Notre alter ego fœtal nous « interpelle ». Un peu fort, peut-être... Ici, les



May Be du théâtre de l'Arche
Le corps a l'exclusivité du langage

caresses, ou les coups, n'ont pas su faire l'apprentissage du « comment faire ». Tout vient comme on crie, comme on pisse, comme on souffre : spontanément. Les corps « inhabitués », débiles, comme cassés font l'apprentissage de la vie, comme le reste. Ils traînent lamentables, gauches. Les yeux sont ailleurs, rouges, fous.

Plus d'une heure durant, la tribu s'effondre, se relève, se déchire, se retrouve, se repousse, s'inondant de poussière blanche. On force le souvenir. La musique (Schubert, Mahler, Bryart) se fait Dieu et règle, aggressive là, lascive ailleurs, les mouvements passionnels et subjectifs du troupeau.

Ici, les mots sont balayés, n'existent pas, seuls quelques râles, onomatopées... « font figuration ». Le corps a l'exclusivité du langage : il rampe, se tord, il souffre, se traîne, il s'exprime enfin. Cette première partie s'achève sur des pantouffles sagement rangées au bord de la scène, prélude à la mutation...

Les larves s'humanisent. Le plâtre craquelle et derrière lui, le visage transparait, notre angoisse, mime imbécile, s'apaise, essoufflée. Le pied ne traîne plus, il marche. Les blouses grises sont remplacées par des vêtements, enfin reconnus, définitivement identifiés. Des rires dans la salle. A peine. Quelques escarmouches... On a failli avoir peur.

Les rapports s'individualisent. Couple. Abandonné par ses pairs. Retours. Le troupeau part, revient, valise à la main, il fête un anniversaire. On est définitivement rassuré. C'est du théâtre. Ils sont dans la salle. On est sur la scène...

M. et D. Saadna



Photo M. Jaget

Maison de la Danse
Une idée originale : les spectacles de 18h30

globalement, la danse y trouve son compte et c'est bien.

Une petite impression de malaise, pourtant, qui se confirme quand on va voir du côté des fondateurs, ou du moins une ambiguïté. Elle ne met pas en cause d'ailleurs la qualité et la créativité réelles de la Maison de la Danse, mais relève plutôt de l'originalité de sa création. Le projet, au départ, émanait de quatre chorégraphes lyonnais qui voulaient avant tout promouvoir la création dans leur ville.

La vitrine
qu'elle aurait pu être

Le premier point a été le rôle entonnoir joué par le désir collectif d'un lieu, réalisation qui a, en effet, un peu occulté tout le reste de la réflexion, au départ plus globale. Mais il y a surtout le problème majeur, souligné par Hugo Verecchia, chorégraphe de l'A.D.R.A. : « Entraîné par l'ampleur que prenait peu à peu son rêve, l'A.D.R.A. a opté très tôt pour une internationalisation de la Maison de la Danse, option généreuse, mais dont les conséquences immédiates n'ont peut-être pas été très bien mesurées. » Cette option supposait nécessairement une certaine autonomie de la Maison de la Danse par rapport à ses créateurs.

L'absence de privilèges pour les compagnies locales, toutes conséquences



Photo M. Jaget

Maison de la Danse
Une idée originale : les spectacles de 18h30

effectives aujourd'hui. L'A.D.R.A., quoique encore présente de manière déterminante au Conseil d'Administration, est un peu éclipsée par la présence et le rôle des permanents. La Maison de la Danse demeure un instrument de travail pour les compagnies lyonnaises mais sans aucun traitement de faveur. Ce n'est pas facile pour les compagnies, mais en fait, est-ce le vrai problème ? Il semble que non.

Le pire n'est pas que la Maison de la Danse ait échappé à ses créateurs, ce qui serait à la limite une preuve de réussite et de vitalité, mais plutôt que son existence même ait tendance à éclipser tout le reste, le travail quotidien et les énormes difficultés de toutes les compagnies lyonnaises

qui s'efforcent pourtant de survivre. La Maison de la Danse n'est pas la vitrine qu'elle aurait pu être et elle tend même à devenir le mur derrière lequel peuvent se cacher les autorités pour rationner les subventions.

On peut ainsi, au nom d'une promotion globale et prestigieuse, tuer la danse. Suprême absurdité d'ailleurs car qui devient un sommet privé de base ? Les compagnies se battent contre cet effet pervers mais avec peine : et peut-être est-ce là le principal défaut de la Maison de la Danse : ne pas servir de support à cette lutte dont elle semble autonome mais dont l'issue, à terme, déterminera son existence.

Catherine Boitard

A la Maison de la Danse
Coro par la Compagnie de la Trouboule



Photo M. Jaget

GRANDEUR NATURE

UNE VIEILLE FEMME INDIGNE

Elle reçoit les mardis de 14 heures à 18 heures au Trancanoir, son théâtre. Ruinée, elle assure une dernière permanence. Je pousse la porte. Deux yeux clairs sous un chapeau feutre, des cheveux blancs, bouclés jusqu'aux épaules, des bagues bleu et or à tous les doigts. Etonnante...

S'il te plait, raconte moi ton histoire. Elle éclate de rire : « *Mais je n'ai rien à dire d'intéressant, je ne suis qu'une vieille dame indigne !* ». Justement... Ses amis l'appellent Mémée, je lui trouve plutôt l'énergie d'une Ma Dalton ! En 1941, elle a vingt ans, elle entre dans la résistance. C'est elle qui établira la fiche signalétique d'un certain Klaus Barbie.

Elle prend la parole et la garde : « *Je me suis engagée pour l'Indochine en 1948, j'en avais marre de la France. A cette époque, je chantais dans les boîtes de nuit, je me suis dit qu'il y avait mieux à faire...* » Les soldats, la guerre, le feu de l'ennemi, elle revient avec la croix de guerre, un mari, et surtout une conviction antimilitariste qui l'a menée jusqu'au GARM* à Lyon et à la cinquième marche antimilitariste de 1980 en Italie.

« Avant la mort de Mao »

Retour en France : « *J'ai eu une maison pleine d'enfants* ». Elle en a élevé pas moins de 11, en comptant ceux qu'elle a adoptés et ceux qu'on a déposés chez elle pour quelques minutes et laissés plusieurs mois ! Son mari ? Elle a appris sept ans après sa mort qu'elle était veuve de guerre ! L'aventure continue, parfois tragique.

A quarante ans, elle se lance dans un périple de 900 km en vélomoteur. A Montélimar, c'est l'accident : « *Je suis restée huit mois grabataire* ». Période difficile, complètement démunie, elle se retrouve aux tanneries d'Oullins en cité de transit. Elle entre en contact avec toute une population maghrébine en transit comme elle.

Elle va y rester huit ans. Tonifiée par la présence d'une multitude d'enfants et de jeunes, elle organise cours de danse et de théâtre, kermesses et fêtes et se substitue aux éducateurs pendant les



grandes vacances. En 1972 elle engage une grève de la faim qui durera 21 jours en soutien aux Tunisiens qui n'obtiennent pas leur carte de séjour.

Et sa vie tourbillonne du trentesième dessous au septième ciel, de projets fous en catastrophes. Je la vois s'enflammer en me racontant son voyage en Chine « *avant la mort de Mao, avant l'ouverture des frontières* ». Elle voulait même s'installer là-bas. Elle n'a regretté que la bêtise de ses petits camarades d'Humanité Rouge avec qui elle était partie.

Sur les ondes de France-Inter

On l'aime, on l'admire ou on la hait. Toute d'une pièce. Atteinte d'une maladie incurable, elle me dit : « *J'ai guéri car je suis l'antidote de tout le monde.* » Et puis il y a trois ans, au comble de l'audace, un ami la met au défi de revenir à ses sources et de chanter, non pas dans une boîte, mais sur la place de l'Horloge pendant le festival d'Avignon !

Pari tenu, pari gagné. Spectaculaire ! Le troisième soir, elle est déjà remarquée par José Arthur et passe sur les ondes de France-Inter... Depuis elle a acheté un théâtre. Elle a joué, elle a chanté. Mais, sans subvention, comment s'en tirer ? Elle réfléchit, elle va peut-être aménager un restaurant bio. Aujourd'hui elle est amoureuse, elle me le dit. Elle a autant d'énergie que de caractère.

Avant que je ne parte, elle me montre son livre d'or ; là s'étalent les signatures de ceux qu'elle a rencontré et de ceux avec qui elle a travaillé : Piaf, Montand, Bécaud, Brassens... Sur la table, traîne le programme de son dernier spectacle. On y lit son pseudonyme : Maria Lhande alias Andrée Georgevail.

Jeanne Nuit

* G.A.R.M. : Groupe d'Action et de Résistance à la Militarisation.

trans-continental express

UNE PETITE ROSE OUBLIEE

Que reste-t-il de la rose saluée par Lorca, de *l'étoile solennelle, joyau vivant de l'infini* », que reste-t-il de la fleur-femme maquillée, travestie, récupérée à tous les parfums, délavée, défraîchie, pâle poétique de la pub et de la politique ? Que reste-t-il de ses pétales... autant d'affiches dérisoires arrachées par le vent.

Quelque part, coincé entre deux neurones, entre un homme assis au bord d'une scène dans un halo de lumière blafarde, penché sur sa rose, sans fard, aussi fragile qu'elle, déraciné comme elle. Et les larmes d'émotion sur les visages de l'auditoire pour lui servir d'ultime rosée. Et la voix sourde, voilée, chaude de cet homme pour transporter une salle loin du temps, du showbiz, loin du monde.

C'était... c'était... Combien d'années depuis cette intimité perdue, depuis cette mélancolie oubliée ? « *Romantisme pas mort, vive le romantisme !* » hululent les médias, mais depuis ce soir à la rose, jamais je n'ai pu surprendre dans la folie hertzienne, la moindre note, le moindre mot de ce poète simple, sincère qui avec son « *amourette* » avait si bien su émouvoir la France au fond du cœur.

Disparu, englouti, Leny ? Non, mais le chemin du poète se moque de l'horaire. « *La tête dans les étoiles, endormi au fond du lit d'une chimère* », Leny n'a pas vu tourner le manège. On peut appeler cela décalage, on peut aussi l'appeler fidélité. Fidélité à soi-même, refus du pacte avec le diable, volonté désespérée de préserver ce qui reste d'innocence « *pour ne pas ressembler aux grands* ».

Les amours les plus tristes sont-ils les plus beaux ? A écouter et réécouter *J'ai cru mourir*, *Ballade au fond d'une bouteille*, *Je ne sais plus très bien*, à écouter l'amour impossible, l'amour défait qui traîne et se cache dans le vinyl, sous les touches du piano, dans le soufflet de l'accordéon, à écouter Leny faire valser et tangoter les mots, se livrer comme on jette son malaise devant un petit noir après une nuit blanche, à découvrir ce *Je veux rester petite* on a, plus que l'impression, la certitude, de recevoir la visite d'un grand. D'un grand poète oublié. Oublié comme les « sans logis, les humiliés » qu'il chante en clôture de l'album dans « *le siècle des réfugiés* » : Comme eux, « *le cœur perdu dans la pagaille...* ».

Bruno Thomas

Leny Escudero - *Je veux rester petite* (Malypense - dist. Barclay BA 253)

Pour mémoire les albums précédents de Leny Escudero :

Vivre pour des idées (558.053), *Le voyage* (558.054), *La planète des fous* (598.062), *La grande farce* (598.502), *Escudero sur scène* (558.510) et *Grand-père* (598.512).

LA PLUS DROLE DES CREATURES

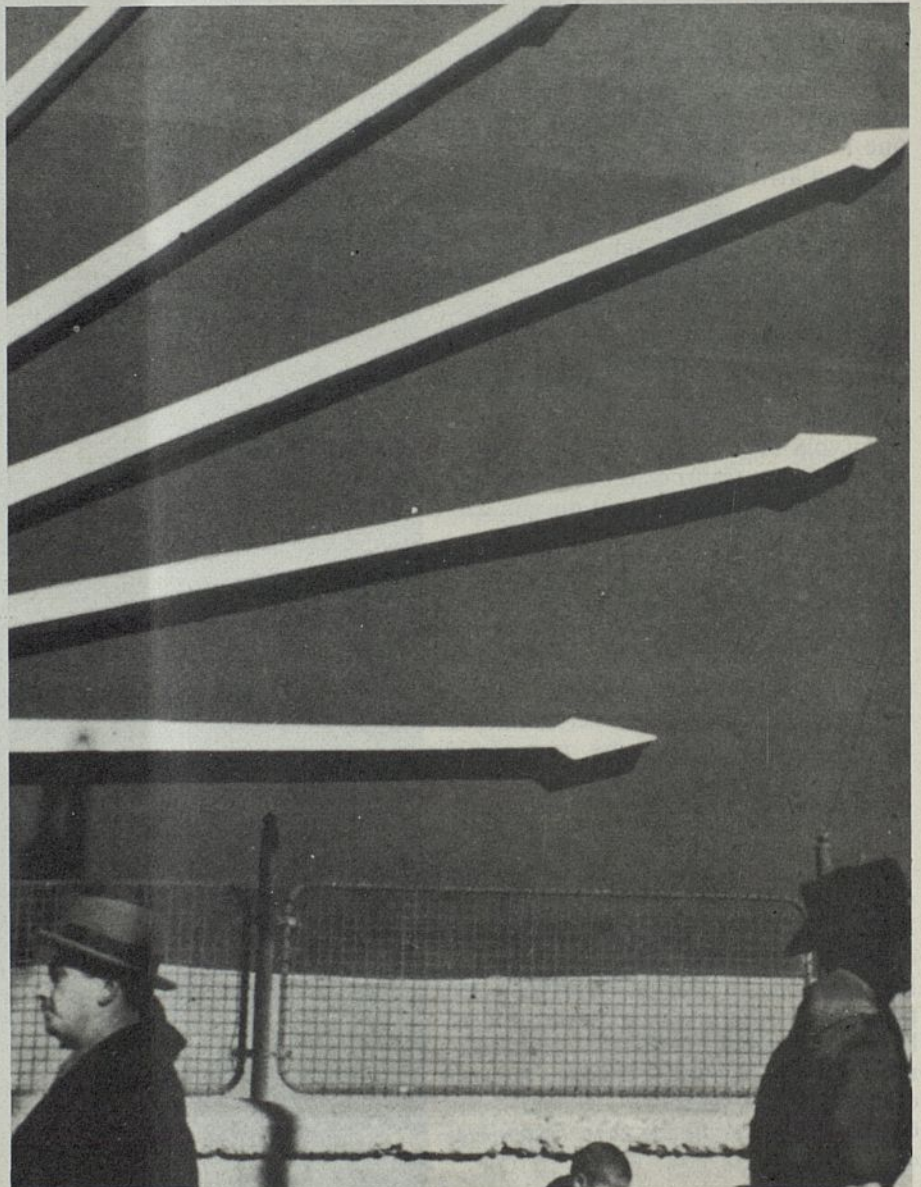
Nazim Hikmet est un poète turc né à Istanbul en 1902. Il s'est intéressé au communisme et a fait de nombreux séjours en URSS, ce qui lui a valu 13 années de prison. Il fut libéré en 1950 grâce à la pression d'un comité de soutien créé en France par Tristan Tzara, et l'action des masses populaires en Turquie.

Il dut s'exiler, et vint s'installer en France, à Paris, d'où il effectua de nombreux voyages à l'étranger. Il mourut en exil quelques années plus tard. Nazim Hikmet représente encore maintenant en Turquie, le poète de la libération, de la lutte contre l'oppression du peuple.



Comme le scorpion, mon frère,
Tu es comme le scorpion
Dans une nuit d'épouvante.
Comme le moineau, mon frère,
Tu es comme le moineau
Dans ses menues inquiétudes.
Comme la moule, mon frère,
Tu es comme la moule
Enfermée et tranquille.
Tu es terrible, mon frère,
Comme la bouche d'un volcan éteint.
Et tu n'es pas un, hélas,
Tu n'es pas cinq,
Tu es des millions.
Tu es comme le mouton, mon frère,
Quand le bourreau habillé de ta peau
Quand le bourreau lève son bâton
Tu te hâtes de rentrer dans le troupeau
Et tu vas à l'abattoir en courant, presque fier.
Tu es la plus drôle des créatures, en somme,
Plus drôle que le poisson
Qui vit dans la mer sans savoir la mer.
Et s'il y a tant de misère sur terre
C'est grâce à toi, mon frère,
Si nous sommes affamés, épuisés,
Si nous sommes écorchés jusqu'au sang,
Pressés comme la grappe pour donner notre vin,
Irai-je jusqu'à dire que c'est de ta faute, non,
Mais tu y es pour beaucoup, mon frère.

Nazim Hikmet (1948)



VOUS AVEZ DIT B.D. ?

**LE PETIT MERDIER
ITALIEN**
par Altan
(éditions Artefact)

Près de cinquante-cinq pages d'Altan à se mettre sous la dent. Quel régal en perspective. Altan (pour ceux qui ne le connaîtraient pas à travers *Ada dans la jungle* chez Casterman) est un dessinateur italien prolifique au registre très étendu : cela va des dessins politiques, très nombreux dans ce recueil, à la bande dessinée parodique (*Sandokan* d'après le roman de Sagarî et le feuilleton télé) en passant par l'illustration de livres pour enfants.

Dans ce florilège, nous retrouvons les personnages types d'Altan. Veules et laids (nez phalliques), vivant dans un monde corrompu et en décomposition. Toujours en arrière-fond scatologique, d'où le titre de l'ouvrage. Comme d'ailleurs pourrait-il en être autrement dans ces dessins dénonçant (entre autres) la corruption de certains milieux d'affaires ita-

liens ! Une excellente préface d'Anestron vous en dira beaucoup plus sur cet auteur complet à découvrir toutes affaires cessantes.

NECROPHAGE
par Chatillon et Jean-Michel
(Rock & B.D., éd. du Tonkin)

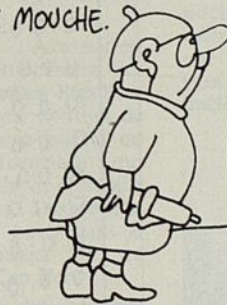
Premier album et première bande dessinée policière de deux jeunes auteurs lyonnais. L'action rondement menée débute quai Fulchiron, premier meurtre. Et ça continue comme ça a commencé, c'est-à-dire dans un Lyon fin des années soixante. Le dessin noir et blanc rend assez bien l'ambiance et décrit parfaitement les lieux visités. On s'y croirait. Seul reproche, certaines planches sont vraiment trop bavardes, en particulier les dernières démêlant l'écheveau de l'intrigue. Cela noie le dessin, l'écrase, enlève de sa portée. Que Jean-Michel allège quelque peu les dialogues de ses prochains récits et ce sera parfait.

FACCIONI
par Goffaux
(éditions Michel Deligne
diffusion Glenat)

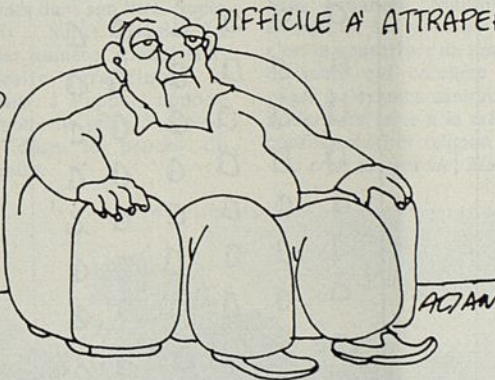
Venise, dernière case de la deuxième planche, manchette d'un quotidien. « *Pascalini, le célèbre cinéaste, abattu par un homosexuel à qui il tentait d'imposer des rapports.* » Inspiré au départ par un fait divers réel, dont la victime fut réellement un cinéaste (au nom transposé ici d'une manière transparente), ce polar tombe ensuite dans le domaine de la fiction. Faccioni, détective privé plus « chandlerien » que nature, mettra les pieds dans le plat à la demande de la veuve, de façon à découvrir la véritable raison de ce meurtre. La drogue, l'homosexualité et la politique (le M.S.I., nouvelle droite italienne) se télescopent pour nous offrir un cocktail très séduisant... et explosif. Le dessin très réaliste est à la hauteur du scénario.

François-Xavier Burdeyron

PAPA, QUAND JE
SERAI GRAND, JE
NE FERAI PAS DE
MAL A UNE MOUCHE.



TU AS RAISON. C'EST TRÈS
DIFFICILE A' ATTRAPER.



ROCK' *ouïco*

Des nouvelles du rock à Lyon ! Ils sont nombreux, en effet, à jouer dans leur cave et à tenter par tous les moyens de faire connaître leur musique ; ce n'est pas toujours facile mais des structures existent déjà : des associations, de petits labels indépendants qui produisent disques et cas-

settes, des salles et enfin des groupes qui méritent qu'on leur accorde un peu d'attention.

Un évènement, ce mois-ci, prouve qu'il est possible, pour se faire entendre, de sortir du circuit des grosses boîtes de disques. Il s'agit de la compilation lyonnaise sortie,

il y a quelques jours, sous l'égide de *Prinzip Products* un label du Havre ; six groupes se sont réunis pour auto-produire ce 33 tours : *Lust Sacrifice, Discipline, La Cour des Miracles, Le Pacte Noir, International Sin* et *Boat Baalu*. Un son très new-wave pour album qui ne prétend

ALLO FANZINES!

Visa

Vingt pages format 10 x 15 d'une « revue de pornographie protestante ». Le rock sur la côte ouest des Etats-Unis, (Plimsoules, Tuxedemoon), et un petit dictionnaire animalier du roman noir où on apprend (enfin !) dans quels polars, on peut trouver des grenouilles ou des zèbres. Nouveau et intéressant. Actuel quoi ! L'article sur l'errance de (et dans) Tuxedemoon, nous ramène enfin à la métaphysique du rock urbain. Vite lu, mais il tient dans la poche.

Contact : *Visa* (bimensuel, n°1, 5 F), Bordeaux, tél. (56) 52.39.04

Spliff

Même format que Visa, mais deux fois plus épais. Le pointillisme du tissu sonore se retrouve dans un graphisme grouillant, qui fourmille d'informations télégraphiques.



N5

5F

pas être représentatif de toute la création rock à Lyon mais devrait faire rapidement partie de votre discothèque.

Sachez aussi que le dynamisme de *Floo Flash* sera connu nationalement sans doute grâce à la sortie prochaine d'un disque dont le producteur n'est autre que Dauga de *Bijou Detective* était de retour sur scène le 24 mars au Westside Club : rappelons l'existence de leur 45 tours sur *Element* le label d'Ecully Musik, une association dont on reparlera très bientôt...

Se semble plus intéressé par le reggae (le titre ?) avec *Burning Spear*, et aussi *Misty in Roots*. Saute parfois (et c'est dommage, du coq à l'âne (des noms : les Dogs !). Toutefois, des interviews intéressantes, où l'on apprend même que le chanteur de Téléphone doit signer des autographes aux flics quand on l'arrête avec de l'herbe. Et Dieu sait si c'est pénible pour lui, les autographes ! Aucune bédé qui pourtant détendrait bien ces petites pages surchargées.

Contact : *Spliff* (n°5, 5 F) *Gilbert Biat*, 5 rue Vergingé-torix, 63170 Pérignat les Sarrilières

Nineteen

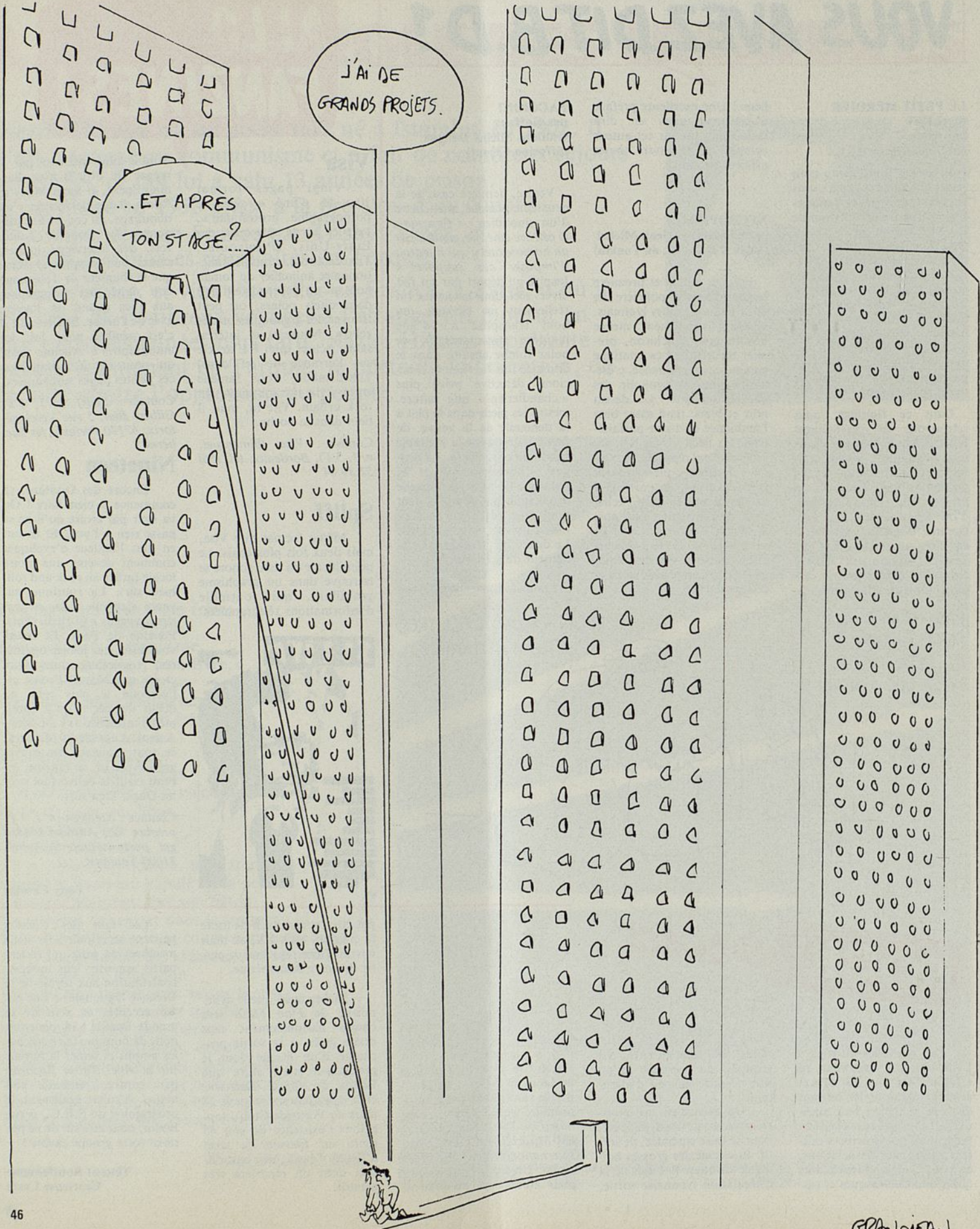
Encore des Occitans, ça commence à bien faire ! On va finir par croire qu'il ne se passe rien à Lyon. Et ils ont en plus l'audace d'expliquer comment devenir une gloire locale (grâce au rock and roll, bien sûr). La rubrique suivante s'appelle « *on est pas des sauvages* » (titre du génial Fanzine de Pau). Et tenez-vous bien, ces jeunes dégénérés, voudraient nous faire croire que Marcel Proust est l'écrivain le plus rock du début du siècle, qu'il aurait même influencé Joy Division. A moi, Lagarde et Michard, ce sont vraiment des sauvages ! Avec ça, ce fanzine, est beau (sauf la couverture avec les Dogs. Bien sûr).

Contact : *Nineteen* (n°1, 7 F, octobre 82), *Antoine Madrigal*, poste restante St-Aubin, 31000 Toulouse

Tony Cardiac

Les fans des *Cinetics* peuvent se réjouir : les deux membres du gang qui étaient partis apporter leur modeste contribution aux forces de la Défense Nationale, n'ont pas été acceptés au sein de la grande famille ! Ils pourront donc de nouveau faire craquer les amplis et semer la terreur sur la ville. *Tintin Reporter* par contre, remballé son matos. A suivre également, le programme du S.E.C., 5 rue Bodin, pour être sûr de ne pas rater votre groupe favori !

Vincent Bourlhomme
Gracieuse Casta



PAPIVORES

revues

IMMIGRATION

Migrants nouvelles n°85.

Une revue publiée par le Centre National de Documentation Pédagogique qui réalise une synthèse très large des informations concernant toutes les dimensions de l'immigration : l'évolution de la législation, l'emploi, le logement, la formation des jeunes et des adultes... un bon outil de travail, ou de vie.

Contact : Bureau de documentation migrants du CNDP, 91 rue Gabriel Péri 92120 Montrouge.

Info-CLAP Alphabétisation et Promotion. Février/mars : le droit de vote ; les immigrés spectateurs d'un choix qui les concerne. Avec une argumentation incisive et une illustration efficace, le CLAP entend « ramer à contre courant » et néanmoins « dans le sens de l'histoire », vers les droits politiques des immigrés.

CLAP, 25 rue Gandon - Paris 75013

L'ADEPBA : l'Association pour le Développement des Etudes Portugaises Brésiliennes de l'Afrique noire et de l'Asie lusophone publie un bulletin d'information qui fait le tour de la vie culturelle dans ces pays d'expression portugaise. A noter dans le numéro de janvier 1983 un article sur le Cap Vert.

ADEPBA 80 rue Vanneau 75007 Paris

GISTI. Ce groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés publie dans son numéro de février 83 un dossier sur « les refoulements abusifs d'étrangers » sans oublier les moyens de défense.

GISTI 46 rue de Montreuil 75011 Paris

Le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement poursuit au fil des numéros de son bulletin sa lutte pour une plus grande justice à travers le monde.

CCFD Info, 4 rue Jean Lan- tier 75011 Paris

La Bafouille. Des informations sur les immigrés. Des informations pratiques pour les immigrés. Et des colonnes ouvertes aux immigrés.

Le CLAP 25 rue Gandon 75013 Paris

ECOLOGIE

Silence n°12. Journal écologique Rhône-Alpes. Le dossier du mois est une retombée de l'explosion de l'usine chimique Givaudan, il y a 4 ans à Lyon. *Silence* entend faire toute la lumière sur ce dossier trop vite refermé. Un prochain numéro fera le point sur les SCOPS (Sociétés coopératives ouvrières de production) et un autre sur le tourisme dans le Tiers-Monde.

Contact : « Courant Alternatif » 4 rue Bodin 69001 Lyon

Super-Pholix. Une revue régionale qui concentre ses attaques dans son titre. Super Pholix : Super Phénix. Le dernier numéro, spécial Her-nucléaire, graphiques et tableaux à l'appui, apporte une nouvelle pièce à conviction dans le procès du nucléaire.



Photo Alain Cattin

Contact : Georges David, Hameau « Le Poulet » 01680 LHUIS

KAKI

Non Violence Politique n°57. Mensuel du Mouvement pour une Alternative Non Violente (MAN). L'évènement du mois : la vie de Gandhi, prophète de la non-violence militante, est portée à l'écran. Et puis, moins événementiels mais tout aussi importants, deux articles pour dénoncer l'ingérence sournoise du militaire dans des domaines aussi civils que l'école, ou le sport.

Non Violence Politique, 20 rue du Dévidet 45200 Montargis

FAMILLES

Consommation. Journal de la C.S.F. d'Albertville ; CSF comme Confédération Syndicale des Familles, ou encore, comme l'abrégié du sommaire : Consommation, Coopérative, Santé et Famille.

CSR/ASF, 2 rue du président Coty Albertville

INTERNATIONAL

Sans Frontière. Mauroy en adoration, les yeux au ciel : c'est la couverture du numéro de mars qui consacre huit pages à l'examen sanitaire de la dernière tarte à la crème : conflit social et religion, ou « la crise est grande, Mauroy

est son prophète ». Le conflit Trigano, une interview de Ben Bella et le point sur la situation politique au Sénégal constituent le reste du menu international.

Sans Frontière (diffusé par les NMPP). 7 F, 33 Bd St Martin 75003 Paris.

Chili-Flash est une petite revue, ou un copieux bulletin qui paraît tous les quinze jours. Réalisé par une équipe de Français et de Chiliens, ce flash fournit une synthèse des informations sur le Chili, sur la vie quotidienne des réfugiés et publie des articles d'histoire sur un homme ou un évènement marquant. La dernière rumeur : l'éventuel départ de Pinochet.

Chili-Flash. BP 32. 69140 Rilieux village.

L'Oust est clair se présente comme un journal alternatif breton. A la fois engagé dans « La vie de la cité » et critique envers l'institution politique, le dernier numéro ouvre avec précautions ses colonnes à Hubert de Keroët, un candidat « écogestionnaire » de gauche aux municipales morbihanaises.

L'Oust est clair. La Grenouillère 56 Mohon

Uss'm Follik. Les élections encore. Le mensuel alsacien d'intérêt public se penche sur la marmite où mijote la bouillie municipale. En Alsace les droites vieilles et nouvelles jettent les masques centristes et annoncent la couleur.

Uss'm Follik griffe et mord dans la joie. Sinistrose, connaît pas.

Contact : Uss'm Follik, 101 grande rue 67000 Strasbourg.

DIVERS

L'Ecoute du Monde, avec son numéro 2, aborde la question de la maîtrise du temps, d'un temps éclaté entre le travail et le temps libre. Un vaste sujet qui s'inscrit dans la discussion sur les 35 heures de travail, comme dans le temps libre, qui occupe un ministère.

Publié par « La Chronique sociale », 7 rue du Plat 69288 Lyon.

I.R.L. le journal d'expression libertaire reste sans voix devant les municipales. Mais Bakounine appelé à la rescousse leur donne l'absolution en rappelant le leurre que constitue le suffrage universel. Ayant échappé au mirage, IRL va droit à l'essentiel : l'affaire du Coral, l'exportation des armes vers le Tiers-Monde, et la pagaille des mesures pour l'emploi.

IRL C/O ACLR, 13 rue Pierre Blanc 69001 Lyon.

Actuels. Ne pas confondre avec *Actuel*, le moderne, récent mais inintéressant mensuel. Le n°23 de la revue trimestrielle est consacré à Rodanski mort en 1981 dans un hôpital psychiatrique à Lyon après 25 années de solitude asilaire « étranger à la grande singerie littéraire » et ne cessant pourtant pas d'écrire.

Actuels, les Roches Clermont 74270 Frangy.

Renaissance du Vieux Lyon : Ce bulletin de liaison vous tient au courant de la vie culturelle, commerciale, administrative, etc, de ce quartier avec l'évocation de son passé gardant toujours le souci de sa défense.

5 place de la Baleine 69005 Lyon

Dossier d'initiation au calcul pour les femmes analphabètes. Publié par le ministère de l'Education Nationale, à l'usage des formatrices, ce dossier devrait rendre de réels services dans les cours où l'on veut initier les élèves autant à la pratique du calcul qu'à celle de la lecture.

Bureau de Documentation Migrants 91 rue Gabriel Péri 92120 Montrouge - Prix 30 F.

LE POINT SUR

LE VOTE PARALLELE

Disons le nettement : le vote parallèle dû à l'initiative du journal *Sans Frontière* n'a pas été un succès. Il aura pourtant été en Rhône-Alpes l'occasion d'une intéressante consultation à Bourg-en-Bresse et de l'élaboration d'un manifeste pour une citoyenneté urbaine à Grenoble.

Nos derniers numéros ont donné le compte rendu de l'avancement de la campagne électorale du mouvement « Grenoble pluri-ethnique et pluri-culturel ». Deux faits majeurs ont marqué cette campagne : la conférence de presse et le débat public du 4 mars 1983. A la conférence de presse du 14 février a été présenté le Manifeste Electoral pour la citoyenneté urbaine et la liste des 59 membres de la Commission Electorale. De ce manifeste nous signalons en préambule :

Alors qu'à ces élections doivent participer tous les adultes habitant dans la commune (pour que les sensibilités politiques de TOUS les résidents soient représentées), il est incompréhensible que l'on interdise l'inscription sur les listes électorales à une partie de la population qui y réside.

Le fait que certains d'entre nous restent attachés à leur nationalité acquise à la naissance et transmise par nos parents ne saurait être un prétexte pour nous écarter du droit de choisir ou de sanctionner les responsables de la ville où nous vivons, alors que tous les résidents sont à la même enseigne : en tant que résidents, nous accomplissons les devoirs et obligations qui en résultent que ce soit la participation au budget municipal par les impôts ou le respect des règles de la vie commune et de la cohabitation, nous subissons, comme tout résident, le non-respect éventuel de ces règles, les nuisances, etc.

A ces devoirs, à ces obligations, à ces contraintes sont attachés des droits. Ils doivent être, par conséquent, accordés à tous les résidents. La constitution d'un corps électoral unique représentatif de tous les résidents s'impose. La citoyenneté urbaine serait ainsi rendue distincte de la citoyenneté liée à la nationalité.

Des cinq points de ce manifeste, le premier rappelait l'ancienneté des apports de la population immigrée à la population grenobloise, le deuxième la participation financière au budget municipal (calcul des impôts directs payés par les ménages), le troisième point était relatif au problème du logement. Il y était dit :

Nous craignons que la prétendue solution de dispersion harmonieuse de la population immigrée entre les communes de l'agglomération ne dérive de leur absence de poids électoral. La crise économique a aussi ses répercussions sur les budgets communaux et les organismes HLM.

Le quatrième point abordait le problème des jeunes :

Les jeunes subissent entre autre les effets de l'amalgame raciste qui consiste à associer petite délinquance ou délinquance tout court avec « jeunes immigrés » (qui n'ont jamais immigré : la France est leur pays, disait Deferre... aux lendemains du 10 mai). Cet amalgame est extrêmement dangereux et a pour conséquence des assassinats de jeunes (ex : Guemiah à Nanterre). Nous estimons que le pouvoir actuel prend de graves responsabilités en ne s'opposant pas fermement à de tels amalgames, surtout en période électorale où la plupart des forces politiques rivalisent pour être considérées comme des champions de « la sécurité dans les villes ». Ces jeunes vivent doublement l'insécurité : ils subissent l'insécurité ambiante et celle qui dérive des réactions aveugles du type « légitime défense ». Cet amalgame raciste se fonde sur l'analyse pseudo-scientifique, passe-partout, qui veut que les jeunes d'origine immigrée ont vécu entre deux cultures, et cela les aurait rendu incapables de s'intégrer socialement.

Et enfin, le dernier point concernait le développement culturel des communautés issues de l'immigration :

Les expressions culturelles collectives (fêtes, groupes de musique, de théâtre, mouvement associatif) devraient être appuyées et encouragées. Cette affirmation de la personnalité culturelle des communautés grenobloises issues de l'immigration contribuerait à l'avènement de la société interculturelle, une fois obtenue l'ouverture de la société française à ces cultures présentes en France depuis plusieurs générations.

Ce manifeste a été rendu public et soutenu par le Centre d'Information Inter-Peuples, le Groupe Chrétien Immigrés-Français, le Service Civil International, l'Association Dauphinoise de Coopération Franco-Algérienne et l'Association Interculturelle Parfum de la Terre. De leur côté, la Confédération Syndicale des Familles, la Confédération Syndicale du Cadre de Vie et la CFTD (Grenoble) ont adressé un message le jour de la conférence de presse affirmant leur accord avec le principe de l'élargissement du droit de vote aux élections municipales à tous les résidents dans le cadre de « l'amélioration de la démocratie locale ».

Dans le tract distribué à la population grenobloise lors des meetings électoraux, la Commission Electorale signataire affirmait : *Parce qu'ils contribuent, avec leur travail, à la vie des entreprises, sont reconnus aux travailleurs immigrés les mêmes droits dans l'entreprise qu'aux travailleurs français, et le droit de vote aux prud'hommes. Parce qu'ils paient leurs cotisations comme tout assuré social, sont reconnus aux travailleurs immigrés et leurs familles (sous condition de résidence) les mêmes droits sociaux qu'aux assurés fran-*

çais. Aujourd'hui, force est de constater qu'ils contribuent financièrement au coût de la gestion municipale et accomplissent les devoirs de tout résident d'une ville. Ce n'est, après tout, que ce qu'a reconnu François Mitterrand en proposant dans son programme de candidature à la Présidence de la République : le droit de vote des immigrés aux élections municipales. Or cette promesse a été renvoyée sans date sous prétexte d'« impopularité » (... bien que l'abolition de la peine de mort était, elle aussi « impopulaire »...).

De la liste « Grenoble pluri-ethnique et pluri-culturel » ont fait partie toutes les composantes de la population grenobloise, avec un effet de « loupe » sur les composantes immigrées : Italiens 24 %, Algériens-Portugais 19 %, Tunisiens 7 %, Espagnols 5 %, Turcs 5 %. Plus des Marocains, des Ivoiriens et les Latino-américains. Français d'origine 10,1 %, naturalisés 6,7 %.

En outre, 45,8 % des membres étaient des femmes. Cette proportion (normale :

proche de celle que l'on retrouve pour l'ensemble de la population des communautés issues de l'immigration, dans l'agglomération de Grenoble), nous rappelle ainsi que l'immigration familiale (ancienne déjà) est en passe d'équilibrer la totalité des communautés issues de l'immigration dans leur composante masculine et féminine.

Ces différents documents sont encore disponibles au siège de la Commission Electorale, c/o M.C.I., 10 rue Anthoard 38000 Grenoble.

A.C.



A BOURG

Le vote des immigrés a eu lieu dimanche après-midi 6 mars à Bourg-en-Bresse, à la Maisons des Sociétés. Deux réunions préparatoires avec les responsables des principales associations d'immigrés avaient eu lieu à la fin janvier et à la mi-février, ainsi qu'une réunion de quartier et une émission à la radio locale.

351 personnes ont voté OUI pour le droit de vote des immigrés aux municipales. Il y a eu 151 Marocains, 65 Turcs, 42 Portugais, 30 Italiens, 29 Algériens, 20 Espagnols, 13 Tunisiens, 1 Anglais. Une vingtaine de femmes, de toutes nationalités

ont voté. Ces chiffres correspondent à peu près à ce que nous attendions. Il y a environ 2600 immigrés adultes de plus de 18 ans à Bourg : la proportion est donc de 13,50 %, ce qui est convenable. La consultation s'est déroulée sans aucun incident.

C'est aux élus locaux aussi maintenant, ainsi qu'aux députés et aux médias, de veiller à ce que la population s'habitue à ce désir des immigrés de participer à la gestion des affaires de la cité où ils vivent et travaillent, le comprennent et l'apprécient.

Hugues Journès

COURRIER DES LECTEURS

« Rêve de soleil »... Une lettre, un poème

(...) J'ai passé mon bac avec succès l'année dernière et les études m'intéressant, j'ai essayé de convaincre mon père de me permettre de continuer. Impossible de lui faire changer d'idée. Il avait déjà cédé pour me laisser continuer jusqu'au bac. Plus loin, pas question. Il n'était pas non plus question que je travaille. Je me suis donc retrouvée chez moi, sans études ni travail.

Ayant prévu cette situation et tenant malgré tout trop aux études, je m'étais inscrite à des cours par correspondance. Je me retrouve donc toute la journée chez moi, avec, heureusement, cette ouverture que me permettent les cours, même s'ils ne sont que par correspondance. Je suis passée bien sûr par toutes les interrogations : suicide, partir et même folie. Le suicide et la folie ayant été écartés, il restait le rêve : partir.

Mais sans un sou, avec l'attachement que j'avais pour ma famille, la hantise d'être retrouvée par mon père qui ne supporterait pas ma fuite, cette solution reste en suspens. Pourtant il est vrai que si aujourd'hui je supporte plus ou moins ma condition, c'est parce que j'ai la chance d'avoir une mère qui me comprend et qui « couvre » mes sorties, et parce que j'ai d'excellentes relations avec mes frères. Il n'en demeure pas moins que l'incommunicabilité avec mon père est totale. Enfin j'ai une passion

qui m'a beaucoup aidée : la lecture. Sans oublier l'amitié.

Malgré tout cela, le sentiment de dépendance, de cloîture, et plus ou moins fort d'irresponsabilité, est difficile, très difficile à supporter à vingt ans. Un sentiment domine, celui d'étouffement, autant physique que psychologique. Et une seule possibilité : vivre au jour le jour. L'avenir : néant.

Une fille de l'ombre qui rêve du soleil

Les filles de l'ombre

Les filles de l'ombre
Celles à la chevelure sombre
Ont un futur qu'elles n'ont
pas choisi
Et un passé qu'elles noient
dans l'oubli

Les filles de l'ombre
Celles au regard sombre
Ont une vie pleine de faim
Et des espoirs sans fin

Les filles de l'ombre
Celles au cœur sombre
N'ont pas droit au miel de la
liberté
ni à l'amour d'un être aimé

Les filles de l'ombre
Celles à la vie sombre
N'ont pas le droit de crier
Pas même celui de se suicider

Les filles de l'ombre
Ont
la
mort
sombre

Méli K.

Formateurs du secteur Est

Nous avons lu l'article *Les garde-fous du chômage* dans le précédent numéro de *Cosmopolis*. Formateurs du « secteur » de l'est lyonnais, nous souhaitons apporter un complément d'information.

Malgré les conclusions de Luc Vachez précisant la précarité des emplois de formateurs, l'idée force est bien le commentaire de la photo : « *Les premiers métiers créés sont ceux de formateurs* ». Il est vrai qu'il y a des créations de postes et il est vrai que certains formateurs ont de bons salaires dans certaines boîtes de formation. Mais ce n'est pas le cas pour tout le monde. S'il s'agissait encore de métiers !

Regardons les statuts : vacataires, contractuels, maîtres auxiliaires sur postes gagés. Le pourcentage de titulaires est très faible. De plus la plupart d'entre eux sont embauchés au dernier moment ; parfois au premier jour du stage. Très peu ont pu suivre les formations de formateurs. Les crédits arrivent trop tard, quand ils arrivent, et tant mieux si les nouveaux formateurs parviennent à faire face aux difficultés d'un démarrage de stage sans formation spécifique.

Du côté des jeunes on peut noter la disproportion existante entre les propositions de l'opération « Un métier pour réussir » et ce qui est mis en place : accueil dans des locaux quelquefois provisoires et dont l'équipement minimum n'est pas toujours assuré (ex : téléphone, chauffage...), pas ou peu de matériel pédagogique au départ du stage (atelier sans outils), transformation des rémunérations en indemnités qui ne suffisent même pas à couvrir les frais de transports et de repas dans les cas de stage en entreprise (16-18 ans : 500 F par mois). Le statut des stagiaires relève plus de l'état de fait que du statut : ils ne sont ni scolaires, ni chômeurs, ni même travailleurs. On cherche encore l'employeur !

Par rapport aux difficultés rencontrées et aux multiples problèmes non résolus, les personnels en « formation continue » ont fait grève le 29 mars pour dénoncer la dégradation des conditions de travail, d'emploi et de statut de l'ensemble des personnels, les

conditions actuelles de réalisation des actions jeunes.

Des personnels des actions jeunes du GRETA Vénissieux- Parilly

« Killing an arab »

« *C'est plus compliqué que ça*, dit-il enfin. *Il n'y a pas que les bons et les salauds.*

Mendiants et Orgeulleux
(d'Albert Cossery)

Dans la rubrique des faits divers, un simple entrefilet : « *Monsieur X, domicilié à C..., tire à bout portant sur un adolescent maghrébin, croyant que celui-ci voulait lui voler sa voiture* ». Et Monsieur Y tue, dans un accès de rage (vaccin Pasteur) son voisin, excédé d'entendre de la musique africaine à longueur de journée. Toujours dans la rubrique des faits divers, un article où l'on relate avec force détails les méfaits de délinquants maghrébins, voulant chaque fois faire croire à de nouveaux « Mesrine », mais basanés et frisés. Donc moins sympathiques.

Fait curieux, les journalistes (*Le Progrès, Le Journal*) s'accordent avec un ensemble touchant à privilégier l'atteinte à la propriété privée, comme si le meurtre n'était pas la plus grande atteinte à la plus importante des propriétés privées que possède l'être humain : la vie, le matérialisme à la française, qu'il soit ou non dialectique, atteint des proportions vertigineuses.

Il faudrait s'entendre sur la couleur. A savoir que si le « Blanc » excuse n'importe quelles atrocités, le « Café-au-Lait » n'est pas crédible, le « Marron » (Afrique du Nord) haï. Quant au « Noir », s'il lève seulement le petit doigt, c'est l'hystérie collective.

Qu'on cesse de parler encore d'une crise économique mondiale qui exacerberait la xénophobie blanche. On sait parfaitement que chaque siècle a trouvé de nouvelles raisons « historiques » pour expliquer-excuser le racisme des peuples occidentaux. Leur inconscient déforme et utilise le Réel et l'Histoire pour ne laisser place qu'à des fantasmes délirants et morbides,

occultant ainsi une angoisse existentielle difficile à assumer.

La société occidentale actuelle ne permettant pas de répondre autrement que par la violence au terrible problème de la frustration collective et individuelle. Fantômes que, dans un sursaut panique, des individus isolés mettent en pratique, assurés au demeurant d'être « blanchis » par une certaine justice française (de classe et de race). Toujours un sursis pour le meurtre d'un étranger.

« *Killing an arab* » dites-vous ? Votre haine a choisi l'anglais pour se dire et se cacher sur les murs de vos villes. Vous apercevez-vous un jour qu'il vous faut, qu'il vous a toujours fallu vous croire « supérieurs » à d'autres ethnies pour occulter votre propre exploitation et votre immense misère. N'êtes-vous pas prêts pour cela à faire payer le prix du sang ?

Triste, n'est-ce pas ? Comme est triste l'histoire des hommes et la généalogie de leur volonté de puissance. Ecoute, petit blanc... Tu es laid à faire hurler de rire n'importe quelle minorité existante... si tu ne te donnais les moyens, siècle après siècle, de les faire pleurer. C'est que tu te crois le plus grand nombre et de ce fait, tu te permets d'être très dangereux. On a presque envie d'aller te demander de jouer ailleurs avec tes machines à donner la mort. Mais ailleurs, c'est toujours ici et maintenant.

Ce sont des jours sombres que tu nous fais vivre, petit blanc, mais ils sont éclaircis par nos rires et notre amour de la vie. Nos magnifiques armes pour les jours à venir. Et puis, nous sommes innocents des crimes dont on nous accuse.

Khira

« Ni panneau d'affichage, ni exercice de style

Que d'ambiguïtés dans le texte « *Tout change... Cosmopolis aussi* », et quand je dis ambiguïté, je ne parle pas de ces incertitudes qui questionnent, provoquent et (parfois) font changer. Mais plutôt de ces affirmations un peu fuligineuses qui risquent de masquer des interrogations



fondamentales et des enjeux encore peu perceptibles.

La pratique militante ou professionnelle conduit-elle forcément au « débat entre soi, entre spécialistes » ? Croyez-vous vraiment qu'elle ne court qu'après son ombre dans un parcours sans obstacle, à travers « son » journal sans être importunée par les opinions non partagées ? Qu'est-ce qu'un *Cosmopolis* « immigré », « à problème », « pas marrant » et au bout du compte « militant » ? *Cosmopolis* a-t-il vraiment navigué dans une telle tempête ?

Oui, le vent est bon, mais ce que je crains pour ma part, c'est davantage les calmes plats que les bourrasques. *Cosmopolis* ne pourra jamais se passer de la vie et de l'action de ceux qui le lisent et le font ; *Cosmopolis* ne pourra jamais non plus se passer du « métier » de ceux qui le réalisent, c'est par la conjonction de ces deux éléments qu'il ne deviendra pas un « magazine » parmi d'autres, ni panneau d'affichage, ni exercice de style auto-satisfaisant.

Le journal s'est fondé sur une intuition commune

que l'édito et le texte « *Changer de regard* » du N°1 ont voulu exprimer. Je n'éprouve pas le besoin de changer aujourd'hui ce regard différent pour un simple look d'une nouvelle eau. Par contre, dire mieux, accroître l'audience « *d'un mouvement qui sait entre quoi et quoi il voyage, quelles intensités et quelles ruptures il fait surgir, quelles frontières il affronte, ce qui s'y déplace et ce qui s'y traverse* » m'intéresse.

C'est pourquoi je crois que *Cosmopolis* peut changer, mais à partir d'une rigueur qui ne rejette pas comme stéréotypes les points de vue ou même les clins d'œil qui ne trouvent pas leur place dans la presse figée et rigide où une certaine conception du professionnalisme a tué toute expression de la différence. On peut alors parler de changement, et entendre maturité plutôt que virage.

Etienne Levieue

(*) *Eloge du Cosmopolitisme* (G. Scarpetta)



TEL QUEL

Monsieur le Directeur, abonnée depuis ses débuts à votre journal, que jusque-là je considérais comme totalement sérieux et orienté vers les vrais problèmes, voilà que dans la livraison d'avril, je note que vous cédez à la tentation de la facilité. J'envisage donc, avec regrets, de ne plus acheter votre publication. Je tiens ici à m'en expliquer. En effet, la passionnante enquête sur le monde carcéral se devait d'être illustrée avec intelligence. Or, pourquoi, je pose la question, pourquoi avoir demandé au détenu qui pose sur la couverture de garder son caleçon ? L'obscénité de cette photographie n'échappe à personne. La vérité, dont votre journal revendique la totalité, nécessitait un détenu totalement nu. Sans artifices. Et non sans accessoires.

Désormais, je vous informe que je lirais régulièrement « *Samourai* », là au moins, on ne travestit pas la réalité. Car la réalité, monsieur le directeur, n'est pas asexuée. En vous renouvelant mes regrets, je vous adresse mes adieux. Définitifs.

Solange Bourdieu

Ci-joint un poème d'adieu :
Pourquoi cacher les poils
de ce pourtant bel homme
déséxé par un voile
dénaturant la somme
de toutes les promesses
contenues dans ce slip
cellant bite et fesses
du coton de l'éclipse

Joc, pas d'accord !

La J.O.C. parmi les immigrés est née il y a presque vingt ans, devenant plus tard J.O.C. immigrée par l'union de la J.O.C. portugaise et

espagnole. Après avoir été « invités » par la J.O.C. à quitter les locaux qu'elle occupait et accueillis par la J.O.C.F., nous avons constamment été l'objet d'attaques de la J.O.C. qui n'a jamais reconnu notre autonomie ni d'ailleurs notre existence.

Par là même l'expression, le vécu, les actions des jeunes immigrés de la J.O.C. immigrée ont été ignorés, attaqués, voire méprisés. Mais malgré tout cela notre propre vie et nos expériences nous ont soutenu dans notre objectif : la lutte pour la reconnaissance du droit à l'autonomie et l'égalité des droits. Nous avons, déjà à partir de 1970, apporté des éléments d'analyse clairs et des revendications pour tous les jeunes immigrés ; peu nombreux étaient ceux qui parlaient à l'époque des « mêmes droits pour tous » !

Nous avons accepté le dialogue. Mais, connaissant notre situation et les connaissant eux, nous savions que l'intégration par l'autonomie était une utopie ! C'est pourquoi, tous les jeunes immigrés de la J.O.C. immigrée, réunis le 30 janvier 1983, ont, à

l'unanimité, refusé cette intégration. Nous avons décidé de dissoudre notre mouvement.

Mais il est clair que notre action continue sous d'autres formes et avec celle de tous les travailleurs immigrés dans la classe ouvrière, pour que leurs droits soient enfin reconnus, pour que tous les jeunes immigrés cessent d'être des objets à travers lesquels on se donne bonne conscience sans leur permettre de prendre vraiment leur vie en main.

Les jeunes immigrés de la J.O.C. immigrée
216 bd St-Denis
92400 Courbevoie
Tél. : 788.78.00



PETITES ANNONCES

C.L.A.P.

Le C.L.A.P. recherche pour Rhône-Alpes un(e) délégué(e) régional(e) français ou immigré ayant un rôle d'information, de liaison et de coordination des actions menées dans la région.

Envoyer les candidatures avec curriculum vitae dernier

délaï 30 avril, au C.L.A.P.,
25 rue Gandon, 75013 Paris.

ECRITURE FANTAISIE

Cherche machine à écrire portable Mini Hermès antérieure à 1980. Caractères inclinés.
Tél. (7) 859.67.34

COSMOPOLIS/MENSUEL/38 RUE BURDEAU/69001 LYON/TEL. 839.69.92

Directeur de publication André Gachet

Responsable de la rédaction Bernard Bolze

Secrétariat de rédaction Catherine Roubaud

Administration/gestion Daniel Navrot avec le concours de Jean Baudrand

Conception graphique José Guerreiro

Diffusion/publicité Catherine Léti

Abonnements Bernard Guinchard

Ont collaboré à ce numéro Cécile Elie, Albert Agostino, Patrick Geay, Christian Buty, Yves Guélaud, Christine Cognat, Dominique Dieppedalle, Danièle Jarlier, Vincent Bady, Olivier Brachet, Jeanne Nuit, Bernard Bolze, Henri Westphal, Catherine Boitard, Geneviève Cholet, Guylaine Gouzou, M. et D. Saadna, Catherine Roubaud, Michel Perrot, Bruno Caussé, Pierre Gras, Bruno Thomas, Tony Cardiac, François Xavier Burdeyron, Bernard Granjean, Manuel Van Thienen, Gérard Méjean, Denis Laurens, Rachid Ait Shidoum, Dominique Renoud, Vincent Bourlhomme, Gracieuse Gasta.

Coordination agenda Fabienne Levrat

Photographies : Robert Pratta (couverture), Philippe Schuller, Yves Guélaud, Christian Ganet, Dominique Tête, Michel Jaget.

Editeur Association Immigrations, 38 rue Burdeau, 69001 Lyon

Photocomposition/photogravure Texto, 38 rue Burdeau, 69001 Lyon, Tél. (7) 839.19.94

Impression Bosc Frères 42 quai Gailleton 69002 Lyon

Dépôt légal 7604. Commission paritaire 64253, I.S.S.N 0293 4396

ENVOYEZ-VOUS EN L'AIR

COSMOPOLIS offre deux billets d'avion (deux aller/retour pour un pays du Maghreb de votre choix) aux deux personnes qui lui adresseront le plus de nouveaux abonnés entre le 2 avril 1983 et le 15 juin 1983.

Participation : il vous suffit de découper le bon ci-dessous et de nous l'adresser avec vos coordonnées, accompagné des chèques et coordonnées des nouveaux abonnés sur papier libre. (Vous pouvez adresser au journal plusieurs envois, nous nous chargeons d'effectuer les totaux par participant pour la date du 15 juin 1983).

La remise des billets aura lieu au journal, 38 rue Burdeau, 69001 Lyon, le 20 juin 1983 à 19 h, en présence des administrateurs du journal. Le règlement du concours est à la disposition des participants sur simple demande au journal.

Les résultats seront publiés dans le numéro de septembre 1983.

Ce concours n'est pas ouvert aux représentants d'institution en tant que tel.

**Bon de participation au concours/abonnement à découper et à retourner à
COSMOPOLIS 38 rue Burdeau - 69001 Lyon
tél. (7) 839.69.92**

Nom

Adresse

Veillez trouver ci-joint, sur papier libre, les coordonnées de nouveaux abonnés ainsi que les chèques correspondants.



ABONNEMENT ANNUEL
10 numéros : 120 F
ABONNEMENT COLLECTIVITÉ
3 abonnements : 250 F
ABONNEMENT DE SOUTIEN
200 F

Marlboro

